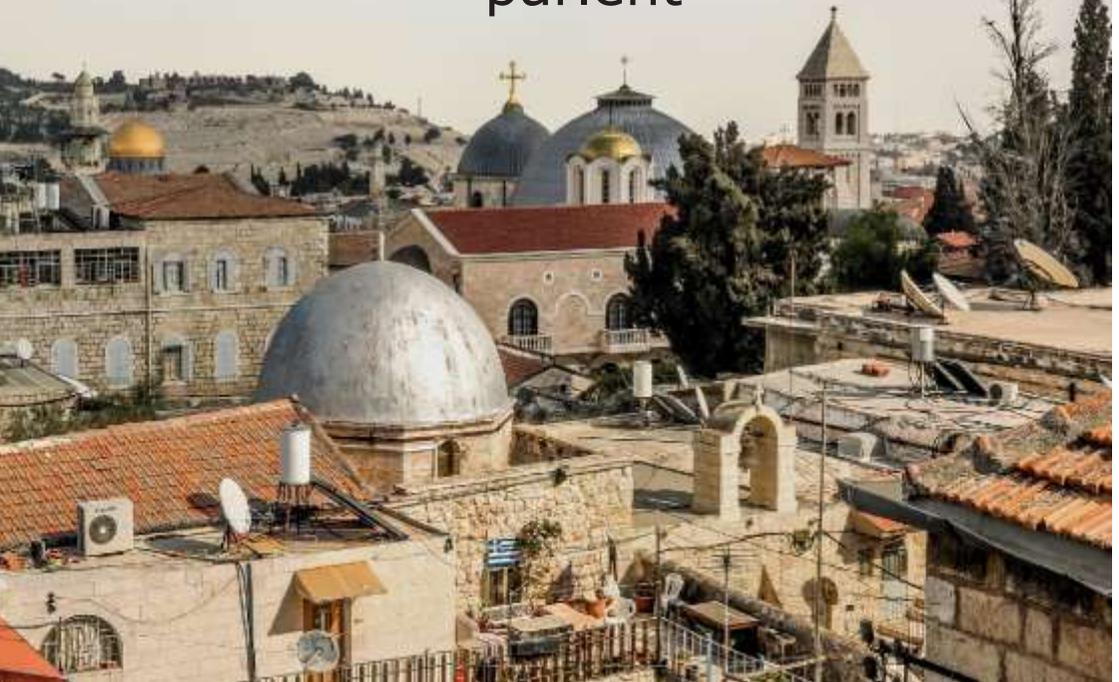


Commission Justice et Paix  
Jérusalem

# La paix est-elle possible ?

Les Chrétiens de Palestine  
parlent



Commission Justice et Paix  
Jérusalem

# La paix est-elle possible ?

## Les Chrétiens de Palestine parlent

Jérusalem 2019

Première édition

LPPRESS  
JERUSALEM

---

Presses du Patriarcat Latin – Jérusalem  
Beit Jala – 2019

# **Sommaire**

## **Partie 1**

Qui sont les Chrétiens de Palestine ?..... 5

## **Partie 2**

Déclarations de la Commission Justice et Paix.. 73



## **PARTIE I**

### **Qui sont les Chrétiens de Palestine ?**

## Index

Avant-propos : De la dernière lettre pastorale du Patriarche Michel Sabbah.....	7
1. Introduction : Qui sont les Chrétiens de Palestine ?.....	9
2. Chrétiens de Terre sainte et Chrétiens du monde .....	18
3. Contexte régional et international.....	23
4. Chrétiens de Jérusalem.....	27
5. Chrétiens de Cisjordanie.....	34
6. Chrétiens de Gaza.....	41
7. Chrétiens palestiniens en Israël.....	47
8. Diaspora chrétienne de Palestine .....	51
9. Relations islamo-chrétiennes.....	56
10. Relations judéo-chrétiennes.....	60
11. Foi et Charité.....	63
12. Conclusion : L'avenir.....	68

## Avant-propos

### Extrait de : Lettre pastorale de Sa Béatitude le Patriarche Michel Sabbah

(1<sup>er</sup> mars 2008)

*Les Chrétiens sont un petit nombre sur cette Terre sainte et dans l'Église de Jérusalem. Cela n'est pas seulement la conséquence de circonstances historiques ou sociales. Cette réalité a un lien direct avec le mystère de Jésus sur cette terre. Il y a deux mille ans, Jésus vint ici, mais ses apôtres, ses disciples et les quelques fidèles qui crurent en lui ne formèrent qu'un petit nombre autour de lui. Aujourd'hui, deux mille ans plus tard, Jésus reste dans la même situation de « non reconnu » sur sa terre, tandis que Jérusalem, ville de la Rédemption et source de paix pour le monde, n'a pas encore accueilli la Rédemption ni trouvé sa paix. Et dans cette situation, les Chrétiens ne sont toujours qu'un petit nombre à être témoins de Jésus sur sa terre.*

*Être petit sur cette terre, c'est donc tout simplement vivre comme Jésus vécut ici. Cela ne signifie pas avoir une vie diminuée, en marge, ou faite de craintes et de perplexité. Nous savons pourquoi nous sommes petits, et nous savons quelle place nous avons à prendre dans notre société et dans le monde. Incorporés au mystère de Jésus, nous restons auprès de lui au Calvaire, forts et soutenus par l'espérance et la joie de la Résurrection à vivre et à partager avec tous. Le grain de sénevé est petit, nous dit Jésus, mais qu'il grandit et devient un arbre, au point que « les oiseaux du ciel viennent s'abriter dans ses branches » (Mt 13, 31-32).*

*Être petit, voir en Jérusalem la ville de la Rédemption et de la paix pour le monde, et non pour elle-même, voilà ce qui détermine la vocation de tout Chrétien sur cette Terre sainte : vocation à être témoin, vocation à mener une vie difficile, aujourd'hui à cause du conflit politique, et demain parce que sa vie restera un combat permanent pour être un sel savoureux, un levain utile, une lumière dans la société et une Rédemption qui s'accomplit, jour après jour, dans le mystère de Dieu.*

*Toute société se repose sur le nombre de ses citoyens, celui de ses soldats et de ses armes. Nous, Chrétiens, nombreux ou pas, nous comptons d'abord sur la foi de chacun de nous. Jésus dit : Avec la foi, vous pouvez transporter les montagnes. L'État dit : Avec la technologie, avec la quantité des hommes et des armes, je peux soumettre la terre, ouvrir des routes et aplanir les montagnes. Mais en réalité, il reste incapable de trouver la paix. Nous, nous méditons la parole de Jésus : « Si vous avez la foi de la taille d'un grain de sénevé, vous direz à cette montagne : Déplace-toi d'ici à là, et elle se déplacera ; et rien ne vous sera impossible » (Mt 17, 20-21). C'est pourquoi, tout en recourant à tous les moyens humains utiles, nous essayons d'affermir et d'augmenter notre foi en « Celui en qui nous avons cru ».*

*Le petit nombre de Chrétiens doit être compensé en premier lieu par la foi ; en deuxième lieu par une prise de conscience, de la part de chaque Chrétien et Chrétienne, de sa responsabilité dans la société et de la nécessité d'accepter sa part des sacrifices requis pour construire ou reconstruire celle-ci ; en troisième lieu enfin, par une formation qui les rende indispensables à cette œuvre. Cette formation du Chrétien est de la responsabilité de toute la communauté, et non pas seulement de ceux qui sont les chefs dans l'Église ; dans une communauté de croyants, en effet, chacun et chacune porte le souci de l'autre.*

## 1.

### Introduction

### Qui sont les Chrétiens de Palestine ?

La Terre sainte, berceau de la foi chrétienne, est divisée aujourd'hui entre deux réalités politiques, l'État d'Israël (établi en 1948 sur 78 % de la Palestine historique) et les territoires occupés militairement par Israël lors de la guerre de 1967 (revendiqués par les Palestiniens pour constituer un futur État de Palestine).<sup>1</sup> C'est ici que Jésus-Christ naquit, vécut, mourut et ressuscita d'entre les morts, accomplissant les promesses de Dieu aux patriarches, prêtres, rois, sages et prophètes de l'ancien Israël qui vivaient sur cette terre. C'est également ici que la première Église de croyants fut fondée à Jérusalem, et d'ici que partirent les apôtres pour prêcher la Bonne Nouvelle jusqu'aux confins de la terre. La Terre sainte et ses villes résonnent dans les églises du monde entier, dans les lectures de l'Ancien et du Nouveau Testament, dans la liturgie et les chants. Les Chrétiens sont venus ici en pèlerins, de près ou de loin, pour renouveler et approfondir leur foi dans les lieux saints qui marquent l'histoire du salut. Depuis la première moitié du premier siècle, la Terre sainte abrite des communautés chrétiennes dont les membres ont joué un rôle central dans l'histoire de cette terre. Qui sont aujourd'hui les Chrétiens de Palestine ?

Les Chrétiens de Palestine appartiennent à une constellation de différentes Églises et communautés chrétiennes : Chrétiens byzantins (ou Grecs) orthodoxes et catholiques, Catholiques romains (ou latins), Maronites, Arméniens apostoliques et catholiques, Syriens orthodoxes et catholiques, Coptes, Éthiopiens, Anglicans, Luthériens et une profusion d'autres groupes protestants et évangéliques. En

---

<sup>1</sup> Depuis 2012, de nombreux pays, dont le Saint-Siège, reconnaissent un État de Palestine dans les territoires occupés par Israël en 1967.

raison de l'histoire tragique de la Palestine au XX<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des Chrétiens de Palestine vit en dehors de la Palestine historique, constituant une lointaine diaspora qui s'étend des pays arabes avoisinants – notamment la Jordanie, le Liban, la Syrie, l'Égypte et la région du Golfe – jusqu'en Europe, aux Amériques et en Australie. Cette histoire dramatique se poursuit aujourd'hui, alors que les Palestiniens continuent de lutter contre l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens, la discrimination au sein de l'État d'Israël, et les conséquences qui en découlent pour la société palestinienne.

L'on discerne, au sein de la Palestine historique, deux milieux socio-politiques distincts dans lesquels vivent les Chrétiens de Palestine :

- La plupart des Chrétiens palestiniens de Terre sainte sont des citoyens de l'État d'Israël, vivant dans des régions qui y ont été intégrées suite à l'accord d'armistice de janvier 1949. Les Palestiniens chrétiens citoyens de l'État d'Israël sont aujourd'hui environ 120 000, ce qui représente 75 % des citoyens chrétiens du pays.<sup>2</sup> Les Chrétiens représentent un peu plus de 2 % de la population israélienne.
- Les Palestiniens chrétiens résidant dans les territoires qui ont été militairement occupés par Israël pendant la guerre de 1967 sont environ 50 000. Les résidents palestiniens de Jérusalem-Est possèdent une carte d'identité israélienne, et la population palestinienne chrétienne de Jérusalem compte à l'heure actuelle environ 10 000 personnes (un peu plus de 1 % de la population totale de la ville). Il y a ailleurs en Cisjordanie quelque 39 000 Palestiniens chrétiens, tandis qu'il reste moins de 1000 Chrétiens dans la bande de Gaza. Les Chrétiens représentent moins de 2 % de la population des Territoires

---

<sup>2</sup> Les 25 % restants de la population chrétienne parmi les citoyens d'Israël sont des Chrétiens intégrés à la population juive israélienne, ayant immigré en Israël, pour la grande majorité d'entre eux, en provenance de l'ancienne Union soviétique. Il y a en outre environ 150 000 travailleurs migrants et demandeurs d'asile chrétiens qui résident en Israël. Enfin, il existe en Terre sainte des communautés peu nombreuses mais importantes de religieux expatriés, qui jouent un rôle central dans la direction de l'Église et des institutions ecclésiastiques.

palestiniens.

L'identité des Chrétiens de Palestine s'est forgée au cours des longs siècles de leur histoire mouvementée en Terre sainte. Chaque période de l'histoire a laissé des caractéristiques distinctives qui continuent aujourd'hui de façonner l'identité palestinienne chrétienne. Cette histoire peut être divisée en sept périodes distinctes :

– **Le Temps des martyrs** : Martyr, un mot grec qui signifie « témoin », pourrait en effet caractériser l'Église primitive alors qu'elle commençait à témoigner de la Résurrection du Christ et à payer parfois un lourd tribut pour cette fidélité. Selon les Actes des Apôtres, l'Église fut fondée à Jérusalem le jour de la Pentecôte, cinquante jours après la résurrection du Christ. L'effusion du Saint-Esprit sur les disciples devenus apôtres les a poussés à prêcher la Bonne Nouvelle de la résurrection du Christ à Jérusalem, sur tout le territoire de Palestine et jusqu'aux confins de la terre. L'Église de Jérusalem est l'Église mère de l'Église à travers le monde. Les premières générations de Chrétiens firent face à des persécutions, d'abord de la part de leurs frères juifs qui rejetaient l'Évangile qu'ils prêchaient, et ensuite de la part des autorités romaines de l'Empire, qui voyaient dans cette nouvelle religion une menace pour l'ordre établi. Les martyrs de Terre sainte figurent en bonne place parmi ceux qui versèrent leur sang pour répandre l'Évangile. Les Chrétiens de Terre sainte ont beaucoup contribué à la vie de l'Église malgré les persécutions. L'on trouve parmi eux la Vierge Marie, les apôtres, d'importants Pères de l'Église primitive (à l'instar de Justin Martyr de Naplouse) et des hommes et femmes saints au fil des générations.

– **La période byzantine** : La période de persécution prit fin en 313 avec l'édit de Milan, par lequel l'empereur romain Constantin reconnut le christianisme comme une religion légitime. Depuis l'acceptation du christianisme dans l'Empire jusqu'à la conquête islamique au milieu du VII<sup>e</sup> siècle, la Terre sainte reste majoritairement sous administration chrétienne, à l'exception d'une

brève invasion perse au VI<sup>e</sup> siècle. C'est à cette époque que les monuments imposants construits par les souverains byzantins sur les lieux saints commencent à surgir partout dans le pays. Au centre de cet élan prolifique de construction se trouve l'église de la Résurrection (également appelée Saint-Sépulcre), qui contient à la fois le lieu de la crucifixion et le sépulcre vide qui témoigna de la Résurrection du Christ. C'est aussi l'époque de la fondation des premiers monastères, dans la région de Gaza ainsi que dans le désert de Judée, qui devient une oasis foisonnante de vie spirituelle. Les pèlerins commencent à affluer et sont accueillis par les Chrétiens qui vivent sur place. Très tôt, les différentes Églises d'Orient et d'Occident, dont les membres viennent en pèlerinage, cherchent à avoir une représentation permanente à Jérusalem. À l'origine, elles reconnaissent toutes l'évêque local de Jérusalem comme leur évêque, mais cette unité fut compromise à la suite des controverses christologiques du V<sup>e</sup> siècle. Les Églises qui n'ont pas reconnu le concile de Chalcédoine (451) commencent alors à établir des communautés séparées, dotées de leurs propres hiérarchies, introduisant ainsi les premières divisions à Jérusalem. Parmi les grandes figures de la Terre sainte pendant cette période, citons saint Cyrille de Jérusalem, prééminent Père de l'Église, et saint Sabas, grande figure du monachisme palestinien.

– **La période musulmane** : L'Islam, la nouvelle religion fondée dans la péninsule arabique, se répand rapidement dans tout le Moyen-Orient. En 637, Umar, deuxième calife des Musulmans, entre à Jérusalem. Escorté lors de sa visite de l'église de la Résurrection par le patriarche de Jérusalem Sophrone, il met en place le pacte qui régira les relations entre Musulmans et Chrétiens dans les siècles à venir, relations fondées sur les droits et le respect. La transformation la plus importante pendant ces siècles est l'adoption de la langue arabe par les Chrétiens, qui s'intègrent de plus en plus à la culture arabe qui se répand dans tout le Moyen-Orient. Au fil des siècles, les Chrétiens deviennent une minorité en Palestine, tout en conservant une place importante dans la société et en contribuant largement à la

culture du monde arabe. À partir de cette période, les Chrétiens palestiniens s'inscrivent dans une société marquée par la langue et la culture arabes et la religion musulmane. Le défi permanent reste d'entamer, avec les Musulmans, un dialogue profond qui garantisse la pleine participation et les droits civiques des Chrétiens dans la société. Certaines périodes furent également marquées par l'intolérance, la plus notable étant la persécution des Chrétiens sous le calife fatimide Al-Hakim bi-Amr Allah, qui fit détruire des parties de l'église de la Résurrection (Saint-Sépulcre) en 1009. Parmi les figures marquantes de la Terre sainte de cette période, citons Saint Jean de Damas, moine à Mar Saba, Théodore Abou Qurrah, autre moine du même monastère et important traducteur en arabe, et Abraham de Tibériade.

– **La période des croisades** : À la fin du XI<sup>e</sup> siècle, l'Église de Rome proclame une croisade pour libérer le tombeau du Christ des mains des Musulmans. Il s'ensuit deux siècles marqués par des incursions militaires européennes dans le cœur de l'Islam. Au cours de la période initiale, les Chrétiens d'Orient connurent autant de souffrance que leurs voisins musulmans, car les envahisseurs latins n'épargnaient ni les Musulmans, ni les Chrétiens, ni les Juifs. En conséquence de la division entre l'Église de Rome et celle de Constantinople après 1054, l'arrivée des croisés entraîna également de nouvelles tensions et divisions entre les Chrétiens de Terre sainte, illustrées par la création du Patriarcat latin à Jérusalem. Les croisés finirent par échouer et se faire chasser de la Terre sainte, où la domination musulmane fut rétablie. Cependant, l'Église latine continuait de faire partie de l'Église de Palestine même après la fin des croisades, sous la forme de la Custodie franciscaine de Terre sainte.

– **La période ottomane** : En 1517, la Terre sainte passa sous domination ottomane. L'Empire ottoman avait déjà conquis Constantinople et allait bientôt s'étendre à la majeure partie de l'Afrique du Nord, à une grande partie du Moyen-Orient, ainsi qu'aux

Balkans. En Palestine à cette époque, l'identité était étroitement liée à la ville d'origine des habitants, et les Chrétiens, comme les Musulmans et les Juifs, s'identifiaient comme résidents de Jérusalem, d'Hébron, de Ramleh, de Naplouse, de Tibériade....

Le régime ottoman consacre certes l'Islam comme religion de l'Empire, mais les différentes communautés religieuses, tolérées à condition de ne pas défier l'autorité politique ottomane, bénéficient néanmoins d'un certain degré d'autonomie dans l'administration de leurs affaires internes. La direction religieuse se voit confier le rôle de représenter l'ensemble de la communauté, ce qui conduit à l'institutionnalisation de l'affiliation confessionnelle (*at-tai'fah*) comme élément fondamental de l'identité de chacun. Les divisions chrétiennes – orthodoxe byzantine, catholique byzantine, latine, maronite... – devenaient fortement enracinées, car les individus étaient identifiés par les autorités selon leur appartenance confessionnelle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, à la faveur du déclin de la domination ottomane, les puissances européennes s'impliquent de plus en plus dans les affaires de l'Empire et s'imposent comme protecteurs de différentes Églises – les Français auprès des catholiques (latins et orientaux) et les Russes auprès des orthodoxes byzantins, tandis que les Britanniques et les Allemands promeuvent l'établissement de communautés anglicanes et luthériennes. Le XIX<sup>e</sup> siècle voit également l'expansion d'une présence institutionnelle chrétienne en Terre sainte avec la création d'écoles, d'hôpitaux, d'orphelinats, etc. Les débuts d'une renaissance arabe au XIX<sup>e</sup> siècle, souvent initiée par des Chrétiens, conduiront à la montée du nationalisme moderne, dans lequel les Chrétiens jouent également un rôle de premier plan. Cette période témoigne également du début d'une migration chrétienne régulière vers les pays du nouveau monde et de la fondation de communautés palestiniennes chrétiennes aux États-Unis, en Amérique latine et en Australie, prémices d'une « diaspora » toujours plus nombreuse. D'autre part, à la suite des massacres d'Arméniens et de Chrétiens syriens vers la fin de la période ottomane, de nombreux réfugiés de ces communautés ont trouvé refuge en Palestine.

– **La période du mandat britannique** : En décembre 1917, les Ottomans concèdent leur défaite en Terre sainte et les Britanniques prennent en charge l'administration du pays. La Société des Nations confie la Terre sainte aux Britanniques sous forme de mandat. Les Britanniques y instituent un régime colonial caractérisé par un certain degré d'égalité entre tous les résidents, quelle que soit leur confession religieuse. La mise en place d'institutions de style européen s'intensifie également. Cependant, les Britanniques suscitent l'ire de la population en promouvant l'idée d'une « patrie juive » en Palestine. En outre, les Chrétiens catholiques et orthodoxes soupçonnent l'administration britannique de promouvoir les cultes anglican et protestant. Certains éminents Palestiniens chrétiens ont ainsi rejoint les Musulmans dans le mouvement national, résistant à la domination coloniale. Parmi ceux qui ont contribué au mouvement national palestinien dans le cadre d'un sentiment d'appartenance arabe plus large, citons George Antonius, historien du mouvement, Khalil al-Sakakini, éducateur et activiste social, et l'archevêque grec catholique de Galilée, Gregorios Hajjar. Les germes du conflit actuel, qui oppose les Arabes palestiniens aux Juifs israéliens, trouvent leur origine dans les politiques des autorités britanniques.

– **Palestine, Israël et Jordanie** : En novembre 1947, l'Organisation des Nations-unies formule la résolution 181, qui prévoit la partition de la Palestine en deux États, un État juif et un État arabe, la zone de Jérusalem étant placée sous l'administration de l'ONU en tant que *corpus separatum*. Au cours de la guerre qui s'ensuit, le nouvel État d'Israël et le Royaume hachémite de Jordanie, au mépris de la résolution, annexent la quasi-totalité du territoire de la Palestine historique. Environ 78 % du territoire est incorporé à l'État d'Israël. Dans les zones tombées sous la domination israélienne, des centaines de milliers de Palestiniens ont fui le territoire ou en ont été expulsés. Depuis 1948, la grande majorité des Palestiniens chrétiens vivent en dehors de la Palestine historique et, alors que la tragédie se poursuit, beaucoup d'autres se sont éloignés de leur patrie historique en raison

de la violence et de la discrimination. Dans l'État d'Israël, d'éminents Palestiniens chrétiens ont figuré parmi les leaders de la minorité arabe dans la lutte pour la liberté et l'égalité. Des Chrétiens ont joué un rôle politique de premier plan (des membres de la Knesset tels que Tawfiq Toubi et Azmi Bishara, des leaders d'associations politiques comme les pasteurs Shehade Shehade et Riah Abu al-Assal) et des écrivains renommés (à l'instar d'Émile Habibi et d'Anton Shammas). Les institutions chrétiennes du secteur arabe en Israël se sont également distinguées dans la lutte pour l'égalité. Pendant la guerre de 1967, Israël a occupé le reste de la Palestine historique. Dans ces régions aussi, les Palestiniens chrétiens se sont joints aux Musulmans pour lutter contre l'occupation et les malheurs qu'elle entraîne. Les Palestiniens chrétiens se sont engagés pleinement dans le mouvement national palestinien de lutte contre l'occupation (Père Ibrahim Ayyad, Georges Habbash, Nayef Hawatmeh, Hanan Ashrawi...). L'on note également au cours de cette période une certaine indigénisation au sein de la direction de l'Église : les Églises anglicane et protestante, suivies de l'Église catholique latine et d'autres Églises, ont ainsi nommé à leur tête des Palestiniens chrétiens. Aujourd'hui, l'opposition à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza, et la lutte en faveur de la démocratie et l'égalité pour tous les citoyens d'Israël, s'inscrivent incontestablement au cœur de l'identité et de la mission des Chrétiens de Palestine.

Les Palestiniens chrétiens sont unis par leur foi, leur expérience historique, leur lutte contre l'occupation et la discrimination, leur engagement en faveur de la justice, de la paix et de l'égalité, et leur espoir de voir prévaloir un jour en Terre sainte une paix définitive et juste, avec la Palestine appelée à prendre la place qui lui revient parmi les nations en tant qu'État moderne et démocratique.

Ce livre présente les aspirations, les espoirs et les luttes des Chrétiens de Palestine, en examinant les différents aspects de leur identité et de leur mission actuelle. Cette discussion comprend une présentation de divers thèmes nécessaires à la compréhension de cette identité et de cette mission :

- le contexte sociopolitique et économique en Terre sainte,
- le contexte régional et international,
- les relations avec les Musulmans et les Juifs,
- les relations avec les Chrétiens et les Églises du reste du monde,
- la foi, la charité et les institutions chrétiennes,
- les jeunes,
- la question de Jérusalem,
- la diaspora palestinienne chrétienne,
- l’avenir des Chrétiens de Palestine.

Elle comprend également une collection de déclarations de la Commission Justice et Paix de l’Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte qui traitent de questions relatives à la vie de la communauté chrétienne.

Les auteurs de ce livre sont les membres de la Commission Justice et Paix, qui sert de « groupe de réflexion » pour contribuer aux délibérations menées par la hiérarchie catholique, le clergé, les religieux et les laïcs, autour de questions relatives à la justice et à la paix dans les diocèses catholiques de Terre sainte. Elle cherche également à sensibiliser l’Église universelle aux questions qui touchent l’Église et la présence chrétienne en Terre sainte.

## 2.

### **Chrétiens de Terre sainte et Chrétiens du monde**

La Terre sainte dans laquelle les Palestiniens chrétiens sont appelés à vivre est leur patrie historique, mais c'est aussi une terre dite sainte, une terre vers laquelle tous les Chrétiens tournent leur regard lorsqu'ils se souviennent de l'histoire du salut, et surtout les événements qui marquèrent la vie, le ministère, la mort et la résurrection de Jésus-Christ. Cela signifie inévitablement que les relations entre les Chrétiens de Palestine et les Chrétiens à travers le monde, qui considèrent cette terre comme une patrie spirituelle, sont non seulement naturelles mais aussi complexes.

La rencontre entre les Chrétiens originaires de Palestine et les Chrétiens pèlerins y résidant fait partie intégrante de la vie des Chrétiens en Terre sainte depuis la naissance de l'Église. Lors de la première Pentecôte chrétienne, un groupe local de disciples entra en relation avec des pèlerins venus pour la fête juive de la Pentecôte. Parmi ces derniers, certains trouvèrent la foi grâce au témoignage de saint Pierre. Ainsi s'amorça pour les Chrétiens de Terre sainte une mission de prêcher l'Évangile jusqu'aux confins de la terre. Depuis lors, l'Église locale n'a cessé d'accueillir des pèlerins venant des quatre coins du monde. Cependant, ces pèlerins viennent souvent uniquement pour vénérer les pierres des Lieux saints, alors que les Chrétiens locaux les encouragent fortement à venir rencontrer également les « pierres vivantes », les Chrétiens de Palestine. Les pèlerins sont invités à rencontrer tous les autres habitants de la région, à prendre conscience que Chrétiens et non-Chrétiens vivent dans une situation de conflit permanent opposant deux peuples pourtant voisins. Ce contact avec la souffrance des fils et filles de la Terre sainte se doit de s'intégrer pleinement dans la prière des pèlerins, ainsi que dans le témoignage et l'action de l'Église universelle en faveur de la Terre de Jésus et de tous ses habitants.

Au cours des siècles, des Chrétiens pèlerins sont venus s'installer autour des Lieux saints. Pour certains, ce choix relevait de la simple piété, mais beaucoup sont venus en tant qu'émissaires, envoyés par leurs Églises, pour s'engager dans le travail de l'Église en Terre sainte. Aujourd'hui, de nombreux évêques, prêtres, religieux et laïcs de pays étrangers servent la mission de l'Église en Terre sainte. Parfois, ces Chrétiens pèlerins apprennent l'arabe, la langue locale, et commencent à s'identifier à l'Église locale, mais dans de nombreux cas, ils restent isolés dans des monastères et des maisons religieuses, dans des institutions et des missions où ils ont peu de contact avec la vie quotidienne et les préoccupations de l'Église locale, et poursuivent leur vie quotidienne en italien, français, anglais, allemand, etc. Malgré des initiatives visant à indigéniser la direction de l'Église et contextualiser le discours de l'Église en Terre sainte afin qu'elle puisse vivre selon sa propre foi, accomplir sa propre mission et faire entendre sa voix, ce processus s'avère long et ardu. Aujourd'hui, les principales Églises représentatives en Terre sainte – les Églises grecque orthodoxe, arménienne et latine – sont toutes dirigées par des expatriés, même si des Palestiniens chrétiens servent à la tête de plus petites communautés chrétiennes (anglicane, luthérienne...).

La vision du monde des Chrétiens locaux et des Chrétiens expatriés diverge souvent en raison de l'hétérogénéité de leurs origines, histoires et loyautés. Un dialogue délibéré est nécessaire pour combler les écarts, notamment sur des sujets sensibles comme le service de l'Église, la situation politique et le dialogue interreligieux. Les Chrétiens d'Europe et d'Amérique du Nord arrivent souvent dans le pays avec des idées bien arrêtées sur la manière d'administrer les institutions, transmettre l'enseignement et structurer les relations interpersonnelles, alors que les Chrétiens locaux peuvent avoir des idées très différentes. Les questions plus politiques sont particulièrement sensibles. Les Chrétiens issus de l'Europe de l'après-Shoah arrivent parfois avec une perception urgente de la nécessité d'une réconciliation judéo-chrétienne, alors que les Chrétiens locaux vivent les épreuves de l'occupation et de la

discrimination aux mains d'un État qui se définit comme juif. Les Chrétiens pèlerins peuvent avoir leurs propres concepts, clairement formulés, de questions telles que le dialogue interreligieux, la résolution des conflits, la lutte pour la justice et le changement politique, mais les Chrétiens locaux peuvent se trouver enracinés dans une expérience qui rend ces concepts difficiles à accepter. Le dialogue au sein de l'Église entre les Chrétiens locaux et expatriés est essentiel pour éviter la division.

Les Chrétiens pèlerins ont créé une multitude d'institutions à travers la Terre sainte : écoles, hôpitaux, orphelinats, maisons pour personnes âgées et handicapées... Ces institutions, qui servent les Chrétiens locaux, ont également ouvert leurs portes à tous les habitants du pays à la recherche des services proposés. Aujourd'hui, ces institutions jouent un rôle prépondérant dans la mission de l'Église. De nombreux Chrétiens locaux y travaillent, et ont même accédé à des postes de direction. Une fois encore, la question délicate est de savoir comment se définit la politique de ces institutions, comment sont distribuées les ressources et dans quelle mesure la voix des Chrétiens locaux est entendue.

L'Église en Terre sainte fait appel au soutien spirituel, moral, financier et logistique de la communauté chrétienne internationale. Cette relation de soutien trouve ses racines dans le Nouveau Testament, lorsque Saint Paul insista pour collecter des moyens financiers destinés à la communauté à Jérusalem (cf. Romains 15, 26 ; 1 Corinthiens 16, 3). Aujourd'hui, la générosité de l'Église universelle soutient l'Église en Terre sainte et sa mission. L'un des objectifs importants de ce soutien consiste à permettre aux Chrétiens de rester sur leur terre natale, en soutenant des projets de logement, des institutions éducatives, des établissements de soins de santé, des structures pour les personnes âgées et handicapées, des initiatives de création d'emplois, etc. Le soutien financier est intimement lié à l'élaboration de politiques, notamment concernant la meilleure utilisation de ce soutien. Il s'agit d'un autre domaine délicat où le dialogue est essentiel.

La question de la migration représente l'un des principaux défis de l'Église en Terre sainte et dans tout le Moyen-Orient aujourd'hui. De nombreux Palestiniens chrétiens, dont les racines remontent à la première communauté de disciples à Jérusalem, se sentent étrangers sur leur propre terre, craignent pour l'avenir de leurs enfants et rêvent d'une vie meilleure ailleurs. Les raisons derrière cette situation sont multiples, principalement la situation politique du pays, mais aussi certaines attitudes de l'Église, comme mentionné ailleurs dans ce livre. L'Église locale souffre profondément de cette réalité et craint pour la vitalité de la communauté locale. Les Chrétiens de Palestine ont besoin du soutien et de la compréhension de l'Église universelle pour faire face à leurs nombreux défis. Les Chrétiens locaux devraient bénéficier d'un soutien non seulement pour rendre leur vie matériellement possible, mais aussi pour faire face aux défis, tant dans la société israélienne que dans la société palestinienne. Au sein de la société israélienne, il est important de s'opposer à la discrimination et aux mesures politiques et militaires oppressives qui rendent la vie des Palestiniens insupportable. Du côté israélien, la question est politique, touchant à la viabilité de la stabilité, de l'égalité et de la justice. Au sein de la société palestinienne, un long cheminement multiséculaire se concentre sur la manière de coexister avec les autres, de collaborer et d'atteindre une égalité totale et une acceptation mutuelle. Aujourd'hui, ce parcours nécessite encore plus de sensibilisation et d'efforts à tous les niveaux de la société palestinienne. En soutenant cette lutte pour préserver les racines locales des Chrétiens en Terre sainte, en promouvant une communauté prospère et saine qui contribue au bien-être de la société, l'Église universelle et les Chrétiens du monde entier peuvent promouvoir le bien-être de l'Église en Terre sainte, et en particulier la cause de la justice et de la paix en Israël-Palestine.

Aujourd'hui, les Chrétiens de Palestine et d'Israël appellent la communauté chrétienne internationale à se focaliser sur la justice et la paix à Jérusalem. Ils appellent leurs frères et sœurs à prendre conscience que les Palestiniens chrétiens vivent une situation politique anormale, dans un état d'hostilité entre les deux peuples du

pays, Israéliens et Palestiniens. Ils appellent également de leurs vœux une prise de conscience que les Chrétiens de Terre sainte sont en grande partie des Palestiniens et qu'un soutien à leur égard passe par l'intégration, dans leurs prières, leurs actes et leurs pèlerinages, du rêve de justice et de paix. L'appel à ne pas « oublier les pauvres de Jérusalem » signifie à présent agir en faveur de la justice et la paix, être agents de réconciliation, besoin premier de notre Église aujourd'hui et condition du bien-être et de l'avenir des Chrétiens en Terre sainte.

### 3.

## Le contexte régional et international

Le conflit entre Palestiniens et Israéliens n'a jamais été de nature purement locale ou bipartite. Il comprend au contraire une dimension internationale depuis le début. La région elle-même est au centre du développement de trois des plus importantes traditions religieuses du monde : le judaïsme, le christianisme et l'islam. Les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans, qui constituent une grande partie de la population mondiale, ne sont pas indifférents, où qu'ils se trouvent, à ce qui se passe en Palestine. L'ensemble du monde arabe, ainsi que les puissances occidentales, ont été et restent engagés, d'une manière ou d'une autre, dans ce conflit qui a affecté et continue d'affecter toute la région.

Il convient de préciser d'emblée que le conflit qui sévit en Palestine et partout dans la région n'est pas un différend religieux, mais bien un conflit relatif à l'hégémonie et à l'influence. Une grande partie de ce qui se passe aujourd'hui est une réaction aux tentatives occidentales de contrôler la région et de décider de son destin. Parallèlement aux efforts de mettre fin à l'intervention étrangère, la lutte se poursuit au sein de la région contre les injustices sociales et politiques visibles dans l'absence de liberté à tous les niveaux, l'inégalité entre riches et pauvres, le manque de développement et le désespoir des jeunes. La mobilisation politique contre les malheurs provenant de l'étranger comme de l'intérieur s'alimente d'idéologies radicales, dont la plus importante aujourd'hui est l'extrémisme religieux. Il est donc vital de comprendre et de critiquer les causes du malaise actuel plutôt que de condamner uniquement les symptômes qui en découlent. L'extrémisme religieux n'est pas la cause du malaise mais plutôt une tentative, aussi répréhensible soit-elle, d'y faire face.

Le contexte régional actuel se définit avant tout par une situation d'instabilité politique et économique générale. Une alliance contre nature, consciente ou non, entre les intérêts occidentaux et l'extrémisme musulman radical a réalisé une œuvre écrasante de destruction en essayant de remodeler la région et donc de créer un « nouveau Moyen-Orient ». Les conséquences de cette apparente convergence entre l'islam radical et la politique occidentale se chiffrent en milliers de morts et en millions de déplacés à travers la région, notamment en Syrie et en Irak. Parmi ceux qui en ont souffert, on trouve des personnes de toutes religions, des Chrétiens et des Yézidis, mais aussi des Musulmans, tant sunnites que chiites, ainsi que des Druzes et des Alaouites.

La question israélo-palestinienne reste la clé pour comprendre la politique occidentale appliquée à la région. L'État d'Israël a vu le jour avec la bénédiction de l'Occident, et ce dernier reste attaché à son existence dans la région et à sa défense. Cependant, pour survivre, l'État d'Israël doit demeurer la principale puissance de la région. Les pays arabes qui ont osé défier l'hégémonie israélienne – notamment l'Irak, la Syrie et l'Égypte – ont été détruits. Aujourd'hui, seul l'Iran reste une menace régionale prête à se mesurer contre Israël. Cependant, la politique des États-Unis semble désormais opposer le monde arabe, en plaçant l'Arabie saoudite sunnite au centre du conflit, à l'Iran, une puissance chiite. En outre, en se concentrant uniquement sur ce que l'on appelle la « menace iranienne », les décideurs américains proposent que les régimes sunnites conservateurs du Golfe arabe et le régime quasi-militaire établi en Égypte forment une alliance avec Israël pour contrer la menace provenant de Téhéran.

Parallèlement à ces évolutions et en partie pour y répondre, une version radicale et intolérante de l'islam s'est répandue parmi une nouvelle génération de Musulmans dans le Moyen-Orient arabe. Cette idéologie condamne les régimes conservateurs et autoritaires que la politique occidentale a, de diverses manières, encouragés. Beaucoup craignent que ces mouvements radicaux n'agissent de

concert avec l'intervention israélienne pour finalement diviser et affaiblir le monde arabe. À terme, il en résulterait la destruction du Moyen-Orient en tant que patrie d'une grande civilisation arabo-islamique et d'une mosaïque de communautés religieuses et ethniques vivant dans son orbite. Avec la montée spectaculaire de Daech, de nombreuses personnes se sont trouvées et se trouvent encore habitées par une sorte d'enthousiasme mystique pour la mort, la violence et la destruction. Il existe au sein de cette idéologie le rêve d'un État islamique fort, puissant et indépendant, mais son axe principal est une fascination encore plus forte pour la mort : l'impératif de tuer l'infidèle (le non-Musulman ainsi que le Musulman dissident), de détruire les vestiges de la culture non-musulmane, d'anéantir les ennemis de l'islam (à la fois chez soi et à l'étranger, en Occident) et, ce faisant, d'entrer au « Paradis ». Les conséquences de cette idéologie axée sur la mort, et les attitudes qui permettent sa promotion et sa propagation, constituent une menace palpable non seulement pour les Chrétiens du Moyen-Orient, mais pour le Moyen-Orient dans son ensemble, ainsi que pour l'Occident.

Les tentatives, réussies ou non, de renverser les régimes totalitaires qui régnaient en maîtres du Maroc à l'Irak, connues sous le nom collectif de « Printemps arabe », ont conduit à l'émergence inattendue de forces islamiques radicales qui se sont installées dans le vide du pouvoir ainsi créé dans de nombreux pays du Moyen-Orient, en particulier en Irak et en Syrie. Après près d'une décennie de carnage et de destruction, le monde arabe, épuisé et exsangue, ne retrouvera pas avant longtemps la stabilité et une vie normale. Même si les radicaux islamiques ont été vaincus en Égypte, en Syrie, en Irak et ailleurs, les appels à la réforme qui ont résonné pendant le « Printemps arabe » n'ont pas débouché sur de véritables changements. Au contraire, en plus de l'instabilité politique paralysante, le discours politique, social et religieux traditionnel demeure en place. Une éducation religieuse anachronique, fondée sur des thèses sociales dépassées et non pertinentes, entrave le changement, et les populations n'ont pas plus de liberté aujourd'hui qu'au début du mouvement de contestation. Pourtant, leurs pays sont

bien plus appauvris, les infrastructures ont été détruites et les relations intercommunautaires sont profondément traumatisées.

Les citoyens des pays du Moyen-Orient vivent à présent sous une double menace :

- a. Il existe une menace extérieure qui trouve son origine dans les politiques de l'Occident, agissant à l'unisson avec Israël, pour esquisser un « nouveau Moyen-Orient ». Cette nouvelle réalité sert les intérêts de l'Occident et ne voit visiblement aucun intérêt à préserver la pluralité des communautés confessionnelles, ethniques et culturelles du Moyen-Orient.
- b. La menace interne est multiple. Tout d'abord, il y a la menace déclenchée par une vision radicale de la religion qui exige de traiter la question religieuse. Quel rôle la religion joue-t-elle dans la société et dans la politique ? Comment éduquer les nouvelles générations à la tradition religieuse ? Ensuite, il y a la menace qui provient de la répartition inégale des richesses, avec la réalité d'une pauvreté extrême conjuguée à une abondance démesurée au sein des sociétés du Moyen-Orient. Une lutte interne, au niveau de la pensée comme de la politique concrète, est en cours dans chacun des pays de la région. Il est nécessaire de déterminer comment les gouvernements peuvent promouvoir une vie digne pour tous, au lieu de la leur refuser.

Tel est le contexte général dans lequel les Chrétiens de Palestine, comme les autres citoyens, vivent en Palestine/Israël, en Jordanie et dans toute la région. L'avenir des Chrétiens dépend sensiblement et de celui de leurs pays. Jusqu'à présent, les politiques appliquées ont entraîné la mort ou l'émigration de millions de personnes au Moyen-Orient, y compris des Chrétiens. La stabilité et l'avenir de tous, Chrétiens, Juifs et Musulmans, dépendent de la stabilité et de la prospérité de ces pays.

## 4.

### Chrétiens de Jérusalem

Si les Palestiniens chrétiens représentent une part décroissante de la population de Jérusalem, ils constituent toujours une communauté dynamique. C'est ainsi que l'on pourrait décrire les huit à neuf mille Chrétiens qui résident aujourd'hui à Jérusalem. Le nombre de Chrétiens habitant la ville a commencé à diminuer à l'époque ottomane. Stable pendant le mandat britannique, il a ensuite continué à baisser fortement après la création en 1948 de l'État d'Israël, puis à nouveau suite à l'occupation par Israël de Jérusalem-Est et l'annexion de cette partie de la ville en 1967. La population chrétienne continue de diminuer à l'heure actuelle. De nombreux facteurs contribuent à ce déclin, principalement la politique officielle des autorités israéliennes à l'égard des résidents arabes palestiniens de la ville.

La plupart des Palestiniens chrétiens de Jérusalem (ainsi que de nombreux Palestiniens musulmans) ont été expulsés de Jérusalem-Ouest pendant la guerre de 1948, laissant derrière eux de beaux quartiers de la ville. Parmi ces quartiers figurent Talbieh, Baqa et Qatamon, où étaient construites les élégantes villas de nombreuses familles chrétiennes aisées. Leurs maisons et leurs biens furent saisis par les autorités israéliennes. Un grand nombre de ces réfugiés se sont installés dans la vieille ville, doublant ainsi le nombre de Chrétiens qui s'y trouvaient. Pendant la domination jordanienne, de 1948 à 1967, certains habitants de Jérusalem se sont établis à Amman. En effet, sous l'impulsion du développement de la capitale jordanienne, Jérusalem se trouva reléguée à un statut marginal. Toutefois, à la suite de la guerre de 1967, lorsque la vieille ville fut occupée par l'armée israélienne, de nombreux autres Chrétiens s'enfuirent, cherchant refuge dans les pays arabes voisins et dans les pays de la diaspora palestinienne au sens large.

Le tableau suivant présente la transformation spectaculaire de la présence chrétienne à Jérusalem :

<b>Démographie de Jérusalem</b>			
<b>Année</b>	<b>Juifs</b>	<b>Chrétiens</b>	<b>Musulmans</b>
1910	45 000	12 900	12 000
1931	51 000	19 300	19 900
1946	99 300	31 400	33 700
1967	196 800	12 900	58 100
1983	306 300	13 700	108 500
2012	497 000	9 000	250 000

L'État d'Israël a annexé Jérusalem-Est après la guerre de 1967, la séparant du reste de la Cisjordanie, également occupée pendant cette guerre. Cependant, en annexant les terres de Jérusalem-Est, les autorités israéliennes n'ont pas annexé les Palestiniens qui y vivaient. Plus de 14 000 Palestiniens de Jérusalem, musulmans comme chrétiens, absents le jour de l'occupation, ont perdu leur résidence à Jérusalem et, par conséquent, ces personnes, définies comme absentes, ainsi que leurs descendants, se sont vu refuser le droit de vivre dans leur ville. Les Palestiniens de Jérusalem qui sont restés se sont vu accorder le statut de résidents permanents en Israël par les autorités israéliennes, un statut juridique qui les a rendus vulnérables, ainsi que leurs descendants, à la perte de leur résidence dans leur propre ville. Ceci s'explique principalement par le fonctionnement de la « Loi régissant l'entrée en Israël » et de ses règlements qui spécifient que les résidents permanents perdent leur statut dans l'hypothèse où ils : quitteraient Israël pour une période de sept ans, acquerraient une résidence permanente en dehors d'Israël, ou encore acquerraient une nationalité étrangère. Un amendement a été introduit récemment, selon lequel le statut de résident permanent peut également être supprimé en raison d'un « manque de loyauté » envers l'État d'Israël.

Parmi les difficultés rencontrées par les Palestiniens de Jérusalem, l'une des plus récurrentes concerne la question du regroupement familial. Les Palestiniens de Jérusalem rencontrent beaucoup de difficultés lorsqu'il s'agit d'obtenir des droits de résidence à Jérusalem pour leur conjoint, souvent originaire de Cisjordanie, et leurs enfants. Au cours des deux dernières décennies, cette situation a causé énormément d'incertitude et de souffrance pour des centaines de familles à Jérusalem suite à la décision du gouvernement israélien de suspendre les demandes de regroupement familial des Palestiniens et d'imposer une application plus rigoureuse de la Loi régissant la citoyenneté et l'entrée en Israël. Entre les années 2003 et 2013, 12 284 demandes ont été soumises, dont 5 629 ont été approuvées et 4 249 rejetées. Entre 2013 et la fin du mois de juillet 2017, 2 666 demandes de regroupement familial ont été soumises, dont 1 246 ont été approuvées et 600 rejetées ; les autres ont été suspendues ou restent en attente.

À ces difficultés s'ajoutent les obstacles que rencontrent les familles pour enregistrer leurs enfants à l'état civil israélien, un problème qui laisse de nombreux bébés et enfants vulnérables sans soins médicaux ou éducation adéquats, sans parler du fait que ces enfants n'ont aucune existence administrative. Entre 2004 et 2013, 17 616 demandes d'enregistrement d'enfants ont été soumises, dont 12 247 ont été approuvées et 3 933 rejetées pour différentes raisons. Entre 2013 et la fin du mois de juillet 2017, 8 304 demandes d'enregistrement d'enfants ont été soumises, dont, 5 735 ont été approuvées et 850 rejetées ; les autres ont été suspendues ou restent en attente.

Les Palestiniens de Jérusalem sont également confrontés à un grave problème de logement. Au cours des deux dernières décennies, les Palestiniens ont mené des activités de construction « illégales » selon la loi israélienne sur la planification et la construction de 1965. L'augmentation de ces « constructions illégales » est due au manque de planification adéquate du secteur palestinien par les autorités israéliennes. Selon le Bureau des Nations-unies pour la coordination

des affaires humanitaires (OCHA), « un tiers au moins de tous les logements des Palestiniens à Jérusalem-Est n'ont pas de permis de construire délivré par les Israéliens, ce qui met plus de 100 000 Palestiniens en danger de déplacement ». Les autorités israéliennes ont collecté des millions de shekels d'amendes auprès de Palestiniens. Le nombre de permis de construire accordés aux Palestiniens de Jérusalem-Est est actuellement en hausse. Cependant, les Palestiniens de Jérusalem se trouvent confrontés à un nouveau défi, à savoir le coût élevé des logements, qui s'élève en moyenne à environ 400 000 USD par unité, ainsi que le loyer mensuel exorbitant que doivent verser ceux qui choisissent de ne pas acheter leur logement.

Bien que les Palestiniens de Jérusalem, au même titre que les résidents de Jérusalem-Ouest, paient des impôts élevés, il existe une discrimination flagrante en matière de services publics entre les deux secteurs de la ville. L'éducation compte parmi les services les plus essentiels. Or, l'éducation à Jérusalem-Est est en crise. Selon l'association israélienne Ir-amim, il manquait 2 557 salles de classe à Jérusalem-Est pour l'année scolaire 2016/2017. Cette situation, conjuguée au mauvais état des écoles publiques de Jérusalem-Est, entraîne un décrochage scolaire précoce chez un nombre considérable de jeunes. Encore selon Ir-amim, le taux de décrochage scolaire à Jérusalem-Est s'élève à 33 %, le taux le plus élevé du pays. De nombreux jeunes Palestiniens de Jérusalem rejoignent ainsi les rangs des travailleurs peu qualifiés qui fournissent une main-d'œuvre bon marché à de nombreuses entreprises israéliennes.

Les Palestiniens chrétiens de Jérusalem sont des disciples de Jésus-Christ et des membres de l'Église mère, du sein de laquelle des témoins furent envoyés prêcher la bonne nouvelle jusqu'aux confins de la terre. Enracinés dans la Ville sainte, ils rassemblant en leur personne un large éventail de cultures. Nombreux sont ceux qui arrivèrent dans la ville en tant que conquérants, visiteurs, marchands et pèlerins, mais les membres de la communauté chrétienne sont restés enracinés ici, y habitant en temps d'abondance et de pénurie, prospérant ou subsistant depuis deux mille ans.

Les Chrétiens de Jérusalem sont intimement liés aux peuples du Moyen-Orient, avec des attaches fortes aux communautés chrétiennes des pays modernes que sont la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte. Le passage des siècles a clairement entraîné des défis politiques, sociaux et culturels qui ont eu un impact sur leur identité. Cependant, les Palestiniens chrétiens de Jérusalem, en tant qu'Hiérosolymitains, ressentent avant tout leur sentiment d'appartenance à la ville. Certes, beaucoup souligneraient leur identité chrétienne avant leur identité arabe, ils s'identifient toutefois fortement en tant que Palestiniens, les premiers habitants de ces terres, imprégnés d'un héritage chrétien particulier que complètent les multiples héritages de la ville. Certains, en raison du conflit en cours et de l'instabilité persistante, pourraient en effet trouver plus facile de s'identifier aux plus puissants, cherchant des contacts plus étroits avec le pouvoir établi juif israélien actuel ; néanmoins, la grande majorité des Palestiniens chrétiens de Jérusalem affirment leur appartenance nationale au peuple palestinien.

Ce groupe est étroitement associé à ses structures familiales et à ses institutions fièrement entretenues : paroisses, écoles, hôpitaux et autres établissements au service du bien-être général. De nombreux Chrétiens sont scolarisés dans des écoles et des universités chrétiennes (l'Université de Bethléem et d'autres établissements d'enseignement supérieur chrétiens dans la région de Bethléem) et employés dans des institutions chrétiennes (y compris un vaste éventail de services auprès des pèlerins). Il est toutefois important de souligner que ces institutions sont ouvertes à tous, quelle que soit leur appartenance religieuse. Bien que les églises aient conservé un rôle traditionnel, en s'abstenant pour la plupart de s'impliquer dans la situation politique largement instable et dans les luttes à l'extérieur de leurs murs, les églises ont grandement contribué au maintien des Chrétiens à Jérusalem, en fournissant enseignement, logement, emploi, soins de santé et bien-être social.

Un vaste éventail d'associations et de mouvements sociaux chrétiens – scouts, groupes de jeunes, de femmes et autres groupes de

soutien – permet aux Chrétiens de rester étroitement liés les uns aux autres. Ces associations et mouvements transcendent généralement les identités confessionnelles particulières de la communauté. Alors que les orthodoxes, les catholiques et les protestants peuvent pratiquer leur culte chacun dans sa propre paroisse, les institutions et les associations rassemblent tous les Chrétiens. Au sein de ces structures, les Chrétiens se forment, se rencontrent, des mariages naissent et le leadership se transmet de génération en génération. Elles permettent à la communauté chrétienne d'afficher, malgré la diversité confessionnelle, un esprit uni, porteur de valeurs civiques et sociales et d'une grande solidarité communautaire.

Cependant, la morosité de l'atmosphère générale, l'instabilité politique, les ombres de l'occupation et de la discrimination, l'insécurité et l'absence de toute perspective de justice et de paix pèsent lourdement sur l'avenir de la communauté. Certains membres réfléchissent à partir, à migrer vers des pays où la vie semblerait plus simple. Leur espoir d'un avenir meilleur ne va souvent pas plus loin que le rêve d'un espace de vie où règnent la sécurité, le bien-être et l'égalité pour tous. D'autres se concentrent sur la tentative de réussir matériellement et d'assurer à leur famille une certaine normalité. Jérusalem est séquestrée de son espace le plus naturel, coupée de plus en plus des villes voisines de Bethléem et Ramallah et de leurs environs. Le mur de séparation construit par les autorités israéliennes entrave la liberté de mouvement et constitue un obstacle non seulement au développement économique, social et culturel, mais aussi aux relations familiales. Isolée de ses marchés naturels, Jérusalem-Est a été asphyxiée également sur le plan économique. De ce fait, les Palestiniens, chrétiens et musulmans, peinent à se projeter dans l'avenir.

De nombreux habitants chrétiens de Jérusalem cultivent la conscience d'être les gardiens des Lieux saints. Leur foi vivante et leur témoignage chrétien doivent survivre et fleurir pour que l'Église mère de tous les Chrétiens soit plus qu'un musée. Les Hiérosolymitains chrétiens ressentent la responsabilité de rester fermement à Jérusalem malgré tous les malheurs. Leur identité et leur

mission sont souvent fondées sur le simple fait de survivre et de rester dans la ville – en tant que Chrétiens, en tant que Palestiniens et en tant qu’Arabes. Sur le plan politique, ils débattent beaucoup entre eux des stratégies politiques possibles. La plupart des Chrétiens de Jérusalem rêvent d’une ville ouverte, dotée de garanties internationales qui assureraient la liberté d’accès, la liberté de culte et la liberté de tous ceux qui considèrent Jérusalem comme chez eux. D’autres, estimant que cette issue est peu probable, préféreraient voir Jérusalem-Est comme capitale de l’État de Palestine, un État pour lequel ils se sont battus et qu’ils promeuvent comme laïc et démocratique. Il y a aussi ceux qui, ayant désespéré de toute autre issue possible de la situation actuelle, préfèrent rester sous domination israélienne afin de profiter des avantages financiers et sociaux offerts par un système riche et puissant.

Pour les personnes pauvres ou défavorisées, il est difficile de rester dans la ville. Selon les statistiques officielles de mai 2017 provenant de l’Institut israélienne des assurances nationales, 76 % des adultes et 83,4 % des enfants de la population palestinienne de Jérusalem-Est vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Parmi ceux-ci, certains Chrétiens ont la chance de recevoir un soutien institutionnel de l’Église en dehors de l’aide sociale du système israélien. Les jeunes couples doivent souvent quitter la ville pour trouver un logement ailleurs, généralement en territoire palestinien, à Bethléem et ses environs par exemple. En ce faisant, ils s’exposent à la menace de perdre leur statut de résident à Jérusalem, ce qui fait d’eux des étrangers dans la ville de leurs ancêtres.

Malgré l’aide apportée par les Églises, de nombreux Chrétiens se plaignent que la hiérarchie et le clergé sont très éloignés des luttes quotidiennes de la population. Ils ont le sentiment que les prêtres et pasteurs ne participent pas à la vie quotidienne des gens, vivant dans les institutions de l’Église, souvent derrière de hauts murs. Ils attendent de leurs guides spirituels plus qu’une aide à l’emploi, au logement ou à l’éducation. Alors que les Chrétiens reçoivent bien un soutien, quoiqu’il s’agisse parfois d’un soutien qui compromet leur autonomie, sapant leur capacité ou leur souhait d’assumer des

responsabilités, il est également vrai qu'une grande partie de la hiérarchie ecclésiastique et du clergé fournit peu de leadership pour faire face aux défis de la réalité sociopolitique. Et bien que cela puisse différer d'une dénomination à l'autre, il n'en reste pas moins vrai que de la hiérarchie religieuse est composée en grande partie d'expatriés.

Confrontés à de nombreux défis, tels que la recherche d'un logement et d'un emploi, l'insécurité, l'occupation et la discrimination, ainsi qu'à diverses mesures sévères telles que la perte des droits de résidence, l'impossibilité de réunir les familles sous un même toit, les entraves à la liberté de mouvement et la lourdeur des impôts, les Hiérosolymitains chrétiens partagent un sentiment commun. Ils sont fiers de vivre dans la Ville sainte. Ils ont également un rêve commun : vivre dans l'égalité et la paix dans une Jérusalem partagée par tous ses résidents.

## 5. Chrétiens de Cisjordanie

La Cisjordanie comprend la crête centrale vallonnée de la Palestine, ainsi que la vallée du Jourdain. À l'instar de la bande de Gaza, elle est restée sous contrôle arabe après la guerre israélo-arabe de 1948, avant d'être formellement annexée au Royaume de Jordanie. En 1967, Israël a imposé une occupation militaire de ces deux régions. Les principales villes palestiniennes de Cisjordanie sont les suivantes : au sud, Hébron et le triangle traditionnellement chrétien de Bethléem, Beit Jala et Beit Sahour ; au nord, Naplouse et Jénine ; au centre, Jérusalem et Ramallah, qui sert de capitale provisoire à l'Autorité palestinienne. Le chapitre précédent décrit la situation à Jérusalem.

### Présence chrétienne

Sur les 3 millions d'habitants palestiniens en Cisjordanie, il n'y a que quelque 50 000 Chrétiens (dont près de 10 000 résident à Jérusalem). La présence chrétienne expatriée, principalement des hommes et des femmes religieux, est importante à Jérusalem et à Bethléem mais presque inexistante dans les autres régions. La région de Bethléem (Bethléem, Beit Sahour et Beit Jala) compte près de 25 000 Chrétiens, Ramallah un peu plus de 10 000, et le nord (Naplouse, Jénine) environ 5 000, la majorité à Zababdeh, un grand village dont 3 000 des 4 000 habitants sont chrétiens. Dans la région de Naplouse-Jénine, il existe plusieurs très petites communautés dans des villages, qui ne comptent pas plus d'une centaine de Chrétiens par village, certains étant réduits à quelques familles. Ces villages étaient plus prospères par le passé, mais en raison du nombre réduit de résidents et de leur isolement par rapport aux autres communautés chrétiennes, beaucoup ont abandonné leur village et rejoint des communautés plus importantes ailleurs. Naplouse, une ville importante de plus de

250.000 habitants, compte seulement 800 Chrétiens. Jénine, une autre grande ville du nord, n'en abrite que quelques dizaines.

Les Chrétiens de Cisjordanie se réclament de diverses confessions : catholiques (romains, grecs, maronites), orthodoxes, orientaux (arméniens, syriens, coptes) anglicans, luthériens et évangéliques ; sans compter un certain nombre de communautés évangéliques récemment fondées. Toutes ces communautés vivent côte à côte dans la même ville ou le même village. En général, il y a une paroisse dans chaque ville ou village, et souvent plusieurs en fonction des dénominations présentes. Les cultes sont célébrés régulièrement dans toutes les villes et tous les villages. L'église est souvent construite au centre de la ville ou du village, entourée d'une salle paroissiale et d'une école, ainsi que de quelques services médicaux de base. Il existe des hôpitaux chrétiens à Naplouse, Bethléem et Beit Jala. La région de Bethléem compte plus de 15 écoles privées chrétiennes aux côtés des écoles publiques. Parmi les établissements locaux d'enseignement supérieur figurent l'Université de Bethléem (catholique), l'Université Dar Al-Kalima (luthérienne), le Bethlehem Bible College (évangélique) et le Séminaire patriarcal latin, où le clergé catholique est formé. Il existe également une université privée fondée par des Chrétiens à Bir Zeit. Toutes ces institutions, à l'exception du séminaire de Beit Jala, sont fréquentées à la fois par des Chrétiens et des non-Chrétiens.

### **Impact de l'occupation israélienne**

La vie des Palestiniens chrétiens en Cisjordanie est inévitablement marquée par les conséquences de l'occupation israélienne. L'occupation de la Cisjordanie, qui date de 1967, se poursuit aujourd'hui. Un changement politique s'est produit en 1993 à la suite des accords d'Oslo, qui ont formalisé la création de l'Autorité palestinienne à Gaza et en Cisjordanie. Dans le même temps, la Cisjordanie a été divisée en trois zones : la zone A, où, en principe, l'administration civile et la sécurité sont confiées à l'Autorité palestinienne ; la zone B, où l'Autorité palestinienne est responsable de l'administration civile mais où la sécurité reste sous

contrôle israélien ; la zone C, qui reste sous contrôle israélien en matière d'administration civile et de sécurité. En réalité, l'Autorité palestinienne reste totalement dépendante d'Israël, et les forces de sécurité israéliennes entrent et agissent dans les trois zones comme bon leur semble.

Une menace majeure pour la présence palestinienne en Cisjordanie réside dans l'appropriation progressive de terres par Israël à travers la construction de routes et de colonies, ainsi que l'expropriation de terres à des fins prétendument militaires, terres souvent mises à disposition pour la création de colonies civiles. Cette annexion rampante étrangle la vie des Palestiniens avec un système de barrages routiers et de checkpoints militaires qui rendent presque impossible la libre circulation entre les différentes localités palestiniennes tout en paralysant le développement économique et social. La construction d'un mur de séparation entre les zones palestiniennes et israéliennes a engendré de nouveaux problèmes, notamment en coupant la Cisjordanie de Jérusalem, qui constitue à la fois le centre névralgique de la vie sociale et économique palestinienne (l'accès aux écoles et aux hôpitaux de Jérusalem est devenu presque impossible), et le centre de la vie religieuse, puisque les Lieux saints musulmans et chrétiens y sont situés. La Cisjordanie n'a aucun trafic aérien et l'ensemble des postes-frontières sont sous contrôle israélien exclusif. Israël perçoit également des taxes et droits de douane sur les biens et services palestiniens. Ces recettes, qui devraient être régulièrement transférées à l'Autorité palestinienne, sont en réalité souvent retenues par Israël comme levier pour contraindre l'Autorité palestinienne de se conformer aux priorités d'Israël.

### **Les Chrétiens dans la société palestinienne**

Dans ce contexte, les Chrétiens de Palestine font partie intégrante de la société. Ils sont confrontés aux mêmes difficultés et nourrissent les mêmes attentes que tous les autres Palestiniens. Cependant, étant peu nombreux, les Palestiniens chrétiens ressentent

souvent encore plus fortement les effets négatifs de l'occupation, avec ses multiples limitations à la liberté de mouvement, au développement économique et aux possibilités d'emploi. En effet, la Cisjordanie connaît aujourd'hui un taux de chômage élevé, une pénurie de logements, une application insuffisante de l'État de droit, un coût élevé de la vie et des infrastructures sous-développées, notamment en matière de soins de santé et de protection sociale. Les Chrétiens, souvent diplômés de l'enseignement supérieur, ont des attentes élevées pour eux-mêmes et leurs enfants, attentes qui sont souvent déçues par la situation. En conséquence, beaucoup d'entre eux envisagent d'émigrer et certains quittent effectivement leur patrie pour ne jamais revenir.

Les Chrétiens constituent une petite minorité, ne représentant que 1 à 2 % de la population. Cela crée parfois chez eux une impression de faiblesse, de marginalisation et de vulnérabilité, ce qui alimente la peur du présent et de l'avenir. Certains se plaignent d'être sous-représentés et abandonnés dans la société, de ne pas se voir confier des responsabilités et des possibilités d'emploi adéquates dans l'administration. D'autres ressentent un sentiment d'impuissance en cas de litige avec des voisins (sur les droits de propriété par exemple), ou lorsqu'ils sont confrontés à la criminalité dans la société. Certains ont tendance à essayer de se retirer de la société, se cloîtrant dans des forteresses communautaires à caractère confessionnel, ce qui conduit à un affaiblissement de leur sentiment d'appartenance à la société palestinienne au sens large. Les récentes évolutions dans le monde arabe et musulman ont renforcé ces tendances à l'aliénation et au repli, les forces islamiques radicales ayant resserré leur emprise et imposé de nouvelles façons de définir l'identité de l'Islam. Cependant, l'Église encourage les Chrétiens à assumer leur rôle en tant que partie intégrante du peuple palestinien, en participant activement à la vie publique et en s'engageant à prendre une part active dans la construction de l'État palestinien, dans lequel les Chrétiens doivent également trouver leur place.

## **Relations islamo-chrétiennes**

Les relations entre Musulmans et Chrétiens sont extrêmement importantes. La société palestinienne est mixte, et la présence chrétienne en fait partie intégrante. Musulmans et Chrétiens vivent ensemble dans les mêmes villes et villages, ont une histoire et une culture communes et constituent un seul et même peuple. Les relations au niveau des hautes autorités civiles et religieuses sont traditionnellement positives. Les dirigeants palestiniens insistent sur l'importance de la présence chrétienne, tant pour la diversité de la vie et de la société palestiniennes que pour le contact avec le monde extérieur. Feu le président Yasser Arafat a pris de nombreuses mesures afin de consolider la présence chrétienne. Pâques et Noël ont été déclarés jours fériés nationaux. Dans les villes ou villages à forte présence chrétienne, seul un Chrétien pouvait prétendre au poste de maire. Le Conseil législatif palestinien, suivant le modèle jordanien, prévoit un quota de Chrétiens afin de garantir des représentants de chaque région où vivent des Chrétiens : deux représentants de Bethléem, deux de Jérusalem, deux de Ramallah. Parmi les ministres, il y a habituellement un ou deux Chrétiens. L'enseignement religieux chrétien a le même statut que l'enseignement musulman et le Ministère de l'Éducation publie des manuels pour les élèves des deux religions, les manuels chrétiens étant rédigés par un comité œcuménique représentant toutes les différentes Églises.

Dans la vie quotidienne, un modèle de vivre-ensemble a mûri au cours des siècles, assurant des relations de bon voisinage entre Chrétiens et Musulmans. Cependant, en temps de crise, lorsque surgissent des querelles entre voisins, la composante religieuse de l'identité apparaît trop souvent comme dominante et le conflit est souvent aggravé par des polémiques et des préjugés religieux. Dans le cadre du schéma historique de la coexistence, l'on voit la création spontanée de structures spécifiques de médiation réunissant des personnalités musulmanes et chrétiennes. Elles sont souvent appelées à intervenir dans des situations de conflit, notamment en cas de

blessures graves, de dommages matériels ou d'effusion de sang.

La montée du radicalisme islamique qui accompagne la création de partis politiques extrémistes est un phénomène nouveau à travers le Moyen-Orient. Ces évolutions ont influencé les mentalités en Palestine également, en particulier chez les jeunes, et ont nourri un comportement agressif envers les non-Musulmans. En réaction, certaines tendances sectaires sont également apparues parmi les Chrétiens, affirmant l'identité chrétienne et propageant un mépris pour les non-Chrétiens. Les chefs religieux et les personnes en position de responsabilité professent que l'extrémisme religieux n'est pas le bon moyen de lutter contre l'extrémisme religieux.

Les Chrétiens s'inquiètent surtout de la proportion décroissante de la population chrétienne dans la société palestinienne. Des villes comme Bethléem et Ramallah, qui étaient massivement chrétiennes en 1948, ont aujourd'hui une majorité musulmane importante. Ce changement démographique est dû principalement à l'afflux de réfugiés palestiniens ayant fui l'État d'Israël, dont beaucoup se sont installés dans des camps de réfugiés et des villes de Cisjordanie. Toutefois, deux facteurs persistants ont contribué à une diminution continue de la proportion de Chrétiens : d'un côté, les Chrétiens ont tendance à avoir des familles moins nombreuses que leurs voisins musulmans, et de l'autre de nombreux Chrétiens, en particulier les plus instruits, ont choisi de quitter la région à la recherche d'un avenir meilleur.

Le phénomène de l'émigration est un facteur important dans la vie des Chrétiens en Cisjordanie et ailleurs en Palestine. L'émigration ne se limite manifestement pas aux Chrétiens : tous – Juifs, Musulmans et Chrétiens, Israéliens et Palestiniens – émigrent, fuyant les frustrations et les peurs engendrées par le conflit. Cependant, l'émigration chrétienne est proportionnellement plus importante que celle des autres communautés, et les Chrétiens, déjà peu nombreux, sont encore plus touchés que les autres communautés. En effet, ceux qui émigrent sont souvent les jeunes et les plus instruits.

## **Une responsabilité partagée**

Le bien-être et l'avenir de la présence chrétienne en Palestine sont la responsabilité de tous, Musulmans comme Chrétiens. Ensemble, ils doivent œuvrer pour une société ouverte et respectueuse, où tous jouissent des mêmes droits et assument les mêmes responsabilités. Cependant, rester enracinés dans leur patrie historique constitue également un devoir et une vocation spécifiques aux Chrétiens. L'Église est née ici et une présence chrétienne vivante doit être un témoignage constant de ces racines. En tant que citoyens, les Chrétiens sont appelés à collaborer à la lutte commune pour un avenir de justice et de paix, et pour la construction d'une société ouverte et respectueuse des lois. Dans cette société, les Chrétiens sont un témoignage vivant de l'Évangile de l'amour, de la non-violence et du soutien à autrui. La construction du futur État de Palestine est une opportunité unique où chacun – hommes et femmes, Musulmans et Chrétiens, croyants et non-croyants – peut et doit contribuer à la création d'une société humaine où la grande richesse qui résulte de cette diversité constitue la vraie beauté du vivre-ensemble et de l'acceptation mutuelle.

## 6.

### Chrétiens de Gaza

Parmi les Palestiniens qui vivent aujourd'hui en Palestine (en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza), 39 % se trouvent à Gaza, ce qui représente 15% de la population palestinienne mondiale. Il convient toutefois de rappeler que la population de la bande de Gaza en 1948 se situait entre 60 et 80 000 personnes et qu'elle a quadruplé presque du jour au lendemain, de sorte qu'en janvier 1949, la bande comptait environ 280 000 personnes, la grande majorité étant des réfugiés. Aujourd'hui, près de deux millions de Palestiniens vivent dans une bande de Gaza surpeuplée, sur une superficie de seulement 365 km<sup>2</sup>, ce qui en fait l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète. Une enquête officielle réalisée auprès des ménages par YMCA-Gaza, publiée en mai 2014, estimait le nombre de Chrétiens à 1 313. Ce chiffre est estimé à moins de 1 000 personnes aujourd'hui.

La confession la plus répandue parmi les Chrétiens de Gaza est celle des Grecs orthodoxes (89 %), représentée par un évêque, qui réside dans le couvent à côté de l'église Saint Porphyre, vieille de 1 600 ans. Une plus petite communauté catholique romaine (latine) (8,9 %) est desservie par deux prêtres, qui résident dans le complexe de l'église de la Sainte Famille dans le quartier de Zeitoun. Il existe également une église anglicane dans le complexe de l'hôpital Ahli Arab. Une congrégation baptiste a vu le jour et attire quelques Chrétiens dans ses rangs. Malgré le très petit nombre de Chrétiens, les institutions chrétiennes sont diverses et fournissent des services disproportionnés par rapport à la taille de cette population.

Il existe cinq écoles chrétiennes à Gaza qui dispensent un enseignement de qualité à quelque 3 000 élèves (180 chrétiens et le reste musulmans) dans un cadre mixte. Trois de ces écoles sont catholiques romaines (latines) (deux administrées par le Patriarcat

latin de Jérusalem et une par les Sœurs du Rosaire), une est grecque orthodoxe et la dernière est évangélique. Dans le secteur de la santé, l'hôpital anglican Ahli Arab, trois cliniques du Conseil des Églises du Proche-Orient et la clinique catholique Caritas fournissent chaque année des services médicaux de qualité à des dizaines de milliers de Gazaouis. Plus récemment, l'hôpital ophtalmologique Saint-Jean de Jérusalem a ouvert une antenne locale dans la ville de Gaza. En outre, le Conseil des Églises du Proche-Orient gère quatre centres de formation professionnelle qui proposent une formation technique à des centaines de personnes chaque année et met en œuvre divers projets de développement communautaire et d'emploi. La Société grecque orthodoxe des Myrophores propose une variété de programmes de soutien communautaire. La Young Men's Christian Association (YMCA), forte de 500 membres, réalise des activités sportives, culturelles, éducatives et sociales dans une atmosphère de respect et de tolérance. Enfin, les Missionnaires de la Charité (de Mère Teresa de Calcutta) gèrent un établissement résidentiel pour enfants abandonnés et handicapés physiques, ainsi que pour personnes âgées. Ces institutions sont constamment à la recherche de moyens de mieux servir la communauté au sens large, désireuses de contribuer au bien-être de la société.

Israël occupe Gaza en 1967, mettant fin au contrôle égyptien. L'Autorité palestinienne commence à administrer la bande après la signature des accords d'Oslo en 1994 et un calme relatif y règne au cours des années suivantes, malgré la présence continue des autorités israéliennes d'occupation dans certaines parties du territoire. En 2005, sous l'impulsion du Premier ministre Ariel Sharon, Israël se retire unilatéralement de la bande de Gaza après avoir achevé la construction d'un mur de séparation. En 2006, le Hamas, Mouvement de la résistance islamique, remporte une victoire écrasante aux élections du conseil législatif et forme un gouvernement national. La même année, le soldat israélien Gilad Shalit est enlevé et retenu en otage à Gaza. En conséquence, un blocus est imposé par Israël et la communauté internationale. Quelques mois plus tard, en 2007, le Hamas prend le contrôle total de la bande de Gaza et, à la suite d'une

violente confrontation, expulse les dirigeants du Fatah, formant ainsi un gouvernement Hamas distinct dans la bande de Gaza, toujours au pouvoir.

Depuis lors, un régime islamique a été imposé, rendant la vie pénible pour beaucoup, y compris pour les Chrétiens et les institutions chrétiennes. La situation s'est encore détériorée à la suite de trois guerres successives menées contre Gaza en l'espace de cinq ans. La première a éclaté en décembre 2008. Les combats qui s'en sont ensuivis, d'une durée d'environ 20 jours, ont laissé des destructions dévastatrices, dont une grande partie subsiste encore aujourd'hui. La deuxième a été lancée en novembre 2012 et a duré 8 jours, occasionnant de nouvelles destructions. La troisième-guerre contre Gaza a commencé en juillet 2014 et a duré 51 jours. Cette guerre a été la plus destructrice de toutes, avec un lourd bilan parmi la population palestinienne : 2 131 morts ; 11 231 blessés dont 3 436 enfants, 3 540 femmes et 418 personnes âgées ; 500 000 déplacés ; la destruction de 18 000 logements, 37 650 autres logements ayant subi des dommages importants ; 62 hôpitaux et 220 écoles ont été endommagés, y compris 22 écoles qui ont été complètement détruites ; tandis que 419 entreprises ont été endommagées, 128 ayant été complètement détruites. Après la guerre, le chômage a atteint un niveau record de 70 % chez les jeunes de 20 à 24 ans et de 45 % pour l'ensemble de la population. Un épisode de violence vient à nouveau de se produire en mai 2021. Des provocations durant le Ramadan à Jérusalem, des menaces d'expulsions de familles palestiniennes à Sheikh Jarrah et l'annulation des élections palestiniennes ont à nouveau enflammé la rue palestinienne à Jérusalem et permis au Hamas de reprendre le flambeau de la lutte politique. Cet épisode a fait plus de 250 morts dont 66 mineurs du côté palestinien et 14 du côté israélien. Lors de sa visite aux communautés de Gaza, le patriarche latin Pierbattista Pizzaballa a été impressionné, au-delà des destructions matérielles, par le traumatisme engendré par la violence des frappes de Tsahal.

Les événements survenus en Égypte, pays voisin qui a gouverné Gaza de 1948 à 1967, ont une influence importante sur la bande. Ces

dernières années, deux présidents égyptiens ont été renversés, le second se réclamant des Frères musulmans d'Égypte. Au cours du mandat de ce dernier, des relations favorables ont été établies avec les dirigeants du Hamas à Gaza, mais ces liens n'ont pas survécu au renversement du leader égyptien.

Tout au long de ces années de crise aggravée, les institutions chrétiennes et les organismes d'aide sociale ont répondu présents, apportant un soutien financier et moral d'urgence afin d'alléger les souffrances des masses à Gaza. Il s'agit de fournir des médicaments et des équipements médicaux, de prendre en charge les frais médicaux et le carburant pour les institutions travaillant dans le secteur de la santé, notamment l'hôpital arabe Ahli, les cliniques du Conseil des Églises du Proche-Orient et la clinique Caritas, ainsi que de fournir des aides en espèces, des colis alimentaires, des colis d'hygiène et de l'eau potable. Pendant les hostilités, les institutions chrétiennes, comme le couvent et l'église grecque orthodoxe, l'école catholique romaine de la Sainte Famille, le centre culturel grec orthodoxe, ainsi que certaines parties de l'hôpital arabe Ahli et le YMCA, ont ouvert leurs portes et leurs cœurs en transformant leurs locaux en abris temporaires pour héberger les innombrables personnes déplacées et servir de centres de distribution. Les institutions chrétiennes ont également été à l'avant-garde des efforts de reconstruction, en tentant de rebâtir des logements.

Enfin, en recommençant à fonctionner pleinement immédiatement après la cessation des hostilités, les institutions chrétiennes ont permis de rétablir un certain sentiment de normalité. Les écoles en sont de bons exemples, notamment l'École des Sœurs du Rosaire et l'École de la Sainte Famille qui ont pu réaliser la rentrée scolaire seulement trois semaines après la fin de la guerre. En réponse aux rapports sur le niveau de traumatisme subi par l'ensemble de la population de Gaza, et en particulier par les enfants, un programme massif d'intervention psychosociale a été lancé dans des dizaines d'écoles, de jardins d'enfants et d'établissements de santé, touchant des dizaines de milliers de personnes. Un tel soutien, pendant et après la guerre, a inspiré le respect envers les institutions chrétiennes parmi

les communautés de Gaza, en particulier celles directement touchées par ces actions. De nombreux Chrétiens de Gaza ont rapporté des propos de leurs compatriotes musulmans après les guerres, soulignant combien ils appréciaient la présence institutionnelle chrétienne et son service auprès de tous.

Un calme relatif a pu être maintenu après le cessez-le-feu de 2014. En revanche, à la mi-2018, le climat s'est à nouveau détérioré. La situation humanitaire étant au bord de l'effondrement total, une série de manifestations a été organisée à la frontière avec Israël pour marquer la guerre de 1948. Bien que la plupart de ces manifestations de masse se déroulent de manière pacifique, sans représenter de réelle menace pour les soldats israéliens, l'armée israélienne a répondu de manière extrême, en plaçant à la frontière des tireurs d'élite avec l'ordre d'abattre tout Palestinien qui s'y approcherait. La situation a atteint son paroxysme le 14 mai 2018, le jour où les États-Unis ont transféré leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, faisant 60 morts et plus de 1000 blessés parmi la population palestinienne en une seule journée. Les hôpitaux furent inondés et manquaient de fournitures médicales. Depuis lors, la situation est restée très tendue.

Compte tenu de la crise humanitaire persistante, de l'effondrement quasi total des réseaux d'eau, d'égouts et d'électricité, ainsi que de la montée en flèche des chiffres du chômage, il ne fait guère de doute que la situation continuera à se dégrader, à moins d'un réel effort pour lever le blocus et permettre une vie digne.

Malgré la force des institutions chrétiennes et la reconnaissance quasiment universelle de leur rôle, les Chrétiens à Gaza se trouvent confrontés à d'innombrables défis. L'un des défis les plus éprouvants consiste à continuer à vivre au jour le jour dans la situation générale à laquelle sont confrontés tous les Palestiniens de Gaza, avec le blocus continu imposé par Israël et plus récemment par l'Égypte. Gaza a des airs d'immense prison à ciel ouvert, avec des restrictions de déplacement imposées à la fois par Israël et par l'Égypte. Les jeunes en particulier ressentent le poids de ces contraintes, car il existe une restriction générale interdisant à tous les jeunes (chrétiens

et musulmans) âgés de 16 à 35 ans d'entrer en Israël et en Cisjordanie. Même lorsqu'Israël accepte de délivrer des permis aux Chrétiens de Gaza (ce qui n'est pas toujours le cas) permettant de visiter les Lieux saints de Bethléem et de Jérusalem au moment des grandes fêtes religieuses de Noël et de Pâques, les jeunes en sont le plus souvent exclus.

Une deuxième série de défis pour la vie chrétienne à Gaza est liée aux complications de vivre sous un régime islamique qui cherche à imposer la charia. Les libertés sont limitées en général, et surtout pour les femmes, qui sont censées se conformer au code vestimentaire de la charia. Les étudiantes dans les universités de Gaza, y compris les Chrétiennes, sont parfois exclues de la classe si elles ne portent pas le voile. L'alcool est interdit à Gaza, et ce même pour les Chrétiens. Les symboles chrétiens dans les écoles chrétiennes, y compris le traditionnel arbre de Noël, sont considérés avec suspicion. Ces dernières années ont vu des tentatives visant à séparer garçons et filles dans les écoles chrétiennes également, avec des enseignants du même sexe que les élèves. Cependant, après une tentative plutôt faible en 2015 d'imposer cette séparation, les autorités locales ont abandonné le projet suite à l'opposition résolue des Églises de Jérusalem.

Les Chrétiens de Gaza représentent une présence modeste mais active dans une région de Palestine qui a connu beaucoup de souffrances. Les institutions chrétiennes jouent un rôle central dans la vie de la communauté. Elles fournissent des services éducatifs, sanitaires et sociaux à tous les segments de la société, sans discrimination et animées par des valeurs chrétiennes. Ces institutions n'ont jamais été destinées à servir uniquement les Chrétiens, mais plutôt à concentrer leur attention sur les marginalisés, les faibles et les pauvres, et sur ceux qui ont besoin de tels services, quel que soit leur milieu. Ce service bienveillant garantit que les Chrétiens ne sont pas isolés mais intégrés dans la société. Ces institutions bénéficient de la confiance et du respect de tous, Chrétiens comme Musulmans. Elles jouent également un rôle important dans le dialogue interconfessionnel, vécu au jour le jour.

Enfin, elles contribuent à la mise en place et au développement de la société civile, où l'Église, à travers ses institutions, se substitue parfois aux gouvernements.

## 7.

### **Palestiniens chrétiens en Israël**

L'État d'Israël compte quelque 160 000 citoyens chrétiens. Environ trois quarts de ces Chrétiens sont des citoyens arabes palestiniens (les autres étant des Chrétiens dont la parenté avec des Juifs a été reconnue et qui sont donc acceptés comme faisant partie de la société juive). De récents rapports du Bureau central israélien de la statistique ont relevé deux aspects intéressants concernant la population arabe chrétienne : par rapport aux communautés juive, musulmane et autres communautés confessionnelles du pays, cette population présente à la fois le taux de natalité le plus bas et le niveau d'instruction le plus élevé. En Israël, la famille palestinienne chrétienne moyenne avait 2,0 enfants alors que les Juifs en avaient 2,4 et les Musulmans 2,8. 66,2 % des jeunes Palestiniens chrétiens qui ont passé les examens de fin d'études secondaires ont obtenu des notes suffisamment élevées pour entrer à l'université, contre 55,1 % pour les Juifs et 41 % pour les Musulmans.

Bien que citoyens de l'État d'Israël, avec le droit de participer pleinement à la vie politique du pays, les citoyens arabes palestiniens sont confrontés à de multiples niveaux de discrimination dans la vie quotidienne en tant que non-juifs dans un État défini comme juif et en tant qu'Arabes palestiniens pris dans le conflit israélo-palestinien en cours. Cette discrimination ressort particulièrement clairement dans le développement de la communauté et les ressources à sa disposition pour se développer, se manifestant dans les domaines du logement, de l'éducation (surtout l'accès à l'enseignement supérieur), de l'emploi, ses soins de santé (surtout le développement des services de santé dans les localités arabes), des services municipaux, du droit de propriété, etc.

Sur le plan économique, les citoyens arabes chrétiens d'Israël sont relativement mieux lotis que leurs compatriotes chrétiens en

Palestine. L'État fournit de nombreux services éducatifs, sanitaires et sociaux qui ne sont pas disponibles dans les territoires occupés. Cependant, face à la discrimination permanente et aux obstacles qu'il faut surmonter pour trouver un emploi, construire une maison et vivre une vie normale, beaucoup rêvent d'émigrer. Certains réussissent effectivement à partir et à trouver un avenir plus prometteur ailleurs.

Les Palestiniens chrétiens ont toujours joué un rôle important dans la vie politique, culturelle et sociale de la population arabe palestinienne en Israël. À l'heure actuelle (2019), parmi les Arabes palestiniens siégeant en tant que représentants de la population arabe au parlement israélien (Knesset), on compte deux Chrétiens, Aida Touma, qui fait partie de la Liste unifiée, et Mtanes Shehadeh, leader du parti Balad.

Les citoyens arabes palestiniens chrétiens d'Israël sont divisés non seulement en fonction de leur confession religieuse (grecs-catholiques, grecs orthodoxes, catholiques romains [latins], maronites, arméniens, coptes, protestants et évangéliques) mais surtout en fonction de leur orientation socio-politique. En fait, il est vrai de dire que les Palestiniens chrétiens d'Israël traversent une crise d'identité. On distingue quatre constellations concurrentes qui se disputent l'allégeance des Chrétiens cherchant à formuler leur identité en fonction de ses composantes palestinienne, arabe et israélienne.

La première constellation met l'accent sur la dimension arabe palestinienne. Traditionnellement, l'allégeance confessionnelle est perçue comme source de division ; on préfère ainsi éviter l'identification chrétienne ouverte afin de ne pas souligner les clivages potentiels entre Chrétiens et Musulmans. En outre, l'identification à Israël est considérée comme une trahison de la cause palestinienne, Israël étant perçu comme responsable de la situation déplorable du peuple palestinien. Cette constellation est proéminente parmi les Chrétiens qui ont été actifs dans le leadership politique et la vie intellectuelle (p. ex. Tawfiq Toubi, Saliba Khamis et Émile Habibi au sein du Parti communiste par le passé, et Ramez Jarayseh

et d'autres à l'heure actuelle, ainsi qu'Azmi Bishara, fondateur de l'Alliance démocratique nationale).

Une deuxième constellation met l'accent sur l'identité chrétienne et conduit souvent à un retrait de l'engagement politique. D'une part, les Chrétiens sont frustrés par la discrimination dont ils font l'objet aux mains de l'*establishment* israélien en tant qu'Arabes palestiniens. D'autre part, ils sont préoccupés par la montée de l'islam radical en Israël et dans toute la région, notamment au cours des deux dernières décennies.

Une troisième constellation tente de maintenir un équilibre entre les trois dimensions principales de l'identité : la foi chrétienne, l'ethnie arabe palestinienne et la citoyenneté israélienne. Cette identité complexe est constamment menacée par l'ethnocentrisme juif, le radicalisme islamique et la persistance du conflit israélo-palestinien.

Enfin, une quatrième constellation, encore marginale, tente de formuler une identité pro-israélienne qui rejette les composantes palestinienne et arabe. Les leaders de ce courant sont généralement éloignés des Églises traditionnelles, perçoivent une menace existentielle à l'endroit de de l'islam radical et recherchent la proximité du pouvoir israélien afin de garantir des intérêts chrétiens étroits. Certains font la promotion d'une identité araméenne plutôt qu'arabe, soutiennent les partis politiques israéliens de droite et encouragent les jeunes à servir dans l'armée israélienne.

De nombreux citoyens chrétiens d'Israël, exposés à une forte laïcité israélienne, ont peu de liens avec leurs églises et leurs communautés de foi. Néanmoins, les Églises entretiennent en Israël un réseau très important d'écoles, parmi lesquelles figurent les meilleures écoles du pays. En outre, il existe des institutions chrétiennes axées sur la santé et le bien-être qui jouent un rôle important dans la vie de la communauté arabe. Par le passé, des religieux ont joué des rôles de premier plan dans la lutte pour l'égalité et la paix en Israël, dont l'archevêque grec-catholique Yusuf Raya, qui s'est exprimé fréquemment et a même mené une grève de la faim

devant la Knesset en 1973, le révérend anglican Shehade Shehade, qui a dirigé le Comité pour la défense des terres arabes, élément du Front démocratique pour la paix et l'égalité, et le révérend anglican Riah Abu al-Asal, l'un des fondateurs de la Liste progressiste pour la Paix. Cependant, à l'heure actuelle, les dirigeants ecclésiastiques ne participent pas activement à la vie civique du pays dans son ensemble, ni à la vie du secteur arabe palestinien.

L'approbation par Israël de la dénommée « Loi fondamentale de l'État-nation » le 19 juillet 2018 constitue un nouveau défi pour les citoyens arabes palestiniens d'Israël. La loi reconnaît Israël comme « la patrie historique du peuple juif », affirmant définitivement que « le droit à exercer l'auto-détermination nationale dans l'État d'Israël est propre au peuple juif ». La promulgation de cette loi a été accueillie avec consternation par tous les segments de la population arabe palestinienne en Israël. Elle souligne incontestablement la nécessité pour les Arabes palestiniens chrétiens de rechercher leurs compatriotes musulmans et druzes, ainsi que leurs concitoyens juifs, dans la lutte pour une société et un État établis sur les valeurs de justice, de paix et d'égalité.

## 8.

### Diaspora chrétienne de Palestine

En 1948, la population palestinienne était de 1,2 million de personnes dans la Palestine historique, dont 8 % de chrétiens. Au cours des événements de 1947 et 1948 qui ont conduit à la création de l'État d'Israël, au moins 750 000 Palestiniens sont devenus réfugiés et 418 villages palestiniens ont été détruits. Aujourd'hui, on estime que le nombre de Palestiniens avoisine les 12 millions dans le monde, répartis comme suit : 38 % en Palestine (Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et Gaza) ; 12 % en Israël ; 44 % dans le monde arabe (principalement dans les pays voisins, soit Jordanie, Liban, Syrie et Égypte) ; et 6 % ailleurs dans le monde.

Il reste aujourd'hui 170 000 Palestiniens chrétiens en Palestine (50 000) et en Israël (120 000), soit moins de 17 % de l'ensemble de la population palestinienne chrétienne dans le monde. 83 % des Palestiniens chrétiens se trouvent en dehors de la Palestine historique. Les principales communautés palestiniennes chrétiennes de la diaspora se trouvent dans les pays suivants (les chiffres sont approximatifs) :

Chili	350 000
Honduras	280 000
Brésil	60 000
É-U	50 000
Australie	45 000
Ailleurs (monde arabe, Europe)	55 000

Le nombre total de Palestiniens chrétiens, ceux de la patrie historique (Palestine et Israël) et ceux de la diaspora réunis, s'élève à environ un million.

L'émigration palestinienne chrétienne a connu trois vagues successives depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La première vague a

commencé dans les années 1880 et a duré jusqu'en 1940. La deuxième vague s'est déroulée entre 1948 et 1967, période qui a vu naître la problématique des réfugiés palestiniens à la suite de la première guerre israélo-arabe, la création de l'État d'Israël et la guerre de 1967, au cours de laquelle Israël a occupé les territoires palestiniens restants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ainsi que d'autres terres arabes (le plateau du Golan et le Sinaï). La troisième vague d'émigration a commencé en 1967 et se poursuit sans relâche aujourd'hui.

La première vague, débutant pendant la période ottomane, fut provoquée par la disparition de l'Empire, accompagnée d'un fort déclin économique. L'extension de la conscription militaire aux Chrétiens en 1909 a également contribué à l'exode des jeunes en quête d'un avenir meilleur, notamment dans le Nouveau Monde. L'intégration réussie de ces Palestiniens chrétiens aux États-Unis ainsi que dans les pays d'Amérique latine en attira d'autres à leur suite. Cette tendance a également été renforcée par les activités de missionnaires américains, à l'instar de la Friends School de Ramallah. Les émigrants se sont fait une place dans leurs nouveaux pays ; la richesse et l'influence des Palestiniens chrétiens dans des pays comme le Chili et le Honduras sont particulièrement remarquables. Il va sans dire que l'assimilation fut généralisée, car la deuxième génération ne parlait plus l'arabe et que les relations avec la patrie palestinienne finissaient par s'estomper, voire par disparaître.

La guerre de 1948 a engendré le problème des réfugiés palestiniens : 726 000 Palestiniens sont devenus des réfugiés, dont 50 à 60 000 Chrétiens (environ 10 à 12 000 familles palestiniennes chrétiennes). Des communautés entières, comme Ein Karem, le village de Zacharie, Élisabeth et leur fils Jean le Baptiste, les villages chrétiens à la frontière libanaise, Ikrith, Biram et al-Bassa ainsi que des quartiers comme Qatamon et Baq'a à Jérusalem ont été dépeuplés de leurs résidents palestiniens chrétiens. Dans des villes comme Jaffa, Lydda, Ramlah et Haïfa, il ne restait qu'un petit vestige de la

population palestinienne, dont de petites communautés chrétiennes. Ces réfugiés ont fait partie des centaines de milliers de Palestiniens accueillis dans les pays arabes environnants, notamment au Liban et en Jordanie. Finalement, trouvant des opportunités plus lointaines, ils ont dérivé vers le golfe Persique, l'Europe et surtout les États-Unis, l'Amérique latine et l'Australie. Aujourd'hui, un visiteur au Chili peut être frappé d'y voir beaucoup plus de Palestiniens chrétiens qu'en Palestine. Un visiteur à Sydney ou à Melbourne, les deux plus grandes villes d'Australie, pourrait remarquer que la population palestinienne chrétienne originaire de Jérusalem y est supérieure à celle restée dans la Ville sainte. Beaucoup se sont parfaitement assimilés.

Depuis 1967, année où Israël a occupé Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza, on estime qu'un nombre au moins égal à la population chrétienne actuelle en Palestine, soit 50 000 personnes, est parti en raison de l'instabilité de la situation politique, du manque de sécurité et des conditions économiques peu engageantes qui accompagnent la poursuite du conflit. Outre les effets négatifs concrets d'une occupation israélienne continue, de nombreuses jeunes familles palestiniennes chrétiennes estiment que la vie aux États-Unis, en Australie ou ailleurs garantit un meilleur avenir à leurs enfants. Ils sont ainsi beaucoup à partir même en cas d'amélioration des perspectives économiques locales. Bien sûr, de nombreux Musulmans pensent la même chose. L'émigration des Chrétiens est particulièrement dramatique dans la bande de Gaza en raison des circonstances désastreuses.

Le fait que même des familles palestiniennes chrétiennes relativement aisées, notamment de jeunes couples trentenaires et quadragénaires, décident de partir témoigne de l'instabilité ressentie en raison de la situation politique. Ces jeunes couples ont généralement une formation professionnelle et occupent des postes spécialisés, ce qui leur permet d'avoir des ressources suffisantes pour envisager de rejoindre des membres de leur famille à l'étranger. Ils font valoir que les conditions de vie actuelles, en particulier en Palestine (Cisjordanie, bande de Gaza) mais aussi en Israël, ne sont

pas propices à la vie qu'ils souhaiteraient mener et, surtout, à la garantie d'un avenir sûr pour leurs enfants. Tant que le conflit politique ne sera pas résolu, il constituera une motivation majeure pour quitter la patrie. Cependant, l'importance croissante accordée à l'identification religieuse, en raison du rôle toujours plus grand de la religion dans le conflit israélo-palestinien et de la montée concomitante de l'extrémisme religieux et des tensions qu'il provoque, suscite également chez beaucoup un sentiment d'insécurité.

Les différentes Églises et communautés chrétiennes de Palestine et d'Israël ont formellement identifié l'émigration continue des Palestiniens chrétiens comme un défi, cherchant à arrêter cette hémorragie qui menace la vitalité du témoignage chrétien dans sa terre de naissance. Alors que les Églises locales tentent par bien des moyens d'encourager les Chrétiens à rester, notamment en fournissant, à travers de très nombreuses institutions chrétiennes en Palestine et en Israël, des logements, de l'enseignement, des possibilités d'emploi et des soins de santé, il est clair que le conflit israélo-palestinien, avec ses effets dévastateurs sur le reste du Moyen-Orient au cours des 70 dernières années, constitue le principal facteur qui pousse les Chrétiens et d'autres habitants à partir.

Dans ce contexte, les Églises et les communautés chrétiennes sont appelées à promouvoir parmi leurs membres une prise de conscience croissante de la double vocation qu'ils endossent dans leur patrie, en tant que citoyens et en tant que Chrétiens. En tant que citoyens, ils sont appelés à contribuer, aux côtés de leurs compatriotes musulmans, à la construction d'une Palestine libre et démocratique. En tant que Chrétiens, ils sont appelés à continuer à témoigner de l'Évangile du Christ sur la terre où la Bonne Nouvelle fut prêchée et vécue pour la première fois.

Beaucoup de Palestiniens chrétiens qui choisissent d'émigrer sont de jeunes professionnels instruits. Ils ont souvent de la famille à l'étranger et ont pu obtenir un passeport ou un statut de résident dans un autre pays. Le moteur de l'émigration est généralement le souci

de l'avenir des enfants et des perspectives de carrière. Si les Églises ne peuvent apporter de réponse à tous les cas d'émigration potentielle, y compris le manque de débouchés professionnels, une statistique récente indique que les Églises en Palestine sont le deuxième plus grand employeur dans le territoire après l'Autorité nationale palestinienne. Même si les Églises ne sont pas des entreprises ou des bureaux d'aide sociale, elles peuvent jouer un rôle important dans la création de nouveaux emplois et d'opportunités professionnelles. De nos jours, les Églises se sont établies à l'avant-garde de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. Les institutions d'enseignement supérieures chrétiennes ou privées se distinguent en Palestine, à l'instar de l'Université catholique de Bethléem, l'Université luthérienne Dar Al Kalima et l'Université de Birzeit. De même, les écoles chrétiennes privées préparent leurs élèves à un avenir dans leur patrie. Ces institutions, ouvertes aux Musulmans comme aux Chrétiens, promeuvent l'éducation en réponse aux besoins de la société et constituent des oasis favorisant la vision d'une société ouverte fondée sur l'égalité et la responsabilité civique.

Face à leurs nombreux défis, les Palestiniens chrétiens peuvent et doivent faire appel à la Diaspora pour investir dans leur patrie. Certes, les Palestiniens chrétiens de la Diaspora manifestent une solidarité politique, en particulier lorsque des événements dramatiques apportent douleur, mort et blessures. Les médias sociaux regorgent de messages de solidarité et d'identification de la part de ces communautés. Cependant, il faut faire plus pour mobiliser ces populations, notamment les plus riches, afin qu'elles contribuent davantage à façonner l'avenir de la Palestine. Il existe diverses associations palestiniennes – sportives, culturelles, sociales et religieuses – au Chili, aux États-Unis, au Honduras, au Brésil, en Australie et ailleurs. Un effort plus concerté s'impose pour mobiliser ces associations et ces individus afin qu'ils s'impliquent dans la construction d'une société ouverte, égalitaire et libre, de sorte que les Palestiniens, chrétiens et autres, choisissent de rester dans leur patrie, et que ceux qui sont partis envisagent même d'y retourner.

## 9.

**Relations islamo-chrétiennes**

*Restez unis, mes amis,  
sans vous éparpiller,  
sans dormir. Notre  
amitié naît de l'éveil.*

- Djalâl ad-Dîn Rûmî, mystique  
musulman (1207-1273)

Aujourd'hui, les Chrétiens constituent entre 6 et 10 % de tous les Palestiniens dans le monde, mais quelque 70 % des Palestiniens chrétiens font partie de la Diaspora. En Palestine comme en Israël, les Palestiniens chrétiens représentent moins de 2 % de la population totale.

Les Palestiniens chrétiens s'inscrivent dans une société où la grande majorité de leurs compatriotes sont musulmans. Les Palestiniens chrétiens et musulmans vivent ensemble depuis le VIII<sup>e</sup> siècle et peuvent donc se prévaloir de plus de 13 siècles de coexistence. Les Palestiniens chrétiens, tout comme les musulmans, se rappellent souvent des histoires de femmes musulmanes qui allaitaient des bébés chrétiens ou des femmes chrétiennes qui allaitaient des bébés musulmans, surtout pendant la terrible période de la guerre de 1948. Les Palestiniens ont vécu, vivent et continueront à vivre dans une même société, fréquentant les mêmes écoles, travaillant côte à côte, faisant leurs courses dans les mêmes marchés, jouant sur les mêmes terrains de sport, célébrant les joies des uns et des autres et se consolant dans les moments de perte et de chagrin. Chrétiens et Musulmans ont lutté coude à coude pour la liberté et ont été abattus, emprisonnés et exilés ensemble. Détenteurs d'une

histoire, d'une langue et d'une culture communes, les Palestiniens chrétiens et musulmans sont appelés à travailler ensemble pour un avenir commun en tant que peuple uni. Le défi à présent est de ne pas oublier cette identité et cette expérience partagées en se repliant sur des communautés fermées où la différence religieuse devient un motif de rupture plutôt qu'une célébration de la diversité.

Aujourd'hui, les Palestiniens, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, sont confrontés aux mêmes défis et affrontent les mêmes difficultés. Tous les Palestiniens luttent ensemble pour la liberté, la justice et l'égalité, rêvant de paix, de prospérité et d'indépendance dans des frontières sûres. Les puissances coloniales qui ont dominé la patrie palestinienne ont toujours utilisé une politique de « diviser pour régner » afin d'écraser les rêves de liberté de la communauté. L'État d'Israël a poursuivi et renforcé cette politique, que ce soit à l'égard des Palestiniens devenus citoyens de l'État d'Israël en 1948 ou encore à l'égard des Palestiniens qui se sont retrouvés sous occupation militaire israélienne dès 1967. Israël a cherché à monopoliser toutes les ressources des zones sous son contrôle, en s'emparant d'autant de terres que possible et en affaiblissant autant que possible la société palestinienne afin d'empêcher toute résistance : comme le dit le dicton : « plus de géographie, moins de démographie ».

Un triangle vicieux s'emploie à briser le sentiment d'unité afin d'affaiblir la résistance palestinienne à la discrimination et à l'occupation. Ce triangle est composé de l'extrémisme fondamentaliste religieux, de l'occupation israélienne expansionniste et du racisme néo-colonialiste persistant. Travaillant selon les mêmes axes, ces forces déforment l'image du peuple palestinien et de ses origines et traditions politiques, sociales, religieuses, culturelles et économiques communes. Les actions menées ont un impact néfaste sur le tissu de la société palestinienne, entraînant des scissions et semant la suspicion à l'égard de l'unité nationale et de la richesse de la diversité qui caractérise cette société. La démoralisation engendre l'impuissance et le désespoir, conduisant à une fragmentation sociale où les voisins se fuient les uns les autres dans un communautarisme

aux airs de ghetto, adoptant un discours de mépris les uns envers les autres en raison des différences de foi, de pratique ou de tradition.

Ces dernières années, l'ensemble du Moyen-Orient a observé avec horreur la montée en puissance de forces telles que Daech (État islamique en Irak et en Syrie) et d'autres groupes extrémistes qui sèment la mort et la destruction. Leur règne impitoyable de terreur a cherché à créer l'uniformité au lieu de la diversité, en ciblant les dissidents musulmans, les formes alternatives d'islam (chiites, alaouites, druzes) et les non-Musulmans (Chrétiens, Yézidis et autres). Leur fascination pour la mort et leur rêve d'une société uniforme et totalitaire ont provoqué un cauchemar chez les Chrétiens et les autres minorités, qui ont commencé à se demander s'ils ont un avenir au Moyen-Orient.

Cependant, certains Chrétiens ont compris qu'il existe une apparente convergence d'intérêts entre ces forces des ténèbres et les intérêts des grandes puissances. Les ancêtres des Chrétiens d'aujourd'hui se méfiaient des puissances coloniales, qui défendaient leurs propres intérêts sous couvert de termes tels que « protection des Chrétiens » ou « promotion de la démocratie ». Les Chrétiens d'aujourd'hui doivent être conscients qu'il se prépare beaucoup de choses en toute discrétion. Tous sont menacés de la même manière dans leur existence et leur destin, les Musulmans, les Chrétiens et les autres membres de la société. En conséquence, tous doivent travailler ensemble pour défendre un Moyen-Orient ancré dans la diversité et la coexistence.

En Palestine-Israël aujourd'hui, les Chrétiens doivent s'efforcer de renforcer le dialogue autour d'une vie commune, d'incarner notre présence qualitative et de la contextualiser, car les Chrétiens appartiennent à cette terre et font partie intégrante de cette société. Les Palestiniens chrétiens ont accumulé une expérience qui les aide à discerner entre un bon et un mauvais gouvernement, mais ils savent aussi qu'au final, même un mauvais gouvernement local vaut mieux que l'occupation et la discrimination.

Églises et mosquées doivent affronter l'étiologie de la haine, du

rejet de l'autre et de l'intolérance. La religion peut et doit être promue comme une ressource pour œuvrer en faveur de la justice, de la paix et de l'égalité. Les institutions chrétiennes sont fondées sur cette vision et doivent trouver un écho encore plus fort dans les foyers chrétiens et parmi les individus chrétiens, à commencer par les leaders religieux de la communauté. Les sermons prononcés dans les églises et les mosquées peuvent promouvoir ces valeurs, en s'adressant aux fidèles qui se rassemblent dans l'attente non seulement de sentiments pieux, mais aussi d'un leadership, d'une formation et d'une orientation. L'éducation religieuse doit encourager l'esprit critique et approfondir la conscience de l'identité, de la vocation et de la mission, en rendant les chrétiens et les Musulmans fiers de leur histoire et de leur patrimoine communs. L'innovation et la créativité ne sont pas à craindre mais à embrasser afin de préparer un avenir au-delà de l'occupation et de la discrimination.

## 10.

### Relations judéo-chrétiennes

Les perspectives sur les relations entre Chrétiens et Juifs en Palestine doivent être clairement distinguées des perspectives actuelles en Europe et en Amérique du Nord. Ce dialogue a été alimenté par deux moteurs puissants. L'un se trouve dans le sentiment de contrition éveillé chez les Chrétiens à l'égard du sort tragique des Juifs en Europe pendant les périodes où dominaient l'antijudaïsme et l'antisémitisme, et qui ont culminé avec la catastrophe de la Shoah. L'autre réside dans l'acceptation de l'héritage biblique et, par extension, de l'héritage juif de l'Église, avec en son centre le fait que Jésus, ses disciples et l'Église primitive font partie d'un monde juif qui a légué à l'Église un riche héritage commun, et surtout l'Ancien Testament.

Les choses semblent très différentes du point de vue palestinien. Dans la réalité à laquelle les Palestiniens sont confrontés, les Juifs sont perçus moins comme des victimes et davantage identifiés à l'État d'Israël et à son occupation des terres palestiniennes. En outre, l'Ancien Testament, en raison de la manière dont il est parfois exploité pour justifier certaines idéologies et politiques, suscite des inquiétudes, notamment en ce qui concerne les textes relatifs à l'élection, à la promesse et à la terre. De nombreux Chrétiens craignent une exploitation fondamentaliste de ces textes dans le conflit entre Palestiniens et Israéliens.

Pourtant, les Arabes palestiniens chrétiens, en particulier ceux qui sont citoyens d'Israël, entretiennent un dialogue avec les Israéliens juifs. L'on pourrait ainsi souligner cinq caractéristiques du contexte particulier des relations entre Chrétiens et Juifs en Israël-Palestine :

#### 1. Un contexte non européen et non chrétien

La société et la politique palestiniennes ne sont pas principalement formées par l'histoire, la culture et la tradition chrétiennes. Cela signifie que de nombreux thèmes et points forts du dialogue judéo-chrétien, principalement européen et nord-américain, ne sont pas perçus comme directement pertinents dans le contexte du Moyen-Orient.

## **2. La présence de l'islam**

L'islam est la religion dominante de la société palestinienne depuis le VII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, du point de vue des Chrétiens, le dialogue avec les Musulmans est une priorité. Lorsque le dialogue avec les Juifs existe, il doit toujours prendre en considération le troisième partenaire : les Musulmans ne peuvent être ignorés. Les Arabes palestiniens chrétiens et musulmans, quelles que soient leurs différences religieuses, vivent dans une société commune, parlent une même langue, partagent une même culture et vivent une même réalité socio-politique.

## **3. Le renversement des rapports de force**

De nombreux Chrétiens européens et nord-américains contemporains, profondément conscients de leur histoire et de leur contexte, sont sensibles au statut marginalisé et vulnérable des Juifs dans l'histoire de l'Occident. Cependant, les Arabes palestiniens chrétiens réfléchissent aux relations entre Chrétiens et Juifs à partir de l'expérience de la souveraineté d'une puissante entité juive. Aux yeux de nombreux Arabes palestiniens chrétiens, un Juif est souvent en premier lieu un soldat, un policier ou un colon.

## **4. Le conflit israélo-palestinien comme élément définitif**

Alors que, du point de vue occidental, le tournant dans les relations entre Chrétiens et Juifs fut la Shoah, qui a provoqué une prise de conscience d'un certain climat de mépris des Juifs délibérément entretenu dans les milieux chrétiens, du point de vue arabe palestinien chrétien, le tournant critique s'incarne dans la

création de l'État d'Israël. Le déplacement forcé d'une grande partie de la population palestinienne a dévasté les schémas traditionnels de coexistence entre Juifs, Musulmans et Chrétiens, non seulement en Palestine mais à travers le monde arabe. Désormais, la question de la Palestine est au centre des relations entre Chrétiens et Juifs en Terre sainte. En outre, les Chrétiens du Moyen-Orient ont exprimé explicitement leurs préoccupations quant au fait qu'un discours essentiellement spirituel et théologique sur les Juifs et le judaïsme méconnaît la question brûlante de la justice et de la paix, ainsi que du conflit entre Israéliens et Arabes (cf. Document Kairos).

## **5. La place de la Bible**

L'héritage biblique commun est un principe fondamental dans le dialogue judéo-chrétien qui fleurit depuis quelques décennies en Occident. Cependant, dans le contexte israélo-palestinien, l'expérience de l'héritage biblique partagé n'est pas sans ambiguïtés. La Bible est utilisée comme un texte fondateur lorsqu'il s'agit d'établir une revendication juive contemporaine sur la terre que les Palestiniens considèrent comme la leur. Le sionisme, l'idéologie du nationalisme juif, lit souvent la Bible comme un titre de propriété légal, historique ou même divinement révélé. Pour de nombreux Arabes palestiniens chrétiens, l'utilisation de la Bible pour déposséder les Palestiniens de leurs droits et de leurs terres et légitimer l'expulsion, l'oppression et la discrimination constitue un problème majeur.

En conclusion, la situation politique entrave un dialogue conséquent entre Israéliens juifs autochtones et Arabes palestiniens chrétiens. Néanmoins, les Israéliens juifs et les Arabes palestiniens chrétiens travaillent ensemble lorsque leurs positions politiques coïncident. Aujourd'hui, en Israël-Palestine, certains Israéliens juifs collaborent avec des Arabes palestiniens chrétiens et musulmans pour s'opposer à l'occupation des terres palestiniennes et lutter contre la discrimination dans la société israélienne.

## 11.

### Foi et Charité

Le Christ a dit : « *Car j'ai eu faim, et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif, et vous m'avez donné à boire ; j'étais étranger, et vous m'avez recueilli ; j'étais nu, et vous m'avez vêtu ; j'étais malade, et vous m'avez visité ; j'étais en prison, et vous êtes venus vers moi* ». Lorsque les justes demandèrent à quel moment ils lui avaient fait cela, Jésus répondit : « *Toutes les fois que vous avez fait ces choses à l'un de ces plus petits de mes frères et sœurs, c'est à moi que vous les avez faites* » (Matthieu 25, 35-39). Ces mots englobent l'essence du message chrétien et la façon dont il perçoit les marginalisés, les pauvres et les nécessiteux comme des frères et sœurs. La charité est profondément enracinée dans la foi chrétienne. La charité est l'acte d'amour, inspiré par la grâce de Dieu, qui nous est accordé à chacun de nous et à l'humanité. Il ne s'agit pas d'un choix, mais plutôt d'un pilier essentiel de notre foi, d'autant plus que les Chrétiens considèrent les possessions comme une dotation de Dieu, de sorte que tout bien matériel Lui appartient par essence. Tout ce qui est donné par une personne humaine par charité est une réponse à l'amour de Dieu.

La charité n'est pas une question facultative pour les Chrétiens, mais une obligation décrite au mieux par les mots de saint Paul dans sa première épître aux Corinthiens : « *Quand je parlerais les langues des hommes et des anges, si je n'ai pas la charité, je suis un airain qui résonne, ou une cymbale qui retentit. Et quand j'aurais le don de prophétie, la science de tous les mystères et toute la connaissance, quand j'aurais même toute la foi jusqu'à transporter des montagnes, si je n'ai pas la charité, je ne suis rien. Et quand je distribuerais tous mes biens pour la nourriture des pauvres, quand je livrerais même mon corps pour être brûlé, si je n'ai pas la charité, cela ne me sert de rien* » (13, 1-3). Et d'ajouter : « *maintenant donc ces trois choses*

*demeurent: la foi, l'espérance, la charité. Mais la plus grande de ces choses, c'est la charité* » (13, 13).

En Palestine comme partout, l'Église n'est pas un simple bâtiment ou une hiérarchie cléricale, mais plutôt un corps de croyants, vivant en tant que communauté, dans la même région, adorant ensemble et agissant à l'unisson. Dans l'histoire de la Palestine, le tissu socioreligieux de la communauté a été violé à plusieurs reprises en raison de la violence et de l'instabilité, conséquences de guerres répétées, de la discrimination, de l'occupation, du manque général de sécurité et de l'absence de soutien et de services gouvernementaux. Pendant la guerre de 1948, un grand nombre de centres palestiniens chrétiens parmi les plus dynamiques ont été soit détruits, soit gravement endommagés, forçant leurs habitants à rejoindre la Diaspora. Parmi ces villes, citons Jérusalem-Ouest, Acre, Haïfa, Tibériade, Safed, Nazareth, Jaffa, Lydda et Ramleh, ainsi que de nombreux villages abritant de grandes et importantes communautés chrétiennes partout dans le pays, et surtout en Galilée. Cette situation a gravement altéré le tissu social palestinien et a également signifié que l'Église s'est retrouvée, en très peu de temps, dépouillée de sa communauté de croyants et de militants. Tant de Chrétiens ont disparu, emportant avec eux leurs traditions qui avaient enrichi l'Église et la communauté.

En 1967, une nouvelle guerre désastreuse est venue s'ajouter aux souffrances de la population. Si les Palestiniens ont été moins nombreux à fuir leurs foyers, une occupation militaire sévère a été imposée et la vie dans les territoires occupés est tombée sous le coup d'innombrables lois et règles qui servaient, entre autres objectifs, à entraver le développement de la société.

La succession de guerres depuis 1948, le régime de discrimination et l'imposition de l'occupation militaire ont contraint une partie toujours plus importante de la société en Palestine, y compris les Chrétiens palestiniens, à dépendre de l'assistance. Les Églises et les fidèles chrétiens ont souvent été au premier rang de ceux qui tendent la main aux nécessiteux. En effet, les Églises et les

Chrétiens ont toujours joué et continuent de jouer un rôle central dans l'aide aux personnes dans le besoin, en accompagnant tout le monde, Chrétiens et non-Chrétiens, avec respect et dignité. Les Églises, travaillant main dans la main avec la communauté des croyants et les organisations internationales d'aide chrétienne, partagent les efforts pour atteindre les nécessiteux, en particulier ceux qui sont en marge, les membres les plus faibles de la société.

En Palestine aujourd'hui, l'Église et les Chrétiens fournissent une part largement disproportionnée des services dont a besoin l'ensemble de la population. Dans certaines régions, où les fondements politiques et socioéconomiques d'une communauté ont été détruits, l'Église, ses institutions, ses croyants et ses sympathisants se trouvent parfois seuls face à la tâche colossale de fournir des secours, un degré minimal de normalité et l'espoir de reconstruire. Malgré des ressources limitées, financières et autres, les institutions de l'Église ont assuré, au fil des décennies, un abri, de la nourriture, des soins de santé, une éducation, un emploi et d'autres formes d'aide sociale à de nombreuses personnes déplacées, pauvres ou porteuses de handicap dans la région. Ces efforts se poursuivent aujourd'hui alors que des catastrophes frappent les pays voisins au Moyen-Orient, en Syrie, en Irak et ailleurs. Bien qu'il incombe à l'État de répondre à de tels besoins, qui relèvent des droits de l'homme fondamentaux, en l'absence d'un État compétent, il appartient à l'Église et aux organisations qui lui sont liées de combler ce vide qui ne cesse de s'élargir.

La charité n'est pas seulement l'acte de donner, mais aussi celui d'organiser et de mobiliser la communauté afin d'autonomiser et d'accompagner les bénéficiaires. Cela permettra à ceux qui bénéficient de la charité de la pratiquer à leur tour. Une organisation adéquate de la communauté réduit le fardeau de l'Église, permettant à la fois un partage des responsabilités et un engagement de tous dans l'action pastorale.

L'Église en Palestine tente de travailler main dans la main avec la communauté des fidèles en entreprenant les démarches suivantes,

nécessaires pour relever efficacement le défi :

- Insuffler un sens de la charité dès le plus jeune âge. Si tous ne vont pas à la messe, la majorité des enfants fréquentent les écoles chrétiennes en Terre sainte. C'est là que commence la formation, notamment pendant les cours de religion. Un programme scolaire orienté et une approche bien étudiée sont un atout pour les enseignants et les élèves.
- Les clubs tels que les scouts constituent un autre groupe cible. Les actions caritatives font partie intégrante des activités régulières, comme les visites aux personnes isolées, à l'hôpital, dans les orphelinats ou autres institutions. Ces initiatives servent également de lieu de rencontre pour les jeunes adultes, qui peuvent ainsi interagir et socialiser, échanger des idées et partager leurs expériences.
- Les sermons à l'église servent à transmettre un message direct aux paroissiens, en mettant en évidence le poids de la charité comme dimension centrale de la foi chrétienne, en soulignant l'importance vitale de la participation active et de la contribution directe de la communauté.
- Les curés organisent des activités spécifiques et encouragent les paroissiens à participer à la mise en œuvre des initiatives lancées par l'Église et les institutions chrétiennes, dans l'espoir que la communauté s'engagera et adoptera ces initiatives, tout en développant des programmes propres.
- Chaque année pendant la période de l'Épiphanie, on rend visite aux Chrétiens pour la bénédiction des foyers. Les curés de paroisse ne se contentent pas de transmettre à chaque foyer le message de charité et d'amour de l'autre ; ils ont également l'occasion d'évaluer le statut socioéconomique de leurs fidèles, leur potentiel et leurs besoins.
- Les campagnes qui encouragent les Chrétiens à donner pendant des saisons comme Noël et le Carême font partie de la vie de l'Église. Les marginalisés, les pauvres, les isolés, les personnes

âgées et les personnes porteuses de handicap doivent être pris en compte tout au long de l'année.

- Les réseaux sociaux constituent un outil efficace et puissant pour sensibiliser la communauté aux mérites de la charité et encourager l'activisme social. Focaliser l'attention sur de telles initiatives, qu'il s'agisse d'exemples de générosité ou de bénévolat auprès des nécessiteux, encourage les autres à s'impliquer.
- Il existe un besoin constant de restructurer les organisations et sociétés caritatives existantes, en les renouvelant et en les dotant d'un énoncé de vision et de mission. Cette démarche permettra d'attirer la participation de la jeune génération, en insufflant de nouvelles idées aux programmes et projets anciens.

La charité ne se limite pas à l'acte d'aumône et il n'est pas nécessaire d'être riche pour y contribuer. Chacun a quelque chose à partager. Certains disposent d'argent ; d'autres de temps, d'énergie, de patience et d'une capacité d'écoute, tandis que d'autres encore peuvent mettre à disposition des talents spécifiques. Les Palestiniens chrétiens sont constamment mis au défi de partager avec les moins fortunés, non seulement au sein de la communauté chrétienne, mais aussi avec ceux qui n'en font pas partie. La foi ne peut se résumer à une visite hebdomadaire à l'église, car la foi chrétienne exige une profession d'amour du prochain qui trouve son expression dans le travail accompli avec les plus démunis. Si Jésus demandait aujourd'hui aux Palestiniens chrétiens : « *Qu'avez-vous fait pour le plus petit de mes frères et sœurs ?* », ils pourraient mentionner ce qui se fait aujourd'hui dans les camps de réfugiés palestiniens, dans les villages bédouins, parmi ceux dont la maison a été détruite, les terres confisquées, les proches tués ou emprisonnés. En Palestine aujourd'hui, les personnes qui pratiquent la charité ne sont pas toutes chrétiennes, mais tout vrai Chrétien pratique la charité.

## 12.

### Conclusion : l'avenir

#### Contexte général

Dans le contexte géopolitique actuel, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les souffrances et les persécutions des Chrétiens au Moyen-Orient. Certains proclament même que, très bientôt, il n'y restera plus aucun Chrétien. D'autres essaient plutôt de voir ce qu'il est possible de faire pour préserver et consolider leur présence. Les Chrétiens vivant en Israël-Palestine partagent cette tension et cette incertitude générales, mais ils doivent également faire face à des défis spécifiques, principalement en raison de l'absence de solution au conflit israélo-palestinien, l'une des principales sources d'instabilité dans la région.

L'avenir de la présence chrétienne en Israël-Palestine, et dans le Moyen-Orient au sens large, est indissociable de ce contexte, car les Chrétiens font partie intégrante des pays où ils sont enracinés et où ils vivent leur vie comme ils le font depuis deux millénaires. Ils n'y font qu'un avec les peuples qui partagent avec eux la même histoire et la même culture.

Compte tenu de l'instabilité générale qui résulte des nombreux changements rapides et radicaux survenus dans la région au cours des dernières années, il est impossible de prévoir ce que réserve l'avenir. Il en va de même pour la présence chrétienne. En réalité, il est moins important de prédire l'avenir que de réfléchir aux besoins primaires du présent et à ce qui devrait être fait pour assurer qu'un avenir chrétien sera effectivement possible.

#### Émigration

L'émigration des Chrétiens est peut-être la conséquence la plus concrète de la situation actuelle et est souvent citée comme la principale menace pour leur présence future. Elle soulève des

questions essentielles et doit donc être étudiée de manière systématique. Disposons-nous des chiffres exacts de ceux qui partent ? Quels secteurs de la société humaine et des communautés chrétiennes sont les plus touchés par ce phénomène ? Quelles en sont les raisons profondes ? Quelles sont les conséquences prévisibles ? Que peut-on et que doit-on faire pour freiner la tendance à l'émigration ?

Les causes de l'émigration des Chrétiens sont multiples, de nature politique, sociale et économique. L'occupation israélienne en Palestine, qui s'accompagne d'une absence de liberté politique, de violations des droits de l'homme fondamentaux et de nombreuses restrictions à la circulation des personnes et des biens à l'intérieur de la Palestine et au-delà des frontières, rend impossible un développement économique et social normal. En conséquence, de nombreux Palestiniens ont tendance à se tourner vers l'Occident pour y chercher un avenir meilleur, surtout pour leurs enfants. Les Chrétiens, en raison de leur petit nombre, sont parfois encore plus touchés par cette situation aberrante. Ils ont ainsi tendance à émigrer entre deux et trois fois plus que les Musulmans. En général, les familles chrétiennes sont également plus petites et les Musulmans reçoivent davantage de soutien de la part de la famille élargie, au-delà du noyau des parents et des enfants. Par conséquent, le danger est que le pourcentage de Chrétiens dans la population diminue au point de devenir insignifiants et dépourvus d'influence dans la société palestinienne.

Il est erroné de mettre en avant la persécution religieuse des Chrétiens par les Musulmans, comme le font certains porte-parole évangéliques israéliens ou fondamentalistes, qui s'en servent comme outil de propagande pour discréditer l'Autorité palestinienne et remettre en cause la coexistence traditionnelle entre Chrétiens et Musulmans.

Les communautés chrétiennes et leurs dirigeants encouragent diverses initiatives afin de freiner l'émigration, en assurant un enseignement de qualité, en lançant et en entretenant des projets de

logement et en créant des opportunités d'emploi. Toutefois, de telles réponses ne peuvent être que partielles et temporaires. La seule véritable solution au problème consiste à mettre fin à l'occupation israélienne de la Palestine et aux diverses mesures discriminatoires qui affectent la vie de ceux qui sont définis comme « non-juifs » en Israël.

### **Participation à la vie publique**

Évidemment, cette solution politique dépasse largement le contrôle et les capacités de la population chrétienne locale. Néanmoins, une présence chrétienne continue exige de collaborer avec leurs concitoyens pour construire ensemble leur société et leur avenir. Les Chrétiens doivent redécouvrir et approfondir leur appartenance à la société humaine dans laquelle ils sont appelés à vivre et renforcer leur engagement à participer activement dans les différents domaines de la vie publique, économique, culturelle et politique. Cela exige une planification attentive de la part des autorités civiles et religieuses. Il faut avant tout promouvoir des initiatives pour préparer une nouvelle génération de dirigeants. Des programmes spéciaux pourraient être mis en place à cette fin dans les écoles et les mouvements de jeunesse.

L'activité pastorale des Églises devrait également viser à aider les laïcs à découvrir que cette participation à la vie publique fait partie intégrante de leur qualité de Chrétiens ; c'est leur vocation spécifique au sein de l'Église et dans la société.

### **Construire une communauté unie qui tend la main**

La construction d'une communauté forte et unie est la condition de base de toute action concertée visant à promouvoir l'avenir de la présence chrétienne dans le pays. Une collaboration permanente entre les responsables de l'Église et les laïcs clés dans les paroisses et les institutions chrétiennes devrait permettre de surmonter les préjugés et les divisions historiques au sein des communautés et entre les différentes communautés et confessions. Les jeunes, dotés d'une plus

grande facilité pour se libérer des stéréotypes traditionnels et inventer de nouvelles façons d'aborder les vieux problèmes, sont appelés à jouer un rôle unique. Ils doivent pouvoir compter sur l'expérience et les encouragements de leurs aînés. Puisque les Chrétiens ne peuvent pas vivre isolés, la communauté forte que nous sommes appelés à construire ensemble doit tendre la main à tous, indépendamment de leur statut social et de leurs convictions religieuses.

### **Relations interreligieuses**

La participation à la vie publique exige également une réflexion et une préparation au dialogue et à la collaboration interreligieuse. Cela doit concerner en premier lieu les Musulmans, mais aussi les Juifs. Dans ce domaine, les Chrétiens promeuvent effectivement la vision d'une société pluraliste, fondée sur le principe d'une citoyenneté égale pour tous, sans distinctions fondées sur la religion ou l'appartenance communautaire, en insistant sur l'égalité des droits et des devoirs pour tous.

### **Facteurs externes**

La situation géopolitique actuelle est également due, dans une large mesure, aux nombreuses interventions politiques, économiques et militaires des puissances occidentales au Moyen-Orient. Les populations locales, ainsi que des pays entiers, ont souvent l'impression que toutes les décisions concernant leur présent et leur avenir sont prises en Occident, sans les consulter et sans tenir compte de leurs besoins et souhaits. Ils cherchent à faire entendre leur voix, et ces tentatives dégénèrent parfois en réactions violentes et en agressions anti-occidentales. On ne peut justifier ces actes de violence, mais il faut essayer de comprendre le message qu'ils cherchent à communiquer au reste du monde, en discernant les types d'injustice et de frustration qui les ont déclenchés. Par conséquent, il ne suffit pas de répondre aux actes de violence extrémistes par la force des armes ; il faut aussi prendre les mesures nécessaires pour réparer les injustices à leur origine.

Le conflit tenace entre Israël et la Palestine est aussi, dans une large mesure, la conséquence de diverses interventions étrangères. Dès lors, la communauté internationale doit assumer sa responsabilité et coopérer efficacement à la recherche d'une solution. En outre, le rapport de force entre Israéliens et Palestiniens est si déséquilibré que les deux parties ne peuvent, par elles-mêmes, parvenir à une solution juste. La communauté internationale doit accompagner en permanence tous les efforts pour parvenir à un accord et mettre en œuvre une éventuelle entente.

### **Relations internationales**

Les Chrétiens d'Israël-Palestine peuvent-ils contribuer à une telle solution, enjeu vital pour l'avenir de leur présence dans leur patrie ? Ils mettent à profit les relations internationales dont ils disposent pour diffuser leur message : l'urgence d'une paix juste et durable, ainsi que la responsabilité de la communauté internationale.

Les Chrétiens de Terre sainte ont le droit de compter sur le soutien de leurs frères et sœurs en Christ dans le monde entier. Cependant, il leur appartient de rappeler que, étant chrétiens, leur vie présente et leur avenir sont inséparables de la société humaine plus large dans laquelle ils vivent, et que toute aide doit prendre en considération leur environnement dans sa totalité. Toute tentative, consciente ou non, qui isole la communauté chrétienne de ses voisins et compatriotes fait plus de mal que de bien.

### **Un appel à l'engagement personnel**

L'avenir des Chrétiens en Israël-Palestine dépend de nombreux facteurs extérieurs qui dépassent largement leurs capacités et leur contrôle, mais leur avenir est aussi, dans une large mesure, entre leurs mains. C'est une question d'engagement, de foi et d'espérance. En tant que disciples du Christ, ils sont appelés à être des témoins vivants du message d'égalité, de liberté, de fraternité universelle, de réconciliation et d'amour pour tous, et ce témoignage demande à être traduit en actions concrètes de service, de solidarité et de

collaboration constructive, au-delà de toutes les barrières de religion, de langue, de nationalité et de culture.

## **PARTIE II**

### **Déclarations de la Commission Justice et Paix**



## Index

1.	Le conflit actuel en Terre sainte.....	75
2.	Les Palestiniens chrétiens sont Arabes.....	81
3.	Les Chrétiens sont-ils persécutés au Moyen-Orient ?.....	83
4.	Appel en faveur d'un changement courageux.....	86
5.	Tentatives de mobiliser les Chrétiens dans l'armée israélien	91
6.	Une tentative de diviser les Palestiniens chrétiens.....	97
7.	Élections en Israël : Électeurs, assumez vos responsabilités, votez.....	99
8.	Message de Noël – 2015.....	100
9.	Une nouvelle vision.....	103
10.	Au-delà de l'occupation et de l'affrontement : Vers une compréhension mutuelle.....	105
11.	Grève de la faim en prison.....	108
12.	La question de la normalisation.....	109
13.	Termes et définitions.....	113
14.	À propos de la démolition de Khan al-Ahmar.....	117
15.	À propos de la Loi sur l'État-nation, adoptée à la Knesset israélienne .....	119
16.	La justice et la paix s'embrassent.....	122
17.	Restitution des biens aux propriétaires d'origine.....	125
	Annexe : Statuts de la Commission Justice et Paix.....	127

# 1.

## **Le conflit actuel en Terre sainte**

### **La position de l'Église**

(1<sup>er</sup> septembre 2016)

*Ce texte, commandité par la hiérarchie catholique, a été préparé par des membres de la Commission Justice et Paix comme un exposé de position sur la situation en Terre sainte. Il sert ici d'introduction aux autres déclarations officielles de la Commission Justice et Paix entre 2014 et 2018.*

1. La Terre sainte abrite aujourd'hui deux peuples, israélien et palestinien, et trois religions, le judaïsme, le christianisme et l'islam. Nous croyons que cette diversité est voulue par Dieu et doit être reçue comme un don. Saint Jean Paul II a décrit cette terre et s'est focalisé en particulier sur la ville sainte de Jérusalem :

*« C'est la terre que nous appelons sainte pour avoir été la patrie terrestre du Christ, qui l'a parcourue "prêchant la bonne nouvelle du Royaume et guérissant toute maladie et toute infirmité" (Mt, IV, 23). (...) Avant même d'être la ville de Jésus, le Rédempteur, (Jérusalem) a été le lieu historique de la révélation biblique de Dieu, le point où, plus qu'en tout autre lieu, se noue le dialogue entre Dieu et les hommes, comme le point de rencontre entre la terre et le ciel. Vers elle, les Chrétiens regardent avec une religieuse et jalouse affection, parce que c'est là que tant de fois a résonné la parole du Christ, là que se sont déroulés les grands événements de la Rédemption, c'est-à-dire la passion, la mort et la résurrection du Seigneur. À Jérusalem est née la première communauté chrétienne et là s'est maintenue au fil des siècles, malgré les difficultés, une présence*

*ecclésiale continue.*

*Pour les Juifs, c'est l'objet d'un vif amour et d'une mémoire perpétuelle, riche de nombreux souvenirs et impressions, depuis l'époque de David, qui l'érigea en capitale, et de Salomon, qui y édifia le Temple. Depuis lors, ils regardent vers elle, pour ainsi dire, tous les jours et la considèrent comme le symbole de leur nation. Les Musulmans aussi appellent Jérusalem « La Sainte », avec un profond attachement qui remonte aux origines de l'islam, et qui est motivé par des lieux privilégiés de pèlerinage et par une présence plus que millénaire et presque ininterrompue.*

*Outre ces témoignages rares et éminents, Jérusalem accueille des communautés vivantes de croyants dont la présence est gage et source d'espérance pour les gens de toutes les parties du monde qui regardent la Ville sainte comme leur propre patrimoine spirituel et un signe de paix et d'harmonie ».* (Pape Jean Paul II, *Redemptionis Anno* Lettre apostolique, 20 avril 1984)

**2.** La Terre sainte est devenue une terre de conflit. Ce conflit dresse deux peuples l'un contre l'autre. Avec la création en 1948 de l'État d'Israël sur 78 % du territoire de la Palestine historique, un peuple, les Juifs israéliens, a acquis l'indépendance et la reconnaissance internationale. Depuis lors, l'autre peuple, les Arabes palestiniens, est resté apatride, sous occupation et en exil. Le conflit s'est aggravé en 1967, lorsque l'État d'Israël a occupé les 22 % restants de la Palestine historique et a imposé dans ces régions un régime militaire.

Alors que les Israéliens juifs jouissent d'une autonomie totale et d'une légitimité internationale dans le cadre d'un État national, les Arabes palestiniens ne bénéficient pas d'une égalité totale et souffrent de discriminations en Israël, vivent sous occupation dans les zones occupées par l'armée israélienne en 1967 ou ont rejoint une Diaspora éloignée composée de réfugiés, dont beaucoup rêvent du jour où ils pourront rentrer chez eux.

3. L'Église croit qu'une solution est possible. Il n'appartient cependant pas à l'Église de déterminer les détails concrets de cette entente. L'Église maintient que toute solution légitime doit garantir :

- la justice pour toutes les personnes en Terre sainte aujourd'hui,
- l'égalité pour tous les citoyens,
- la liberté pour tous les individus, y compris une totale liberté religieuse,
- le respect mutuel qui garantit que tous trouvent leur place au sein de la société,
- le respect du droit international.

L'Église croit que, de même qu'il fut un temps, avant le conflit, où les peuples de Terre sainte, Juifs et Arabes, Musulmans, Juifs et Chrétiens, vivaient côte à côte comme des voisins, cela reste possible aujourd'hui. L'Église croit également qu'un jour viendra, plus tôt que tard, où la justice et la paix seront réalisées et où le conflit prendra fin. Cette Terre n'est pas condamnée au conflit et l'Église prie sans cesse et travaille sans relâche pour promouvoir un discours et une réalité de justice et de paix, et une vision qui ouvre de nouvelles possibilités à l'horizon.

En outre, l'Église ne croit pas que le conflit soit d'ordre religieux. Il s'agit plutôt d'un conflit entre deux mouvements nationaux, celui des Israéliens juifs et celui des Arabes palestiniens. Malheureusement, la religion, ses textes et ses symboles, sont manipulés par les dirigeants politiques pour entretenir le conflit en absolutisant et en radicalisant les revendications de chaque partie. Malheureusement, certaines interprétations de la Bible, tant juives que chrétiennes, alimentent le conflit au lieu de promouvoir la justice et la paix.

4. Jérusalem, cœur de la Terre sainte, et aussi le cœur du conflit. C'est la ville rendue sainte dans le dessein de salut de Dieu pour tous. Elle doit cependant être reconnue comme sainte pour les trois religions, le judaïsme, le christianisme et l'islam. C'est le patrimoine des fidèles des trois religions et le centre social, politique et culturel vibrant des deux peuples, les Israéliens juifs et les Arabes palestiniens. Selon le droit international, Jérusalem-Est fait partie des territoires occupés par Israël lors de la guerre de 1967. Quelle que soit la résolution adoptée pour mettre fin au conflit, la liberté totale d'accès à Jérusalem pour les fidèles des trois religions et la souveraineté des deux peuples à Jérusalem doivent être respectées.

5. Les lieux saints de tous les fidèles en Terre sainte doivent être protégés. Le statu quo existant, développé au cours des siècles, doit être respecté. Les fidèles doivent pouvoir visiter leurs sanctuaires, les administrer et les développer au profit de l'ensemble de la communauté croyante.

6. Les Chrétiens sont enracinés dans le peuple auquel ils appartiennent. Loin d'être enfermés dans quelque lieu intermédiaire, ils trouvent leurs origines dans la langue, l'histoire, la culture et la société de leur peuple. En effet, la grande majorité des Chrétiens de Terre sainte sont des Arabes palestiniens. Depuis 1948, un nombre croissant de Chrétiens s'intègrent dans la société juive israélienne.

Les Chrétiens ne sont donc pas un pont entre les deux parties du conflit, mais plutôt un levain au sein de la société à laquelle ils appartiennent, cultivant une vision de la vie conforme à l'Évangile. Ils ne sont pas appelés à s'isoler de leurs compatriotes, mais plutôt encouragés à jouer un rôle actif dans la société, en promouvant une vision de la personne humaine et de la société fondée sur les valeurs de l'Évangile.

Les Chrétiens ne recherchent pas une protection spéciale en tant que minorité, mais plutôt l'égalité et la liberté en tant que membres à part entière de la société. La meilleure façon de protéger les Chrétiens

et d'assurer leur avenir est de déployer tous les efforts possibles pour mettre fin au conflit, promouvoir la justice et l'égalité et œuvrer à la prospérité de la société dans son ensemble.

Les Chrétiens de Terre sainte expriment leur vocation particulière à travers leurs nombreuses institutions – écoles, universités, hôpitaux, maisons pour personnes âgées et porteuses de handicap, etc. – ouvertes à tous. Il s'agit d'une manière chrétienne particulière de construire le Royaume des Cieux ici et maintenant.

7. Les Chrétiens de Terre sainte sont un peuple de dialogue, tant par leur identité que par leur mission. Le Plan pastoral général 2000 des Églises Catholiques en Terre sainte enseigne : « *En notre Terre sainte, ce dialogue inclut les membres des trois religions (islam, christianisme et judaïsme) ainsi que les membres d'autres confessions (Druzes, Samaritains, Bahaiïs, etc.). Nous espérons que notre Terre sainte pourra devenir un lieu unique et distinctif de rassemblement et d'amour entre les religions, au service de nos sociétés et au service universel de l'humanité. Chacun s'attend à ce que ce coin du monde soit une source d'inspiration en raison de sa grandeur spirituelle et sociale, malgré tous les obstacles qui s'opposent à ce dialogue* » (« Relations avec les croyants d'autres religions », chapitre 13 du Plan pastoral général, Assemblée des Ordinaires catholiques de Terre sainte (Jérusalem 2001).

Le dialogue entre les différentes communautés chrétiennes vise à promouvoir l'unité de l'Église et à poursuivre sa mission de témoignage de la justice, de la paix, de l'égalité et de la liberté. L'Église cherche continuellement le dialogue avec les Musulmans et les Juifs aussi, bien que chaque interaction s'inscrive dans un contexte spécifique, et se conduise de manière différente avec un agenda distinct afin de promouvoir une meilleure compréhension, un respect mutuel et une mission partagée au sein de la société.

8. L'Église vit de la Parole de Dieu et se nourrit constamment de la prière, de la lecture et de la méditation des Écritures saintes.

Cependant, l'Église se refuse à extraire des citations des Écritures pour légitimer ou justifier des idéologies ou des options politiques particulières. Comme l'a répété le Saint-Siège : « L'existence de l'État d'Israël et ses options politiques doivent être situées dans une optique qui n'est pas elle-même religieuse, mais qui se réfère aux principes communs du droit international » (Notes pour une présentation correcte des Juifs et du judaïsme dans la prédication et la catéchèse de l'Église catholique (Commission pour les relations religieuses avec les Juifs, 1985).

9. En conclusion, l'Église s'engage à prier, à agir et à plaider sans relâche pour la justice et la paix en Terre sainte. L'Église est appelée à être une voix prophétique pointant vers un horizon qui promet la vie en plénitude pour tous, Israéliens juifs et Arabes palestiniens, Juifs, Musulmans et Chrétiens. L'Église doit former l'ensemble de la communauté chrétienne, évêques, prêtres, religieux et laïcs, en suivant attentivement les développements à tous les niveaux, y compris politiques, afin de pouvoir s'exprimer en faveur de la justice et de l'égalité. L'Église est appelée à être un levain au sein de la société qui, comme la voix dans le désert, ouvre le chemin à la venue du Seigneur. Le pape François, lors de l'invocation pour la paix, qui s'est tenue au Vatican le 8 juin 2014, nous a rappelé : « *Nous avons entendu un appel, et nous devons répondre : l'appel à rompre la spirale de la haine et de la violence, à la rompre avec une seule parole : "frère". Mais pour prononcer cette parole, nous devons tous lever le regard vers le Ciel, et nous reconnaître enfants d'un seul Père.*

## 2.

### **Les Palestiniens chrétiens sont Arabes**

19 mars 2014

Les décideurs politiques israéliens insistent de plus en plus sur le fait que les Palestiniens chrétiens ne sont pas des Arabes et ne font pas partie du peuple palestinien. Cela s'est exprimé dans la campagne visant à enrôler les Palestiniens chrétiens dans l'armée israélienne et, plus récemment, dans une loi proposée par le membre de la Knesset Yariv Levin, qui introduit une distinction entre les Palestiniens chrétiens et musulmans et déclare que les Palestiniens chrétiens sont des Chrétiens et non des Palestiniens.

Nous, responsables de l'Église catholique en Israël, tenons à préciser qu'il n'appartient pas aux autorités civiles israéliennes, ni par droit ni par devoir, de nous dire qui nous sommes. En effet, la plupart de nos fidèles en Israël sont des Arabes palestiniens. Évidemment, ils sont aussi chrétiens. Ils sont également citoyens de l'État d'Israël. Nous ne voyons aucune contradiction dans cette définition de notre identité : Arabes palestiniens chrétiens citoyens de l'État d'Israël.

Nous nous adressons à tous les Palestiniens chrétiens, qu'ils soient en Israël, en Palestine ou ailleurs dans le monde. Tous, où qu'ils soient, sont Palestiniens, et Chrétiens, et citoyens.

En effet, il y a en Israël une petite minorité marginale de confession chrétienne qui soutient cette campagne de redéfinition de notre identité. Ses motivations – intérêt personnel, peur, rêve d'une égalité totale – nous sont inconnues. Cependant, nous devons souligner que cette petite communauté ne peut prétendre parler au nom des Palestiniens chrétiens d'Israël.

Les habitants de cette terre, Juifs, Chrétiens, Musulmans et

Druzes, y vivent depuis des siècles et ont connu des gouvernements successifs. Les Chrétiens, les Musulmans et les Druzes (ainsi que certains juifs qui ont toujours vécu sur cette terre) insistent sur le fait que leur identité commune, qui s'est développée au fil des siècles, est palestinienne.

Cette campagne a clairement pour objectif de diviser les Chrétiens de leurs compatriotes musulmans. Cependant, elle est tout aussi dangereuse en ce qu'elle exacerbera les divisions qui existent entre Chrétiens.

Si la Knesset cherche effectivement le bien des citoyens d'Israël, elle devrait s'efforcer d'adopter des lois qui mettent fin à la discrimination, que ce soit à l'encontre des Juifs ou des Arabes, des Chrétiens, des Musulmans ou des Druzes. En bâtissant une société qui unit tous les citoyens dans l'égalité et qui aspire à la justice et à la paix, on démolirait le socle de toutes craintes et permettrait aux Israéliens et aux Palestiniens, aux Chrétiens, aux Musulmans et aux Druzes, de vivre ensemble dans le respect mutuel et la dignité, travaillant ensemble pour construire un avenir meilleur.

### 3.

## **Les Chrétiens sont-ils persécutés au Moyen-Orient ?**

2 avril 2014

Persécution ! Ce mot est sur toutes les lèvres dans de nombreuses régions du monde occidental. On dit que les Chrétiens sont persécutés au Moyen-Orient aujourd'hui ! Mais que se passe-t-il réellement ? Comment devons-nous parler en toute vérité et intégrité, en tant que Chrétiens et en tant qu'Église, de la souffrance et de la violence qui sévissent dans la région ?

Il ne fait aucun doute que les récents bouleversements au Moyen-Orient, initialement appelés le Printemps arabe, ont ouvert la voie à des groupes et des forces extrémistes qui, au nom d'une interprétation politique de l'islam, font des ravages dans de nombreux pays, notamment en Irak, en Égypte et en Syrie. Il ne fait aucun doute que nombre de ces extrémistes considèrent les Chrétiens comme des infidèles, des ennemis, des agents de puissances étrangères hostiles ou simplement comme une cible facile à extorquer.

Cependant, au nom de la vérité, nous devons souligner que les Chrétiens ne sont pas les seules victimes de cette violence et de cette sauvagerie. Les Musulmans non pratiquants, tous ceux qui sont définis comme « hérétiques », « schismatiques » ou simplement « non-conformistes » sont attaqués et assassinés dans le chaos ambiant. Dans les régions où les extrémistes sunnites dominent, les chiites sont massacrés. Dans les régions où les extrémistes chiites dominent, les sunnites sont tués. Oui, les Chrétiens sont parfois ciblés précisément en raison de leur religion, de croyances qui diffèrent du culte dominant et qui ne sont pas protégées. Cependant, ils s'inscrivent, en tant que victimes, parmi beaucoup d'autres qui souffrent et tombent en ces temps de mort et de destruction. Ils sont chassés de leur domicile comme beaucoup d'autres, qui deviennent

tous réfugiés subsistant dans un dénuement total.

La genèse de ces soulèvements est à chercher dans le rêve, répandu parmi les peuples du Moyen-Orient, d'une nouvelle ère de dignité, de démocratie, de liberté et de justice sociale. Les régimes dictatoriaux, qui avaient garanti « l'ordre public », au prix terrible de la répression militaire et policière, tombèrent. Avec eux s'effondra l'ordre qu'ils avaient imposé. Les Chrétiens avaient vécu en relative sécurité sous ces régimes dictatoriaux. Ils craignaient que, si cette autorité forte venait à disparaître, le chaos et les groupes extrémistes ne prennent le dessus, s'emparant du pouvoir et entraînant violence et persécution. Par conséquent, certains Chrétiens avaient tendance à défendre ces régimes. Certes, la loyauté envers leur foi et le souci du bien de leur pays auraient peut-être dû les amener au contraire à s'exprimer beaucoup plus tôt, à dire la vérité et à appeler de leurs vœux les réformes nécessaires en vue de davantage de justice et de respect des droits de l'homme, aux côtés des nombreux Chrétiens et Musulmans courageux qui ont fait entendre leur voix.

Nous comprenons parfaitement les craintes et les souffrances de nos frères et sœurs en Christ, lorsque la violence leur arrache leur proches et les chasse de leur domicile. Ils sont en droit de compter sur notre solidarité et nos prières. Dans certaines circonstances, leur seule consolation et leur seul espoir se trouvent dans les paroles de Jésus : « Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice, car le royaume des cieux est à eux » (Mt 5, 10). Cependant, la répétition du mot « persécution » dans certains milieux (qui ne fait généralement référence qu'à ce que les Chrétiens subissent de la part de criminels se prétendant musulmans) fait le jeu des extrémistes, dans leur pays et à l'étranger, dont le but est de semer l'intolérance et la haine en dressant les peuples et les religions les uns contre les autres.

Les Chrétiens et les Musulmans doivent faire front ensemble contre les nouvelles forces d'extrémisme et de destruction. Tous les Chrétiens et de nombreux Musulmans sont menacés par ces forces qui cherchent à créer une société où le christianisme serait absent et où seuls quelques Musulmans seraient chez eux. Tous ceux qui

recherchent la dignité, la démocratie, la liberté et la prospérité sont attaqués. Nous devons rester unis et faire entendre notre voix dans la vérité et la liberté.

Tous, Chrétiens comme Musulmans, nous devons également être conscients que le monde extérieur ne fera rien pour nous protéger si ce n'est des gesticulations viriles et illusoire. Les pouvoirs politiques internationaux et locaux poursuivent leurs propres intérêts. Nous sommes les seuls à pouvoir construire ensemble un avenir commun. Nous devons nous adapter à nos réalités, même celles de la mort, et apprendre ensemble comment sortir de la persécution et de la destruction pour mener une nouvelle vie digne dans nos propres pays.

Ensemble, nous devons rechercher tous ceux qui rêvent comme nous d'une société dans laquelle Musulmans, Chrétiens et Juifs sont des citoyens égaux, vivant côte à côte, construisant ensemble une société dans laquelle les nouvelles générations peuvent vivre et prospérer.

Enfin, nous prions pour tous, pour ceux qui joignent leurs efforts aux nôtres, et pour ceux qui à présent nous font souffrir ou même nous tuent. Nous prions pour que Dieu leur permette de voir la bonté qu'il a insufflée dans le cœur de chacun. Que Dieu transforme chaque être humain du plus profond de son cœur, en lui permettant d'aimer chaque être humain comme Dieu le fait, Lui qui est le Créateur de tout et qui aime tous ses enfants. Notre seule protection se trouve dans le Seigneur et, comme Lui, nous offrons nos vies pour ceux qui nous persécutent ainsi que pour ceux qui, avec nous, défendent l'amour, la vérité et la dignité.

## 4.

### Appel en faveur d'un changement courageux

8 juillet 2014

*« On entend des cris à Rama, Des lamentations, des larmes amères ; Rachel pleure ses enfants ; Elle refuse d'être consolée sur ses enfants, Car ils ne sont plus »*  
(Jérémie 31, 15).

#### Une réalité de violence et de deuil

Israël et la Palestine résonnent des cris des mères et des pères, des frères et des sœurs, des proches des jeunes victimes du dernier cycle de violence qui sévit sur cette terre. Certains de ces visages sont bien connus parce que les médias ont couvert leur vie en détail, interrogeant leurs parents, les faisant vivre dans notre imagination, tandis que d'autres – hélas beaucoup plus nombreux – ne sont que des statistiques, sans nom et sans visage. La couverture sélective, le deuil et la mémoire font eux-mêmes partie du cycle de la violence.

Nous présentons nos sincères condoléances à tous ceux qui sont en deuil, Israéliens comme Palestiniens. Nous devons continuer à prier pour que ceux qui sont tombés récemment soient les derniers à mourir de mort violente dans cette escalade de haine et de vengeance.

#### Une langue qui engendre la violence

*« La langue est un petit membre, et elle se vante de grandes choses. Voici, comme un petit feu peut embraser une grande forêt ! La langue aussi est un feu ; c'est le monde de l'iniquité. La langue est placée parmi nos membres, souillant tout le corps, et enflammant le cours de la vie, étant elle-même enflammée par la géhenne. (...) Par elle nous bénissons le Seigneur notre Père, et par elle nous maudissons les hommes faits à l'image de Dieu (Jacques 3, 5-6, 9).*

Notre espoir de mettre fin au cycle de la violence est anéanti par le langage irresponsable de châtement collective et de vengeance, qui engendre la violence en étouffant l'émergence de toute alternative. De nombreuses personnes occupant des positions de pouvoir et de responsabilité politique restent retranchées, non seulement en refusant d'engager un processus de dialogue réel et significatif, mais aussi en jetant de l'huile sur le feu par des paroles et des actes qui alimentent le conflit.

Le langage violent de la rue en Israël, qui appelle à la vengeance, est alimenté par les attitudes et les expressions de dirigeants qui continuent à encourager un discours discriminatoire promouvant d'un côté les droits exclusifs d'un groupe, et de l'autre l'occupation avec toutes ses conséquences désastreuses. Des colonies sont construites, des terres sont confisquées, des familles sont séparées, des proches sont arrêtés et même assassinés. Ceux qui dirigent l'occupation semblent croire que celle-ci peut triompher en écrasant la volonté de liberté et de dignité du peuple. Ils semblent croire que leur détermination finira par faire taire l'opposition et transformer le mal en bien.

Le langage violent de la rue palestinienne qui appelle à la vengeance est alimenté par les attitudes et les expressions de ceux qui ont perdu tout espoir de parvenir à une solution juste du conflit par la négociation. Ceux qui cherchent à construire une société totalitaire et monolithique, dans laquelle il n'y a aucune place pour la différence ou la diversité, gagnent le soutien populaire en exploitant cette situation de désespoir. A ceux-là aussi, nous disons : La violence comme réponse à la violence n'engendre que plus de violence.

### **Sortir du cycle de la violence**

Lors de l'invocation pour la paix en Israël et en Palestine, qui s'est tenue au Saint-Siège le 8 juin 2014, le pape François a déclaré : *« Pour faire la paix, il faut du courage, bien plus que pour faire la guerre. Il faut du courage pour dire oui à la rencontre et non à l'affrontement ; oui au dialogue et non à la violence ; oui à la négociation et non aux hostilités ; oui au respect des accords et non*

*aux provocations ; oui à la sincérité et non à la duplicité. Pour tout cela, il faut du courage, une grande force d'âme ».*

Nous devons reconnaître que l'enlèvement et le meurtre de sang-froid des trois jeunes Israéliens et le meurtre brutal par vengeance du jeune Palestinien sont le fruit de l'injustice et de la haine que l'occupation entretient dans le cœur de ceux qui sont enclins à de tels actes. Ces morts ne sont en aucun cas justifiables et nous pleurons avec ceux qui pleurent le gaspillage de ces jeunes vies. Utiliser la mort de ces trois Israéliens pour infliger une punition collective au peuple palestinien dans son ensemble et à son désir légitime de liberté est une exploitation tragique de la tragédie et encourage davantage de violence et de haine.

Dans le même temps, nous devons reconnaître que la résistance à l'occupation ne peut être assimilée au terrorisme. La résistance à l'occupation est un droit légitime, le terrorisme fait partie du problème. Nous disons à tous, encore une fois : La violence comme réponse à la violence n'engendre que plus de violence.

La situation actuelle à Gaza est une illustration du cycle sans fin de la violence en l'absence d'une vision pour un avenir meilleur. Sortir du cycle de la violence est le devoir de tous, oppresseurs et opprimés, victimes et bourreaux. Pour s'engager dans cette voie, tous doivent reconnaître en l'autre un frère ou une sœur à aimer et à chérir plutôt qu'un ennemi à haïr et à détruire.

### **Nécessité d'un changement radical**

Nous avons besoin d'un changement radical. Les Israéliens et les Palestiniens doivent se débarrasser ensemble des attitudes négatives de méfiance et de haine mutuelles. Nous sommes appelés à éduquer la jeune génération dans un nouvel esprit qui défie les mentalités existantes d'oppression et de discrimination. Nous devons nous défaire de tout leadership qui alimente le cycle de la violence. Nous devons trouver et soutenir des dirigeants qui soient déterminés à œuvrer pour la justice et la paix, en reconnaissant que Dieu a planté ici trois religions : le judaïsme, le christianisme et l'islam, et deux

peuples : Palestiniens et Israéliens. Nous devons trouver des dirigeants qui soient suffisamment clairvoyants et courageux pour répondre à l'urgence de la situation actuelle et prendre les décisions difficiles qui s'imposent, des dirigeants qui, si nécessaire, soient prêts à sacrifier leur carrière politique au nom d'une paix juste et durable. Ces dirigeants ont vocation à être des guérisseurs, des artisans de la paix, des chercheurs de justice et des visionnaires d'alternatives au cycle de la violence.

Nous nous souvenons de la récente visite du pape François dans notre région et de son appel incessant à la justice et à la paix. Lors de sa rencontre avec les dirigeants palestiniens, il a déclaré : « *En manifestant ma proximité à tous ceux qui souffrent le plus des conséquences de ce conflit, je voudrais dire du plus profond de mon cœur qu'il est temps de mettre fin à cette situation, qui devient toujours plus inacceptable, et ce pour le bien de tous. Que redoublent donc les efforts et les initiatives destinés à créer les conditions d'une paix stable, basée sur la justice, sur la reconnaissance des droits de chacun et sur la sécurité réciproque. Le moment est arrivé pour tous d'avoir le courage de la générosité et de la créativité au service du bien* » (25 mai 2014). De même, lors de sa réunion avec les dirigeants israéliens, il a déclaré : « *Je renouvelle le souhait que soient évités de la part de tous des initiatives et des actes qui contredisent la volonté déclarée de parvenir à un véritable accord et qu'on ne se lasse pas de poursuivre la paix avec détermination et cohérence. Il faut repousser avec fermeté tout ce qui s'oppose à la recherche de la paix et d'une cohabitation respectueuse entre Juifs, Chrétiens et Musulmans* » (26 mai 2014).

### **Rôle des leaders religieux**

Notre rôle, en tant que leaders religieux, est de parler un langage prophétique qui révèle les alternatives au-delà du cycle de la haine et de la violence. Ce langage refuse d'attribuer le statut d'ennemi à tout enfant de Dieu ; c'est un langage qui ouvre la possibilité de voir chacun comme un frère ou une sœur. Le pape François, lors de

*l'invocation pour la paix, a clamé : « Nous avons entendu un appel, et nous devons répondre : l'appel à rompre la spirale de la haine et de la violence, à la rompre avec une seule parole : "frère". Mais pour prononcer cette parole, nous devons tous lever le regard vers le Ciel, et nous reconnaître enfants d'un seul Père.*

Les responsables religieux sont invités à utiliser le langage de manière responsable afin qu'il devienne un outil permettant de transformer le monde d'un désert de ténèbres et de mort en un jardin de vie florissant.

*« Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, car ils  
seront rassasiés !*

*Heureux les miséricordieux, car ils obtiendront  
miséricorde ! Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils  
verront Dieu!*

*Heureux ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés  
fils de Dieu! »*

*(Matthieu 5, 6-9).*

## 5. Tentatives de mobiliser les ChrétienS dans l'armée israélien

### Le cas des Arabes chrétiens citoyens d'Israël

14 juillet 2014

#### – Introduction

Selon la loi israélienne, tous les résidents permanents d'Israël, hommes comme femmes, peuvent être appelés à servir dans l'armée israélienne.<sup>3</sup> En réalité, deux populations n'étaient pas mobilisées après 1948 : les Juifs ultra-orthodoxes et les Arabes. Les Juifs ultra-orthodoxes n'étaient pas mobilisés en raison des accords conclus entre les dirigeants rabbiniques de la communauté, qui s'opposaient à ce que leurs jeunes soient appelés sous les drapeaux de crainte qu'ils n'y soient exposés à la société moderne et non religieuse, au lieu de mener une vie d'étude de la Torah. En pratique, les jeunes hommes inscrits à l'étude de la Torah étaient dispensés du service militaire. Cette situation a été formalisée en 2002 par dans la loi Tal. Les Arabes n'étaient pas appelés sous les drapeaux car ils étaient perçus comme proches de « l'ennemi » et peu susceptibles d'être loyaux à Israël.

Les récentes réflexions autour du recrutement des ultra-orthodoxes et des Arabes sont le résultat du jugement, rendu en 2012, selon lequel la loi Tal n'est pas conforme aux lois fondamentales, et du mouvement populaire qui s'en est suivi parmi les citoyens israéliens pour revendiquer le service militaire pour tous.

En 1956, les autorités israéliennes ont conclu un accord avec les

---

<sup>3</sup> Y compris les résidents arabes de Jérusalem. Ces derniers mois ont vu une recrudescence des tentatives de conscription de certains ChrétienS de Jérusalem. Nous ne traitons ici que des citoyens arabes d'Israël.

autorités religieuses druzes selon lequel les jeunes Druzes non religieux (les *juhhal* étant les « non-initiés » qui ignorent l'enseignement religieux) seraient enrôlés dans l'armée, tandis que les jeunes religieux (les *uqqal* étant les personnes initiées à l'enseignement religieux) en seraient exemptés, en vertu d'un accord semblable à celui conclu avec la communauté ultra-orthodoxe. En contrepartie, les autorités israéliennes ont reconnu la direction religieuse druze comme totalement indépendante de la direction musulmane et ont institué un système de tribunaux religieux distinct. Les Musulmans circassiens sont soumis à la conscription depuis 1958. Diverses tribus bédouines de Galilée et du Néguev ont également accepté la mobilisation de leurs jeunes hommes, bien qu'il n'existe pas de conscription générale des Bédouins.

Dès les années 1950, certains responsables israéliens ont encouragé la mobilisation de tous les Arabes. D'autres ont porté leur attention sur les seuls Arabes chrétiens. Les jeunes Chrétiens de Jish (un village à forte population maronite) ont effectivement reçu des ordres de mobilisation. Ces derniers n'ont pas été suivis d'effet, probablement parce que les Arabes chrétiens, qui faisaient partie de la population arabe générale et bénéficiaient d'un niveau d'instruction élevé, étaient toujours perçus comme une menace pour la sécurité.

### **– Pourquoi Israël cherche-t-il à mobiliser les Chrétiens aujourd'hui ?**

Israël n'a pas besoin de plus de soldats à l'ère de la guerre technologique, mais l'armée (Tsahal) est réputée pour favoriser la cohésion sociale – un creuset très important dans la réalité israélienne de la diversité. Tsahal considéré comme un lieu clé de formation de la conscience « nationale (israélo-sioniste) » et de participation au projet de construction de la nation tel que conçu par les autorités, c'est-à-dire la promotion d'Israël en tant qu'État national juif. Le service militaire est considéré comme un outil pour promouvoir l'israélisation de la minorité arabe. L'identification à Israël plutôt qu'à la société arabe palestinienne est clairement un objectif

important.

La mobilisation des minorités est sans aucun doute également motivée par la volonté de « diviser et régner » sur la minorité arabe. En sélectionnant certains segments de la population, les autorités parviennent à diviser la société. C'est clairement le cas avec la mobilisation des minorités druze, bédouine et circassienne qui sont définies comme « non arabes » par les services gouvernementaux. Le fait de parler de la conscription des Arabes chrétiens plutôt que des Arabes en général (musulmans et chrétiens) est clairement une tentative de creuser un fossé entre les Arabes chrétiens et musulmans en Israël.

### **– Pourquoi certains Chrétiens servent-ils dans l'armée israélienne ?**

Les Chrétiens non arabes sont régulièrement enrôlés dans l'armée. Depuis 1996, avec l'augmentation du nombre de Chrétiens russophones non arabes appelés sous les drapeaux, les soldats chrétiens sont même autorisés à prêter le serment de loyauté sur une copie du Nouveau Testament. Les soldats chrétiens ont le droit de demander des congés à l'occasion des fêtes chrétiennes. Il est également vrai que le rabinat exerce, au sein de l'armée, une pression considérable sur les soldats non juifs (en particulier ceux qui sont intégrés dans la population juive hébréophone) pour qu'ils se convertissent au judaïsme. Des cours de conversion approfondis sont ainsi proposés.

Certains Arabes chrétiens se portent volontaires pour le service militaire, tout comme certains Arabes musulmans. Leurs motivations sont généralement d'ordre économique (l'armée fournit un emploi bien rémunéré à des soldats professionnels) ou basées sur des perspectives de carrière (la conviction que les opportunités éducatives, professionnelles et sociales, autrement interdites aux Arabes, s'ouvriront après le service militaire). Certains soldats croient également que si les Arabes remplissent leur devoir, ils obtiendront des droits égaux à ceux de la population juive. Cette

tendance sera renforcée si le parlement adopte la proposition de loi actuellement débattue qui offre certains privilèges à ceux qui servent dans l'armée (notamment un emploi dans la fonction publique).

Il est important de noter que l'enrôlement volontaire des Arabes chrétiens a tendance à s'intensifier après des épisodes de tension confessionnelle (chrétiens-druzes ou chrétiens-musulmans). Cela se traduit par un nombre relativement plus élevé de Chrétiens appelés sous les drapeaux dans certaines régions comme Kafar Yassif (à la limite du village druze de Julis, où les habitants sont des Druzes qui servent dans l'armée) ou à Maghar (où les tensions au sein du village entre Druzes et Chrétiens ont donné lieu à des violences ces dernières années).

### – Quelle devrait être la position de l'Église ?

L'Église enseigne clairement que les Chrétiens doivent être de bons citoyens et participer activement à la société pour promouvoir le bien commun. L'Église s'engage à sensibiliser aux questions de justice, de réconciliation, d'amour des ennemis et de non-violence ainsi qu'aux problèmes éthiques de la guerre.

En sensibilisant aux questions de justice, l'Église devrait souligner que l'armée israélienne est utilisée pour promouvoir les intérêts d'une seule partie de la population, les Juifs, au détriment de ceux des Palestiniens. L'armée est exploitée comme un moyen d'imposer et de maintenir l'occupation des terres palestiniennes et ainsi entraver la quête palestinienne de dignité et d'indépendance. L'armée est avant tout une armée d'agression plutôt que de défense, comme en témoignent ses patrouilles dans les zones palestiniennes et sa défense des colons.<sup>4</sup>

En outre, en promouvant une prise de conscience des droits à l'égalité, l'Église peut souligner la discrimination que subissent les citoyens arabes de la part de l'État. Le cas des Druzes et des Bédouins

---

<sup>4</sup> Le terme « colons » désigne ici les personnes qui participent à la colonisation illégale de territoires situés au-delà des frontières internationalement reconnues d'Israël, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et sur le plateau du Golan.

constitue un témoignage particulièrement fort du fait que le service militaire ne débouche pas sur l'égalité. Les Druzes et de nombreux Bédouins servent depuis des décennies dans Tsahal, et pourtant leurs villages sont encore largement sous-développés par rapport aux zones juives voisines.<sup>5</sup> Dans les faits, à mesure que le niveau d'instruction des Druzes a progressé, leur résistance à la conscription s'est accrue. Depuis 1972, le Comité d'initiative druze promeut activement le refus de servir dans l'armée, en aidant les jeunes Druzes qui sont emprisonnés pour cette résistance.

L'Église encourage les relations de bon voisinage au sein de la minorité arabe : entre Chrétiens, Musulmans, Druzes et toute autre communauté confessionnelle. L'utilisation du service militaire pour semer la division parmi la population arabe est préjudiciable aux intérêts des Arabes en tant que communauté. La promotion du service militaire parmi les moins instruits et les plus démunis doit être contrebalancée par la promotion d'une meilleure éducation, l'amélioration des conditions sociales, une plus grande cohésion au sein de la minorité arabe en Israël et une lutte concertée pour l'égalité au sein de l'État.

En outre, l'Église est également consciente que de nombreux jeunes arabes en Israël perdent leur identité nationale, culturelle et religieuse et que beaucoup ne s'identifient plus comme Arabes. Dans certains endroits comme les villes mixtes (Jaffa, Ramleh, Haïfa, Lydda...), de nombreux jeunes Arabes chrétiens font de leur mieux pour s'assimiler à la majorité juive et s'y identifier. L'Église estime qu'il relève de sa mission d'apprendre à nos jeunes à s'assumer comme ils sont, en leur donnant une éducation humaine, nationale et chrétienne équilibrée et une conscience de leur histoire, de leur enracinement dans la terre et un sens de l'identité à multiples facettes (Arabe palestinien, Chrétien et citoyen d'Israël) plutôt que de réprimer l'un quelconque de ces éléments. Les évêques et les prêtres doivent aider les fidèles souffrant de cette « crise d'identité ».

---

<sup>5</sup> En effet, des villages bédouins se font détruire, tandis que d'autres luttent pour être reconnus afin de recevoir de l'État les services les plus élémentaires, et ce malgré la présence de soldats bédouins dans Tsahal.

### **– Qu'en est-il des propositions concernant le service civil plutôt que militaire ?**

Face à la réticence compréhensible de certains Arabes à prendre les armes contre leurs frères et sœurs, les autorités israéliennes ont proposé une sorte de service civil pour les résidents arabes. Les éléments suivants doivent être clairement compris :

- Le service civil tel que proposé est équivalent au service militaire et donc tout aussi problématique dans le sens souligné ci-dessus.
- L'option du service civil est proposée par les autorités militaires avec les mêmes objectifs : légitimer le statu quo et promouvoir une conscience « nationale » incompatible avec les aspirations du peuple arabe palestinien.
- Malgré l'apparence bénigne des formes de service civil proposées, le principe sous-jacent reste la défense du caractère « juif » de l'État au détriment des citoyens et résidents palestiniens. Les formes de service civil proposées dans ce cadre ne font que maintenir l'occupation des terres palestiniennes et la discrimination contre les Arabes palestiniens en Israël.

Les membres de la Commission Justice et Paix de l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte demandent que les Ordinaires catholiques se penchent sur les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les fidèles dans leur vie quotidienne, y compris les questions sociopolitiques complexes dans l'État d'Israël.

## 6.

### Une tentative de diviser les Palestiniens chrétiens

16 septembre 2014

Le Ministère israélien de l'Intérieur a annoncé que les citoyens arabes palestiniens chrétiens en Israël peuvent désormais modifier leur inscription à l'état civil pour refléter une ethnie « araméenne » plutôt qu'arabe. Qu'est-ce que cela signifie ? Les Araméens étaient un peuple ancien qui vivait au Moyen-Orient. Leur langue, l'araméen, était la lingua franca des empires assyrien, babylonien et perse. Adoptée par les Juifs lors de l'Exil babylonien, cette langue demeure importante pour eux car une grande partie de la tradition rabbinique est écrite en araméen. Certains courants du christianisme ont adopté une forme d'araméen, connue sous le nom de syriaque, qui reste une langue liturgique pour certaines églises orientales de nos jours.

Les Arabes qui vivent à présent en Grande Syrie ont parlé différentes langues au cours des siècles : l'araméen, le grec et l'arabe. À l'époque actuelle, la seule langue utilisée quotidiennement dans toute la région est l'arabe (à l'exception de minuscules poches où un dialecte araméen familier est préservé). Nous, en Israël, sommes aujourd'hui des Arabes palestiniens chrétiens.

Certains agents de l'administration israélienne semblent penser que séparer les Palestiniens chrétiens des autres Palestiniens permettrait de protéger les Chrétiens. Nous leur adressons le message suivant : si vous souhaitez nous protéger, commencez par nous rendre nos maisons, nos propriétés, nos villages et nos villes, tout ce que vous avez confisqué. Deuxièmement, la meilleure façon de nous protéger est de nous garder au sein de notre peuple. Troisièmement, la meilleure protection pour nous, pour vous et pour tous, serait un engagement sérieux sur le chemin de la paix.

À ceux qui cherchent à modifier notre identité, nous disons : vous n'obtiendrez notre soutien et notre coopération qu'en poursuivant la paix. Nous sommes des alliés pour la paix sans qu'il vous faille prendre des mesures invasives pour diluer notre identité. Tous les Palestiniens peuvent être des alliés en faveur de la paix, à condition que cette paix soit basée sur le respect de la dignité humaine. Beaucoup estiment aujourd'hui que c'est l'administration israélienne qui refuse la paix.

Si vous choisissez de rester sur le chemin de la guerre, ne nous poussez pas à vous suivre : ce n'est pas notre voie. Elle ne profite à personne, ni à vous, ni à nous, ni à personne dans la région. Nul ne peut être condamné, ni nous, ni vous, ni aucun être humain, à vivre dans un état de guerre permanent. Si vous optez pour la guerre afin de maintenir votre position de force, laissez-nous au contraire choisir la paix. Nous agissons en faveur de la paix, pour nous et pour vous, pour tout notre peuple et pour toute la région.

Aux quelques Arabes palestiniens chrétiens en Israël qui soutiennent cette idée de changer d'identité ou de servir dans l'armée israélienne, nous disons : Revenez à la raison. Ne nuisez pas à votre peuple au nom de promesses vaines et de gains personnels égoïstes. En adoptant une telle position, vous ne rendez service ni à vous-mêmes ni à Israël. Israël a besoin de Chrétiens qui ont entendu l'enseignement de Jésus : « Heureux ceux qui procurent la paix ». Il n'a pas besoin de Chrétiens qui ont déformé leur identité, qui se positionnent en ennemis de leur propre peuple et qui revêtent l'uniforme de soldats pour faire la guerre. Cela ne fait pas avancer la paix, ni pour vous ni pour aucun Israélien. Servez-vous, servez votre peuple et servez Israël en restant fidèles à la vérité, c'est-à-dire fidèles à votre identité de Chrétiens, de Palestiniens et d'artisans de la paix, et en promouvant la paix entre vous, entre les Palestiniens et les Israéliens.

Un chrétien n'a pour vocation ni de devenir du jour au lendemain un Araméen, ni de partir à la guerre. La vocation du Chrétien est plutôt d'indiquer la voie de la paix et de marcher sur ce chemin. Cette

paix doit être construite sur la dignité de chaque être humain, palestinien comme juif. Heureux ceux qui procurent la paix car ils servent réellement Dieu et l'humanité dans son ensemble, les Palestiniens, les Israéliens et toute la région.

## 7.

**Élections en Israël :  
Électeurs, assumez vos  
responsabilités, votez**

11 février 2015

Le 17 mars 2015, des élections nationales auront lieu en Israël.

Nous disons aux électeurs et aux élus : nous sommes profondément attachés à la justice, à la paix et à l'égalité dans ce pays. Nous nous soucions de tout être humain. Nous promouvons l'acceptation mutuelle de chacun et de tous, pour faciliter la vie dans la justice, la paix et la tranquillité, la prospérité et la solidarité.

Afin de progresser vers ces objectifs, nous appelons les électeurs à voter lors des prochaines élections. Nous nous adressons à ceux qui auraient tendance à s'abstenir, et donc à rester silencieux, les appelant au contraire à exercer leur droit de vote. Votre voix, si minime puisse-t-elle paraître, peut faire la différence pour notre présent et notre avenir dans ce pays, et pour la vie de beaucoup de nos compatriotes. Assumez vos responsabilités et votez selon votre conscience, mais votez et exprimez-vous. Votre voix est importante.

Nous espérons que ceux qui seront élus entendront la voix de tous ceux qui souffrent dans ce conflit perpétuel : il en va de votre devoir d'aider le pays à sortir de cette situation d'affrontement permanent. Nous ne sommes pas condamnés à vivre éternellement dans la peur de l'autre, dans la souffrance endémique. Contribuez à faire de cette Terre sainte un endroit meilleur. Les vrais puissants sont ceux qui peuvent ramener la tranquillité dans ce pays. Tous ensemble, nous pouvons construire un monde meilleur pour tous.

## 8.

### Message de Noël

Noël, 2015

Cette année, à l'approche de Noël, nous nous trouvons cernés par l'obscurité. La haine, la violence et la mort envahissent notre pays et notre région. Les forces des ténèbres que sont l'occupation, la discrimination, le fanatisme religieux et l'intolérance continuent de dominer notre monde et notre vie quotidienne. Des murs sont construits, des maisons détruites, des familles séparées, des terres confisquées, un siège imposé. La colère grandit et la peur règne. **Trop de Palestiniens** ont perdu l'espoir et, dans leur désespoir, se résolvent à blesser ou à tuer, et *in fine* à être tués. Trop d'Israéliens croient que tuer leur permettra de vivre en sécurité ; telle est notre réalité sur cette terre appelée à être sainte. Que pouvons-nous dire en cette période de Noël ? Comment pouvons-nous continuer à espérer ?

Il y a deux mille ans, un petit enfant naquit dans un monde qui ressemblait étrangement au nôtre. Comme Il a marché dans ce monde, nous y marchons aujourd'hui. En nous agenouillant devant Lui et en Lui rendant hommage, nous souhaitons nous affirmer comme ses disciples. Il est vulnérable, Il est faible, Il est dans le besoin... et pourtant Il nous montre le chemin. Lui aussi sera englouti par les ténèbres, mais Dieu ne permettra pas aux ténèbres d'avoir le dernier mot. Telle est notre foi et, en ce Noël, nous affirmons que la lumière vaincra les ténèbres, que la vérité vaincra la tromperie et que la justice et la paix viendront. Il ne mettra pas fin à la guerre d'un coup de baguette magique, mais Il nous donnera la force de rester fermes et d'œuvrer pour la justice et la paix.

Après la Résurrection, les disciples continuèrent à vivre dans un monde hostile. Leur foi les a consolés mais ils continuèrent à crier : « Jusques à quand ? » (Apocalypse 6, 10). Avec eux, aujourd'hui,

nous reprenons ce cri. Notre pays est baigné dans le sang depuis des décennies, et la dernière vague de violence est féroce et sans pitié. Pourtant, au milieu de tout cela et sans ignorer ce qui nous entoure, nous voulons affirmer : Nous continuerons ! Nous n'abandonnerons pas ! Oui, toutes les solutions semblent avoir échoué. Toutes les idéologies semblent être en faillite. Tous ceux qui ont œuvré pour la justice et la paix, qu'il s'agisse des Nations-unies, des États arabes, des États-Unis ou de l'Union européenne, ont échoué alors que le gouvernement israélien affirme résolument sa conviction que la puissance militaire finira par vaincre. Néanmoins, **nous le savons**, elle n'apportera jamais la solution.

Nous continuerons à vivre et à combattre l'injustice, la peur et la violence ! Nous continuerons à nous exprimer et à chercher inlassablement des raisons d'espérer ! Nous continuerons à résister aux ténèbres ! Certains pourraient dire : Cet espoir contre toute espérance n'est qu'une illusion futile ! Nous leur répondons : Dieu est tout-puissant et miséricordieux et il aime ses **enfants**. L'heure de la miséricorde et de la justice entre les hommes viendra quand nous ne l'attendons pas. De plus, nous nous souvenons de la parole du Psalmiste : « *Car mille ans sont, aux yeux de Dieu, comme le jour d'hier quand il n'est plus, et comme une veille de la nuit* » (Psaume 90, 4). Alors que nous nous préparons à accueillir l'Enfant nouveau-né, nous nous engageons à nouveau à rester fidèles à son enseignement jusqu'à ce qu'il revienne, apparaissant dans sa bonté et **avec la justice et la paix** que nous attendons. En outre, nous nous engageons à nouveau à travailler avec autrui, en apportant une énergie et une créativité nouvelles afin de promouvoir la vie dans ce contexte de mort. Nous le faisons en tant que disciples individuels du Christ au sein de nos sociétés, tout en affirmant que chaque être humain est **plus fort que** la mort qui nous entoure. Nous nous y réengageons également au nom de nos églises, de nos écoles, de nos universités, de nos hôpitaux, de nos foyers pour personnes âgées, marginalisées ou porteuses de handicap, de nos associations de promotion de la vie, des droits de l'homme, de la résolution des conflits et du dialogue. Ces institutions, ouvertes à tous, constituent

des oasis de vie. Elles montrent déjà un chemin dans l'obscurité !

En cette période de Noël, nous déclarons que nous continuerons à vivre dignement au cœur des ténèbres, en résistant avec courage et conviction à l'obscurité ambiante. Nous continuerons à élever nos enfants dans l'amour et la promotion de la vie. Nous continuerons à croire qu'il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Nous continuerons à être les témoins de l'Enfant qui naît comme Prince de la Paix. Dans cet esprit, nous souhaitons à toutes et à tous un Noël d'espoir et de lumière !

## 9.

### Une nouvelle vision

3 février 2016

La Commission Justice et Paix s'est réunie en session ordinaire le 3 février 2016, à Jérusalem, pour réfléchir à la situation politique actuelle. Elle en a considéré les aspects humains et éthiques, et a adressé le message suivant.

La situation stagne. Elle est sans vie et sans lumière d'espoir, ni pour les Israéliens qui ont besoin de sécurité et de tranquillité, ni pour les Palestiniens qui attendent la fin de l'Occupation et un État indépendant.

La situation actuelle des Palestiniens est inhumaine. Elle est faite de colons qui occupent, jour après jour, les terres palestiniennes ; d'un siège qui sévit à Gaza depuis des années ; d'un million et demi de personnes assiégées par la pauvreté, la misère et l'humiliation ; d'un siège également pour le reste de la Palestine, en proie à des difficultés diverses, politiques, économiques et sociales ; de maisons démolies : de check-points militaires où les soldats israéliens humilient les Palestiniens par des comportements arbitraires. Ces check-points sont des lieux d'humiliation construits sur la seule logique guerrière, des lieux qui amplifient quotidiennement la haine et la mort. Cette situation inhumaine s'exprime également dans le siège de Jérusalem et la judaïsation de la ville, accompagnée du renvoi de ses habitants palestiniens ; dans l'accusation globale de terrorisme ciblant tous les Palestiniens et la punition collective qui en découle. La situation est devenue aujourd'hui une nouvelle Intifada où les Palestiniens embrassent la mort pour échapper au tourment qu'entraîne une vie faite de frustration, d'humiliation et d'insécurité, sans la moindre lueur d'espoir.

La société israélienne se satisfait-elle de cette situation ? Se satisfait-elle de cette vie à l'ombre de l'hostilité permanente avec le

peuple palestinien ?

Nous constatons que la situation est inhumaine et ne pourrait être celle que choisiraient ni le peuple israélien, ni le peuple palestinien. Les choses ne peuvent continuer ainsi. Nous disons aux dirigeants : agissez pour le bien des êtres humains, Israéliens et Palestiniens. Ne laissez pas perdurer cette situation, car elle ne mène qu'à la mort. Ne dites pas : Les Palestiniens sont des terroristes. Les Palestiniens sont des gens qui cherchent à vivre une vie normale, mais qui, au lieu de cela, se retrouvent opprimés, frustrés, privés de la liberté que Dieu leur a donnée. Vous, Israéliens, voulez vivre dans la sécurité et la tranquillité. C'est également le souhait des Palestiniens. Quel est l'obstacle ? Les dirigeants politiques ? Ou leur incapacité à trouver une solution pratique qui corresponde aux souhaits des Israéliens et des Palestiniens ? Les deux peuples peuvent vivre ensemble dans la paix et la tranquillité.

Nous disons aux dirigeants israéliens : élargissez votre vision et vote cœur. Changez la situation. Sortez-la de son immobilisme. Cette terre est assez grande pour nous tous. Que tous jouissent de la même dignité et de la même égalité. Sans occupation et sans discrimination, seulement deux peuples vivant ensemble et s'aimant selon la voie que chacun choisit. Ils sont capables de s'aimer et de faire la paix ensemble.

Aux dirigeants palestiniens, nous disons : que le peuple, Israël et le monde entendent une voix unique, une voix de paix et de justice pour deux peuples. Rachetez le passé de cette terre et écrivez une nouvelle histoire. Rachetez Jérusalem, et écrivez une nouvelle histoire digne de sa sainteté et de son universalité. Bannissez toute vision intéressée et toute corruption.

Pour y parvenir, nous devons rééduquer les futures générations, les générations israéliennes qui ont grandi avec la vision unique que les Palestiniens sont tous des terroristes, et les générations palestiniennes qui ont grandi en ne voyant dans l'Israélien qu'un ennemi. Commençons tous ensemble une nouvelle histoire.

Notre terre est sainte, et le lieu de notre vie quotidienne

ensemble. Laissez les deux peuples y vivre ensemble dans la paix.

## 10.

### **Au-delà de l'occupation et de l'affrontement : Vers une compréhension mutuelle**

21 mars 2016

Un rapport publié le 8 mars 2016 par le célèbre Pew Research Center, intitulé « Israel's Religiously Divided Society », a révélé que près de la moitié de la population juive israélienne soutient l'idée d'expulser ou de transférer les Arabes d'Israël. En réaction, le président de l'État d'Israël, Reuven Rivlin, a demandé instamment que le sondage soit « soumis aux décideurs en Israël » et a déclaré qu'il « doit servir de signal d'alarme pour la société israélienne, afin de susciter un examen de conscience et une réflexion morale ». (*Times of Israel*, 08.03.2016). L'étude a montré les divisions profondes – sociales, politiques, religieuses – au sein de la société israélienne. Elle a montré qu'Israël est aujourd'hui moins démocratique, moins égalitaire et moins libre qu'il ne l'a jamais été.

Le rapport montre que l'une des principales questions auxquelles la société israélienne est confrontée est l'occupation israélienne de la Palestine et l'avenir du processus qui doit finalement apporter la justice et la paix pour les Israéliens et les Palestiniens. Pendant ce temps, la résistance palestinienne se poursuit, surnommée « l'Intifada des poignards ». Cinq mois se sont écoulés, au cours desquels plus de 30 Israéliens, quatre ressortissants étrangers et plus de 180 Palestiniens ont été tués. Deux tiers des victimes palestiniennes ont été abattus alors qu'ils attaquaient prétendument des Israéliens, tandis que les autres ont été tués lors des affrontements qui ont éclaté entre les jeunes et l'armée israélienne.

Nous continuons à crier comme les prophètes : « *Jusqu'à quand, ô Éternel ?* » (cf. Habacuc 1, 2 ; Zacharie 1, 12 ; Apocalypse 6, 10).

Nous répétons encore une fois que, en tant que disciples du Christ, nous condamnons la violence des uns et des autres. La violence, d'où qu'elle vienne, n'est que violence et n'engendre que plus de violence. Créés à l'image et à la ressemblance de notre Père, nous devons apprendre une autre façon de résoudre le conflit.

Pourquoi ce conflit dure-t-il depuis si longtemps ? Est-il vraiment si complexe ? Les Juifs de Palestine et du monde entier ont réussi en 1948 à créer un État sur 78 % du territoire de la Palestine. Les Palestiniens, eux, n'ont pas réussi à créer un État. En 1967, Israël a occupé les 22 % restants de la Palestine. Ces terres sont toujours occupées ou cernées et assiégées. Un État palestinien n'existe qu'à l'état de rêve. Bien des Israéliens déclarent ne pas vouloir être des occupants, et les Palestiniens exigent la fin de l'occupation.

La fin de l'occupation dépend en grande partie de l'occupant. Pourquoi Israël ne travaille-t-il pas à y mettre fin ? Seule la fin de l'occupation permettra de mettre fin à la violence, celle de l'occupant comme celle de l'occupé.

L'occupant parle de l'incitation fomentée par l'occupé. Cela peut-il vraiment justifier le maintien de l'occupation ? La définition retenue de la notion d'incitation comprend les parents qui racontent à leurs enfants l'histoire de leur peuple, la genèse et la saga continue de l'exil palestinien. Les Palestiniens disent en effet à leurs enfants qu'Israël est l'ennemi et les Israéliens disent à leurs enfants exactement la même chose par rapport aux Palestiniens. Hélas, nous sommes en guerre. Quoiqu'il en soit, pour trouver la cause profonde du problème, il faut chercher au-delà de l'incitation.

La cause fondamentale du problème est l'occupation et la privation de liberté et de dignité humaine qu'elle impose. La seule façon de mettre fin à la prétendue incitation et aux pratiques qui consistent à inculquer aux jeunes générations le concept d'« ennemi » est de mettre fin à l'occupation. Et cela, seul l'occupant peut le faire !

Il y a ceux qui parlent de paix et recherchent le dialogue. Il y a ceux, des deux côtés, qui, refusent malgré tout d'arrêter de rêver.

Nous les accueillons et les embrassons. Cependant, sur le terrain, des décisions sont prises qui renforcent la séparation, la discrimination, l'exclusion et l'exil. Malgré les paroles d'espoir de certains, les lois, les ordonnances militaires, la démagogie des politiciens, les assassinats, les arrestations, les confiscations de terres, la séparation des familles et les frustrations quotidiennes ont conduit au désespoir et à l'éruption de la violence, en particulier chez les jeunes qui, ne voyant aucun avenir, sont persuadés de n'avoir rien à perdre.

Nous sommes appelés à prendre la parole, encore et encore. Nous n'avons pas de force politique ou militaire, mais déployons nos voix pour dire les choses comme elles sont et appeler à la responsabilité. Nous avons le devoir de rappeler aux uns et aux autres que nous sommes tous des êtres humains. Nous pleurons chaque mort par la violence, des deux côtés. Nous devons constamment renouveler le rêve que la justice et la paix pour tous sont possibles. Nous croyons en un royaume de Dieu qui, bien que non encore manifesté, est déjà parmi nous. Il n'y a pas d'ennemis dans ce royaume, mais seulement des frères d'un même Père qui nous aime tous. Il n'y a pas de frontières, pas de murs, pas de clôtures dans ce royaume, mais seulement une Terre sainte où les gens se parlent de paix. Nous refusons de nous taire et nous n'arrêterons jamais d'espérer.

## 11.

### Grève de la faim en prison

29 avril 2017

« *Il m'a envoyé pour proclamer aux captifs la délivrance* » (Lc 4, 18) « *J'étais en prison, et vous êtes venus vers moi* » (Mt 25, 36)

Plus de 1500 prisonniers politiques palestiniens (sur 6500) ont entamé, le 17 avril 2017, une grève de la faim. Cet acte désespéré a pour but de faire la lumière, tant au niveau local qu'international, sur les conditions inhumaines de leur détention aux mains des autorités israéliennes. Ils plaident pour le respect de leurs droits humains et de leur dignité tels que reconnus par le droit international et la Convention de Genève, et pour la fin de la détention administrative.

La Commission Justice et Paix de l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte affirme la nécessité d'appliquer le droit international en ce qui concerne les prisonniers politiques. Elle condamne l'utilisation de la détention sans procès, toutes les formes de punition collective, ainsi que le recours à la contrainte et à la torture pour quelque raison que ce soit. En outre, nous ne pouvons jamais oublier que chaque prisonnier est un être humain et que sa dignité, donnée par Dieu, doit être respectée.

Nous demandons instamment aux autorités israéliennes d'entendre le cri des prisonniers, de respecter leur dignité humaine et d'ouvrir une nouvelle porte vers l'établissement de la paix.

La libération des prisonniers sera le signe d'une nouvelle vision et le début d'une nouvelle histoire pour les deux peuples, Israéliens et Palestiniens.

En tant que Chrétiens, nous sommes envoyés pour travailler à la libération de chaque être humain, et à l'établissement d'une société

humaine caractérisée par l'égalité pour tous, Israéliens et Palestiniens.

## 12.

### La question de la normalisation

14 mai 2017

Qu'est-ce que la normalisation dans le contexte israélo-palestinien ? À son niveau le plus élémentaire, la « normalisation » est l'établissement de relations avec l'État d'Israël, ses organismes et ses citoyens comme si la situation actuelle était un état normal des choses, ignorant ainsi la guerre, l'occupation et la discrimination en cours, ou les occultant, ou encore les marginalisant consciemment.

Le sujet de la « normalisation » constitue une partie importante du débat politique dans le monde arabe aujourd'hui, et plus particulièrement en Palestine, concernant les attitudes à adopter vis-à-vis de l'État d'Israël. L'opposition à cette politique et les accusations de normalisation sont régulièrement entendues de la part de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'individus.

Effectivement, la situation politique en Israël et en Palestine est loin d'être normale, étant marquée par le conflit permanent entre deux peuples, Palestiniens et Israéliens. Ce conflit a un impact profond sur la vie quotidienne dans les deux entités : l'État de Palestine et l'État d'Israël tel que défini par les frontières d'avant 1967.

Dans l'État d'Israël, tous les citoyens, Juifs et arabes, bénéficient en principe de droits égaux. Toutefois, en réalité, les citoyens arabes subissent des discriminations diverses dans plusieurs domaines : accès au développement, à l'enseignement, à l'emploi, au financement public des municipalités arabes, etc. Si certaines de ces formes de discrimination sont inscrites dans la législation, d'autres sont indirectes et cachées.

Dans l'État de Palestine, malgré l'existence de l'Autorité

palestinienne, les Palestiniens continuent de vivre sous une occupation militaire qui régit leur vie quotidienne : construction de colonies et de routes, légalisation de la construction israélienne sur des terres privées palestiniennes, incursions militaires, assassinats, arrestations arbitraires, détention administrative et punitions collectives, confiscation de terres, destruction de maisons, check-points qui limitent la liberté de mouvement et dressent de nombreux obstacles au développement économique et au regroupement familial, ce qui constitue une violation du droit naturel des membres d'une même famille nucléaire à cohabiter ensemble.

Dans les deux sociétés, israélienne et palestinienne, la vie des Palestiniens est loin d'être normale, et faire « comme si de rien n'était » revient à passer sous silence la violation des droits de l'homme fondamentaux. En même temps, dans les deux situations, la vie quotidienne exige certaines relations avec les autorités israéliennes. Toute personne ou institution impliquée dans le maintien de ces relations devrait cependant être consciente qu'il existe une situation « anormale » qui doit être rectifiée plutôt que de banaliser l'« anormal ».

En Israël, les Arabes qui possèdent la citoyenneté israélienne interagissent avec les autorités civiles et sont représentés à la Knesset. Plus de 300 000 Chrétiens vivent en Israël (citoyens arabes d'Israël, citoyens chrétiens hébreophones d'Israël, travailleurs migrants et demandeurs d'asile résidents à long terme). Les citoyens et les résidents de longue durée sont généralement respectueux des lois, mais ils ont néanmoins le droit et l'obligation morale d'utiliser tous les moyens légaux et non violents disponibles pour promouvoir les pleins droits et l'égalité complète pour tous les citoyens. Ignorer ou marginaliser ce devoir est une autre forme de « normalisation », une collaboration avec les structures de discrimination qui contribue à la permanence de l'injustice et à l'absence de paix. Dans ce contexte, l'Église a l'obligation d'assurer le bon fonctionnement des paroisses, des écoles et de nombreuses autres institutions, ce qui l'oblige à interagir avec tous ceux qui administrent les territoires dans lesquels l'Église est active. Cela ne doit cependant jamais occulter

l'engagement de l'Église en faveur de la justice et sa dénonciation de toute injustice.

En Palestine, l'Autorité palestinienne est obligée de coordonner son action avec les autorités israéliennes pour pouvoir fonctionner. Pourtant, les citoyens palestiniens n'ont qu'un contrôle très limité sur leur propre vie, et ont besoin de permis et d'autorisations israéliens pour de nombreux aspects de leur vie quotidienne, y compris pour visiter les Lieux saints dans Jérusalem occupée, pour construire des logements et créer des entreprises dans les zones de Palestine contrôlées par Israël, ainsi que pour avoir accès aux institutions palestiniennes (paroisses, écoles, hôpitaux) dans Jérusalem occupée. En ce qui concerne les besoins de sa vie quotidienne, l'Église non plus ne peut vivre et travailler sans demander des permis et des visas aux autorités israéliennes. L'Église a l'obligation morale de distinguer constamment entre ce qui est inévitable dans le maintien des relations avec la puissance occupante pour assurer ces nécessités quotidiennes, et ce qu'il est essentiel d'éviter, c'est-à-dire s'engager dans des relations et des activités qui favorisent une perception de la situation comme « normale ».

Étant donné la nature de sa mission, l'Église s'appuie sur ses propres valeurs et critères pour définir sa position dans une situation de conflit comme celle d'Israël-Palestine. L'Église n'est liée par aucun discours politique, aucun parti-pris particulier, aucune option idéologique. Cependant, l'Église ne peut ignorer l'injustice fondamentale ou les actes qui mettent en danger la paix et le bien-être de la personne humaine. Elle s'oppose, par sa nature même, à l'occupation et à la discrimination et s'engage à promouvoir la justice et la paix ainsi que la dignité unique et l'égalité de chaque être humain. L'Église ne peut jamais ignorer l'injustice « comme si de rien n'était » ; elle est obligée de s'exprimer, de résister au mal et de travailler sans relâche pour le changement. Comme les prophètes d'autrefois, l'Église, corps prophétique, reconnaît et dénonce l'injustice.

Il existe donc une intersection importante entre le discours

politique qui s'oppose à la normalisation et la position de l'Église à l'égard des situations d'injustice. L'Église travaille avec tous ceux – Palestiniens ou Israéliens – qui partagent les valeurs qu'elle proclame. L'Église recherche et encourage le dialogue avec tous ceux, y compris les Israéliens, les individus et les organisations, qui reconnaissent la nécessité de mettre fin à l'occupation et d'éliminer la discrimination. L'Église s'engage à identifier ces individus et ces organisations qui refusent d'entretenir la situation, qui reconnaissent que le dialogue ou la coopération ne peuvent faire abstraction de la lutte pour la justice et ne peuvent cacher les réalités injustes qui définissent la vie quotidienne de ceux qui vivent sous occupation ou de ceux qui font face aux contraintes de la discrimination. L'Église s'engage à identifier des partenaires et à développer des stratégies constructives en collaboration avec eux afin de redresser notre monde brisé. En outre, l'Église locale en Israël-Palestine a le devoir de rappeler à l'Église universelle qu'Israël-Palestine reste une plaie purulente et que la situation ne peut être considérée comme « normale ».

Dans la situation politique actuelle, confuse et sans espoir, les communautés chrétiennes, les responsables de l'Église et les croyants individuels doivent faire preuve de discernement permanent. Ils sont invités à se consulter et à travailler main dans la main afin de trouver les meilleurs moyens de témoigner d'une société juste et égale pour tous, tout en cultivant des relations respectueuses avec tous leurs concitoyens, avec lesquels ils sont appelés à vivre et à œuvrer ensemble pour une paix durable et juste.

### 13.

## Termes et définitions

12 février 2018

*Le début de la sagesse est la définition des termes.*

Socrate

Les mots sont dotés d'une puissance inouïe. Cela est particulièrement vrai dans les situations de conflit. Nous estimons qu'il est important de définir quelques termes qui sont trop souvent confondus aujourd'hui dans le discours populaire en Palestine et dans tout le Moyen-Orient.

### **Chrétien, Évangélique, Croisé, Messianique**

Les Chrétiens font partie intégrante de la société palestinienne en particulier, et de la société arabe en général. La confusion sémantique peut nuire au tissu de notre société où l'unité des citoyens doit aussi être fondée sur le respect de la différence.

**Chrétien** : Un Chrétien est un croyant en Jésus de Nazareth en tant que Christ. Il ou elle est membre de la communauté des croyants, appelée l'Église. L'Église est née à Jérusalem au premier siècle. Alors que l'Église se répandait dans la région du Moyen-Orient, le nom de « Chrétien » fut donné pour la première fois à ce groupe de croyants à Antioche (cf. Actes des Apôtres 11, 26). De Jérusalem et d'Antioche, l'Église continua à se répandre jusqu'aux confins de la terre, accueillant en son sein des personnes de toutes les nations, races et langues. Il existe une riche diversité de Chrétiens, chaque groupe vivant sa tradition et son héritage culturel dans un éventail d'expressions : byzantins, latins, arméniens, coptes, syriaques, éthiopiens ainsi que les communautés chrétiennes nées au cours des derniers siècles en Europe.

**Évangélique** : Le mot signifie « *appartenance à l'Évangile* ». Cependant, de nos jours ce mot désigne souvent un courant au sein du christianisme qui prêche un « retour » à l'Évangile, s'opposant souvent à l'Église traditionnelle et insistant parfois sur une lecture fondamentaliste de la Bible. Parmi les évangéliques, il y a ceux qui ont développé une idéologie politique sioniste, basée sur une telle lecture des Écritures saintes, et qui voient dans l'État d'Israël l'accomplissement supposé des prophéties bibliques et un signe de la fin des temps, lorsque le Christ reviendra et mettra fin au monde tel que nous le connaissons.

**Croisé** : Ce terme fait référence à une série d'invasions du Moyen-Orient, qui commencèrent en 1095 et durèrent jusqu'en 1291. Ces guerres prirent naissance en Europe lorsque les Chrétiens se mobilisèrent pour tenter de libérer le tombeau du Christ de la domination musulmane. Les croisades furent inspirées par un dangereux mélange de foi, de politique, de guerre et de colonisation. En 2000, le pape Jean-Paul II, dans une liturgie demandant le pardon pour les péchés des Chrétiens, a prié : « *Seigneur du monde, Père de tous les hommes, par l'intermédiaire de ton Fils, tu nous as demandé d'aimer nos ennemis, de faire du bien à ceux qui nous haïssent et de prier pour ceux qui nous persécutent. Mais bien souvent les Chrétiens ont désavoué l'Évangile et, cédant à la logique de la force, ils ont violé les droits d'ethnies et de peuples, méprisant leurs cultures et leurs traditions religieuses : montre-nous ta patience et ta miséricorde, et pardonne-nous !* ». Aujourd'hui, le mot « croisé » est souvent utilisé, notamment dans certains milieux musulmans, pour dénoncer l'intervention politique agressive de l'Occident dans les affaires du Moyen-Orient.

**Messianique** : Dans son sens originel, le terme messianique signifie croire que le Messie est sur le point de venir ou est déjà venu. En termes politiques modernes, ce mot a été utilisé pour décrire des mouvements politiques radicaux qui justifient ou même encouragent la violence au nom d'une idéologie politico-religieuse. Parmi les

partisans du sionisme, le terme peut désigner à la fois les Juifs et les Chrétiens qui croient que l'existence de l'État d'Israël est un signe de l'arrivée du Messie (Juifs) ou de son retour (Chrétiens) et que l'État doit être pleinement soutenu dans la lutte contre ses ennemis supposés.

### **Juif, Israélien, Sioniste et Juif messianique**

Le mot « juif » est devenu un terme à forte connotations en raison de l'actuel conflit israélo-palestinien. Il est important de ne pas perdre de vue la signification de ce mot et d'autres termes apparentés.

**Juif :** Un juif est une personne qui pratique la religion juive et/ou se considère comme appartenant au peuple juif. Il existe un grand débat entre les Juifs sur ce qui constitue leur identité. La religion et la culture juives sont nées dans cette région et les Juifs ont toujours fait partie des peuples de Palestine et du Moyen-Orient. Cependant, les Juifs ont migré de la Palestine et se sont éparpillés à travers le monde entier, propageant leur religion. Avant 1850, il existait une petite communauté juive en Palestine, qui faisait partie intégrante de la population palestinienne composée de Musulmans, de Chrétiens et de Juifs. La grande majorité des Juifs qui vivent aujourd'hui en Israël/Palestine retracent leurs origines familiales en Europe, en Afrique du Nord et en Amérique du Nord.

**Israélien :** Un Israélien est un citoyen de l'État d'Israël. Aujourd'hui, les citoyens israéliens comprennent une majorité de Juifs (environ 76 %), un grand groupe d'Arabes palestiniens, qui sont musulmans, chrétiens et druzes, ainsi qu'un petit nombre d'autres groupes.

**Sioniste :** Un sioniste est un partisan d'une idéologie politique qui propage l'idée que les Juifs ont le droit de disposer d'une « patrie » dans la Palestine historique. Bien que le sionisme trouve ses racines dans le fondamentalisme biblique chrétien du XVII<sup>e</sup> siècle, il n'est

apparu comme une institution politique juive organisée qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'est matérialisé comme une forme de colonialisme européen, avec des Juifs européens arrivant en Palestine et construisant des colonies jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'est alors, à la lumière de la Shoah, que la majorité des Juifs, ainsi que la communauté internationale, ont commencé à soutenir les objectifs du sionisme. Le succès du sionisme dans la création de l'État d'Israël a conduit à l'exil de la majorité des Palestiniens de leur patrie, et ceux qui sont restés sont devenus victimes de discrimination et d'occupation.

**Juif messianique :** Un juif messianique est un juif qui croit que Jésus de Nazareth est le Christ (Messie) et que l'Évangile est l'accomplissement des Écritures d'Israël. Bien que les Juifs messianiques appartiennent rarement à une église chrétienne, nombre d'entre eux sont affiliés ou soutenus par des Chrétiens évangéliques.

## 14.

### À propos de la démolition de Khan al-Ahmar

6 octobre 2018

Depuis les années 1980, Israël tente activement de transférer les Bédouins Jahalin de leurs logements de Jérusalem-Est vers des zones situées dans les environs de Jéricho. Ce transfert doit permettre l'expansion des colonies juives établies après 1967 autour de Jérusalem. Ce projet d'anneau de colonies autour de Jérusalem aura pour effet de séparer la Jérusalem-Est arabe de la Cisjordanie, empêchant ainsi la création d'un État palestinien qui aurait comme capitale Jérusalem-Est. La démolition de Khan al-Ahmar a été retardée à plusieurs reprises, notamment en raison de préoccupations et de pressions internationales. Cependant, les autorités israéliennes ont proclamé leur détermination à mener à bien l'action prévue, par la force si nécessaire.

Après une longue période de lutte juridique, la Cour suprême israélienne a statué que les autorités israéliennes avaient le droit de démolir le village bédouin de Khan al-Ahmar et les zones voisines et de transférer les résidents dans une zone proche de Jéricho. C'est un désastre pour les résidents de ce village, mais aussi une menace réelle pour de nombreux autres habitants d'endroits que les autorités israéliennes cherchent à démolir pour des raisons similaires, notamment les Bédouins vivant à Jabal al-Baba, Wadi al-Hindi, Al-Muntar, Abu Nuwar, Wadi al-Awaj... Les Bédouins de la région de Jérusalem sont victimes d'une politique qui est également mise en œuvre dans le Néguev, dans le sud d'Israël, à Umm al-Hiran et ailleurs, favorisant le déplacement des Bédouins et la construction de colonies juives.

La Commission Justice et Paix de l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte condamne fermement cette action, qui

ignore totalement les droits de milliers de Bédouins à vivre dans la paix, la justice et la dignité. Beaucoup de ces personnes avaient déjà été déplacées après la guerre de 1948 et sont maintenant, une fois de plus, violemment déracinées pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes illégales.

La Commission rappelle qu'Israël est signataire de la Convention de Genève, dont le paragraphe 4 interdit le transfert de populations civiles dans un territoire occupé militairement. Cela implique non seulement que les Bédouins ne peuvent être déplacés de leurs terres, mais aussi que le projet de faire venir des colons israéliens pour peupler ces terres est illégal. Il est regrettable que la Cour suprême israélienne ait jugé nécessaire de déclarer licite une action qui est manifestement illégale. Les Bédouins se sont vu refuser les permis nécessaires pour rester sur leurs terres et les aménager, alors que les colons juifs israéliens sont encouragés à considérer ces terres comme les leurs et à les développer.

La Commission appelle les Israéliens soucieux de justice et de paix, ainsi que la communauté internationale, à protester contre cette violation du droit international, en exigeant la protection des Bédouins et le respect de leurs droits. La Commission Justice et Paix affirme le droit de toute personne humaine à sa terre et à son lieu de résidence, un droit naturel et humain qu'aucun État ne saurait violer. La Terre sainte réclame justice et humanité face aux tentatives de déplacement des populations et de leur remplacement par d'autres, un processus en cours dans toute la Palestine occupée, ainsi que dans certaines parties de l'État d'Israël. Notre terre est appelée à être une Terre sainte, une terre de justice et de paix. Nous sommes appelés à nous donner la main et à travailler ensemble pour plus d'humanité, plus de démocratie, plus d'égalité et plus de respect pour chaque être humain.

## 15.

**À propos de la Loi sur l'État-  
nation, adoptée à la Knesset  
israélienne**

31 octobre 2018

Dans un esprit de dialogue, l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte souhaite aborder la question de la loi sur l'État-nation adoptée par la Knesset israélienne le 19 juillet 2018.

En promulguant ce texte, l'État d'Israël a légiféré que la population dont il est le plus soucieux de promouvoir et de protéger « le bien-être et la sécurité » se limite aux citoyens juifs. Nous devons attirer l'attention des autorités sur un fait simple : nos fidèles, les Chrétiens, nos concitoyens, musulmans, druzes et bahais, nous tous qui sommes arabes, ne sommes pas moins citoyens de ce pays que nos frères et sœurs juifs.

Depuis la promulgation de la Déclaration d'indépendance en mai 1948, les citoyens arabes de l'État d'Israël ont noté la tension qui existe dans la formulation de la déclaration selon laquelle l'État est à la fois « juif » et « démocratique ». Alors que l'équilibre toujours changeant entre ces deux termes a été élaboré principalement par la majorité juive, la minorité arabe a lutté contre toutes les manifestations de discrimination chaque fois que le volet « juif » l'emportait sur le volet « démocratique ». Cela a impliqué une lutte permanente et une vigilance attentive pour protéger les droits de tous les citoyens, pour garantir autant que possible les valeurs d'égalité, de justice et de démocratie. La promulgation en 1992 par la Knesset israélienne de la Loi fondamentale : Dignité humaine et liberté fut une étape importante dans la lutte pour protéger et promouvoir ces valeurs.

Pourtant, la promulgation par la Knesset israélienne en 2018 de la Loi fondamentale : Israël en tant qu'État-nation du peuple juif est un coup porté à ces valeurs. Si cette loi n'apporte que très peu de changements dans la pratique, elle fournit une base constitutionnelle et juridique à la discrimination entre les citoyens israéliens, en énonçant clairement les principes selon lesquels les citoyens juifs doivent être privilégiés par rapport aux autres citoyens. En officialisant « le développement des localités juives comme une valeur nationale et [l'action] pour encourager et promouvoir leur création et leur consolidation », la loi promeut une vision discriminatoire inhérente. En effet, outre le fait qu'elle dévalorise sérieusement la langue arabe par rapport à l'hébreu, la loi ignore totalement le fait qu'il existe un autre peuple, les Arabes palestiniens, et d'autres communautés religieuses importantes, les Chrétiens et les Musulmans, ainsi que les Druzes et les Bahaïs, qui sont profondément enracinés dans cette terre.

Les Chrétiens, les Musulmans, les Druzes, les Bahaïs et les Juifs exigent d'être traités comme des citoyens égaux. Cette égalité doit inclure la reconnaissance respectueuse de nos identités civique (israélienne), ethnique (arabe palestinienne) et religieuse (chrétienne), à la fois comme individus et comme communautés. En tant qu'Israéliens et Arabes palestiniens, nous voulons faire partie d'un État qui promeut la justice et la paix, la sécurité et la prospérité pour tous ses citoyens. En tant que Chrétiens, nous sommes fiers que l'Église universelle ait été fondée à Jérusalem et que ses premiers fidèles aient été des enfants de cette terre et de son peuple. Nous reconnaissons que Jérusalem et l'ensemble de cette Terre sainte sont un héritage que nous partageons avec les Juifs et les Musulmans, les Druzes et les Bahaïs, un héritage que nous sommes appelés à protéger de la division et des luttes intestines.

Cette Loi fondamentale va à l'encontre des courants humanistes et démocratiques identifiables dans la législation israélienne ainsi que des lois et conventions internationales dont Israël est signataire et qui ont pour objectif la promotion des droits de l'homme, le respect de la diversité et le renforcement de la justice, de l'égalité et de la paix. En

tant que leaders religieux des Églises catholiques, nous nous adressons aux autorités pour revendiquer l'abrogation de cette loi fondamentale et l'assurance que l'État d'Israël cherche à promouvoir et à protéger le bien-être et la sécurité de tous ses citoyens.

### **Les Ordinaires Catholiques de Terre Sainte**

(Cette déclaration est présentée ici bien qu'elle ait été signée par l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte)

## 16.

### **La justice et la paix s'embrassent**

(20 mai 2019)

*J'écouterai ce que dit Dieu, l'Éternel, car il parle de paix à son peuple et à ses fidèles, pourvu qu'ils ne retombent pas dans la folie. Oui, son salut est près de ceux qui le craignent, afin que la gloire habite dans notre pays. La bonté et la fidélité se rencontrent, la justice et la paix s'embrassent. La fidélité germe de la terre, et la justice regarde du haut des cieux. (Psaume 85, 8-11)*

Les récentes évolutions dans le contexte de la Palestine et d'Israël, les pertes de vies humaines, l'amenuisement continu de l'espoir d'une solution durable et l'incapacité de la communauté internationale à insister sur le respect du droit international pour sauver les peuples de cette terre d'une lutte et d'un désespoir accrus, ont conduit à une montée encore plus violente de l'extrémisme et de la discrimination. Même ceux qui se présentaient autrefois comme les gardiens de la démocratie et les promoteurs de la paix sont devenus des détenteurs de pouvoir et des participants partisans au conflit.

Cela a amené de nombreuses personnes à se demander si la diplomatie internationale et le processus de paix s'appuient effectivement sur des notions de justice et de bonne volonté. De nombreuses personnes en Palestine et en Israël ont le sentiment que leur vie est devenue de plus en plus insupportable depuis le lancement du processus de paix. Beaucoup sont partis, beaucoup d'autres envisagent de partir et quelques-uns choisissent la violence. Certains meurent en silence ; d'autres perdent la foi et l'espoir.

En réfléchissant à ces dernières décennies, au cours desquelles les promesses de paix et de réconciliation n'ont débouché que sur plus de

haine et d'oppression, de corruption et de démagogie, il est urgent que les Églises et les leaders spirituels indiquent une autre voie, qu'ils insistent sur le fait que tous, Israéliens et Palestiniens, sont frères et sœurs en humanité. Les Églises affirment que nous pouvons nous aimer les uns les autres et vivre ensemble dans le respect mutuel et l'égalité, égaux en droits et en devoirs, sur cette même terre. Il ne s'agit pas d'un simple rêve, mais des racines puissantes d'une vision qui a inspiré nos ancêtres, les prophètes.

Seule une paix fondée sur la dignité, le respect mutuel et l'égalité des êtres humains pourra nous sauver, nous permettre de survivre et même de prospérer sur cette terre rendue sainte par le témoignage de nos ancêtres, patriarches et prophètes, et que nous continuons à rendre sainte par notre lutte pour la justice, notre soif de paix et l'amour mutuel que nous avons les uns pour les autres. Il nous faut une nouvelle orientation, une nouvelle éducation et une nouvelle vision pour cette terre et pour les deux peuples qui y vivent.

Nous, leaders des Églises catholiques de Terre sainte, mais surtout êtres humains, restons aux côtés de tous ceux qui vivent sur cette terre. Nous cherchons à montrer la voie pour sortir d'une situation permanente de guerre, de haine et de mort. Nous cherchons à montrer la voie vers une nouvelle vie en Palestine-Israël, bâtie sur des principes d'égalité et d'amour. Nous insistons sur le fait que toute résolution doit être basée sur le bien commun et sans distinction de tous ceux qui vivent sur cette terre.

Nous appelons les Chrétiens de Palestine-Israël à joindre leurs voix à celles des Juifs, des Musulmans, des Druzes et de tous ceux qui partagent cette vision d'une société fondée sur l'égalité et le bien commun, et nous les invitons tous à construire des ponts de respect et d'amour mutuels. La proposition d'une solution à deux États, répétée en vain, est restée lettre morte. En effet, dans la situation actuelle, tout discours sur une solution politique apparaît comme une rhétorique vide de sens.

Par conséquent, nous promouvons une vision selon laquelle chaque personne en Terre sainte jouit d'une égalité totale, l'égalité

qui convient à tous les hommes et femmes créés égaux à l'image et à la ressemblance de Dieu. Nous croyons que l'égalité est une condition fondamentale pour une paix juste et durable, et ce quelles que soient les solutions politiques adoptées.

Nous vécûmes ensemble sur cette terre dans le passé, pourquoi ne pourrions-nous pas y vivre ensemble à l'avenir également ?

Telle est notre vision de Jérusalem et de l'ensemble de la terre, appelée Israël et Palestine, entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

### **Les Ordinaires Catholiques de Terre Sainte**

(Cette déclaration est présentée ici bien qu'elle ait été signée par l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte)

## 17.

**Restitution des biens aux propriétaires d'origine**

(29 juin 2019)

Fin mars 2019, la famille Sabbagh a reçu un nouvel ordre d'expulsion de son logement dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est. Les Sabbagh étaient des réfugiés de Jaffa, ayant perdu leur maison lors de la guerre de 1948. Ils ont emménagé dans leur logement actuel en 1956 avec l'autorisation des autorités jordaniennes. Cette maison avait été abandonnée par ses résidents Juifs en 1948 et la famille Sabbagh s'y est installée dans le cadre d'un accord entre les autorités jordaniennes et l'agence des Nations-unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA. Les autorités jordaniennes ont accepté d'enregistrer les Sabbagh en tant que propriétaires légaux de leur nouvelle résidence en contrepartie de la renonciation par la famille au statut de réfugiés, reconnu par l'UNRWA. Les Sabbagh ont effectivement renoncé à la reconnaissance par l'UNRWA, mais l'enregistrement du titre de propriété n'a jamais eu lieu.

Des récits similaires à celui des Sabbagh ne sont pas rares. D'autres cas comparables se sont révélés lorsque des Israéliens ont revendiqué des biens appartenant ou loué par des Juifs dans les territoires occupés par Israël après la guerre de 1967. Cette histoire s'est répétée, notamment à Jérusalem-Est et à Hébron, alors que des associations de colons israéliens, régulièrement soutenues par l'État et appuyées par des arrêts de la Cour suprême, s'emparent de ces biens, dont beaucoup étaient devenus des logements de réfugiés palestiniens après la guerre de 1948.

La restitution des biens à leurs propriétaires d'origine est un principe sain, tant en termes de droit international que de principes éthiques et d'enseignement de l'Église. Ceux qui ont été expulsés ou qui, par la force des choses, ont été contraints de fuir, restent les

propriétaires légaux de biens légitimement acquis. La restitution de leurs biens est conforme au respect du droit de propriété et favorise le bien commun. Selon les enseignements de l'Église : « La propriété privée et les autres formes de possession privée des biens assurent à chacun une zone indispensable d'autonomie personnelle et familiale ; il faut les regarder comme un prolongement de la liberté humaine... stimulant l'exercice de la responsabilité, ils constituent l'une des conditions des libertés civiles » (*Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 176).

Cependant, si ce principe est appliqué dans certains cas par souci d'équité, il devrait l'être également dans d'autres. Si les biens initialement détenus par des Juifs sont restitués à leurs propriétaires légitimes, ces derniers ayant été dépossédés de leur propriété légitime en 1948, alors les biens initialement détenus par des Palestiniens, à Jérusalem-Ouest et ailleurs, soustraits aux propriétaires palestiniens au cours des événements tragiques de 1948, doivent également être restitués à leurs propriétaires légitimes.

Au nom de la justice, nous nous devons de condamner l'expulsion de familles de logements qu'elles occupent depuis des décennies, lorsque cette expulsion n'a pas pour but de rétablir la justice mais plutôt de poursuivre une politique visant à faciliter l'implantation de colonies israéliennes dans les quartiers palestiniens et à expulser les Palestiniens de leur patrie. En fait, la plupart du temps, les biens contestés ne sont pas rendus à leurs propriétaires d'origine mais plutôt remis à des organisations de colons soutenues par l'État qui cherchent à transformer le caractère de Jérusalem-Est et d'autres zones palestiniennes. Selon les enseignements de l'Église : « La doctrine sociale exige que la propriété des biens soit équitablement accessible à tous, de sorte que tous en deviennent, au moins dans une certaine mesure, propriétaires, sans pour autant qu'ils puissent les "posséder confusément" » (*Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 176).

Par conséquent, la Commission Justice et Paix attire l'attention sur l'obligation d'appliquer une seule et même loi à tous, Israéliens

et Palestiniens ; l'égalité et la justice ne peuvent être unilatérales. La justice fondamentale pour tous, sans distinction, constitue un fondement essentiel d'une paix réelle et durable.

## ANNEXE

### Statuts de la Commission Justice et Paix

#### Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte

(26 mai 2016)

#### Préambule

La Commission Justice et Paix (ci-après CJP) de l'Assemblée des Ordinaires Catholiques de Terre Sainte (ci-après AOCTS) a été créée par une lettre du Cardinal Jean Villot, Secrétaire d'État de l'Archevêque Pio Laghi, Délégué Apostolique à Jérusalem, le 24 mars 1971, autorisant la création de cette commission.

#### 1. Nature de la Commission

La CJP est officiellement reconnue par l'AOCTS et fonctionne sous ses auspices selon le mandat reçu et décrit ci-après. L'inspiration de la CJP se trouve dans le *motu proprio* « *Iustitiam et Pacem* » (10 décembre 1976) : « *examiner et étudier (du point de vue de la doctrine, de la pratique pastorale et de l'apostolat) les problèmes liés à la justice et à la paix, dans le but d'éveiller le peuple de Dieu à la pleine compréhension de ces questions et à la conscience du rôle qu'il joue et des devoirs qui lui incombent dans les domaines de la justice, du développement des peuples, de la promotion humaine, de la paix et des droits de l'homme* » (§ I). En outre, la CJP est guidée par le Plan pastoral adopté par le Synode des Églises Catholiques de Terre Sainte, avec une référence particulière au document « *La présence des Chrétiens dans la vie publique* » (2000).

## 2. Mandat et mission

La CJP sert de « groupe de réflexion » pour contribuer aux délibérations menées par les Ordinaires, le clergé, les religieux et les laïcs autour de questions relatives à la justice et à la paix dans les diocèses catholiques de Terre sainte. Elle cherche également à sensibiliser l'Église universelle aux problématiques qui touchent l'Église de Terre sainte. Le mandat de la CJP couvre deux domaines principaux.

- a. Le suivi de la situation politique, sociale et économique en Terre sainte et au Moyen-Orient, en mettant l'accent sur les droits de l'homme et les questions liées à l'occupation, à la discrimination et aux inégalités.
- b. Le suivi de la situation des Chrétiens en Terre sainte, en mettant l'accent sur les défis sociaux, politiques, économiques et culturels auxquels sont confrontés les Chrétiens en Terre sainte et dans toute la région. Les relations entre chrétiens et Musulmans, entre Chrétiens et Juifs et entre Chrétiens et autres minorités religieuses en Terre sainte et dans tout le Moyen-Orient font l'objet d'une attention toute particulière.

## 3. Méthode de travail

La CJP se réunit régulièrement pour réfléchir aux éléments suivants :

- a. *Étude* : la collecte d'informations et l'analyse de données permettant une évaluation et une compréhension cohérentes des politiques et des questions qui soient conformes aux enseignements de l'Église.
- b. *Communication* : la transmission d'informations et d'analyses aux Ordinaires et aux autres parties intéressées au sein de l'Église locale et universelle.
- c. *Formation* : l'accompagnement des Ordinaires dans leurs tâches consistant à former le peuple de Dieu pour qu'il puisse relever les défis rencontrés dans le domaine de la justice et de

la paix, où chacun est appelé à répondre selon le message de l'Évangile et dans le contexte spécifique de sa situation de vie.

- d. *Dialogue* : travailler avec des individus, des institutions et des instances politiques afin d'établir des canaux de communication.
- e. *Publication* : composer de brèves déclarations énonçant la position de l'Église sur les questions liées à la justice et à la paix, en préconisant des analyses, éléments de langage et initiatives adaptés au contexte actuel.

#### 4. Structure

La CJP est composée de cinq à vingt membres et agit sous la juridiction de l'AOCTS.

- a. *Président* : L'AOCTS nomme le nouveau président, choisi parmi les membres de la CJP ou en dehors de l'instance, après avoir consulté le président sortant et les membres de la commission.
- b. *Secrétaire* : Le Président désigne un secrétaire chargé de convoquer les réunions et de rédiger les procès-verbaux qui sont diffusés aux membres de la CJP et de l'AOCTS.
- c. *Membres* : Les membres de la Commission sont nommés par le Président. Les membres de l'AOCTS, tout comme les autres membres de la CJP, sont encouragés à proposer des noms.
- d. *Réunions* : Le secrétaire convoque des réunions mensuelles auxquelles participent tous les membres. L'ordre du jour de la réunion est déterminé par le Président et les membres.
- e. *Déclarations* : Les déclarations publiées par la CJP doivent être préalablement soumises à tous les membres de l'AOCTS. Ceux-ci sont chargés d'examiner ces déclarations et peuvent proposer, dans un délai de trois jours, des corrections, amendements ou reformulations.

- f. *Rapport* : Un rapport annuel doit être établi par le Secrétaire et soumis aux membres de l'AOCTS lors de l'une de leurs réunions semestrielles.
- g. *Adresse* : La CJP a son siège dans les bureaux du Secrétariat de l'AOCTS au Centre Notre Dame de Jérusalem.

« La Commission Justice et Paix sert de "groupe de réflexion" pour contribuer aux délibérations menées par les évêques, le clergé, les religieux et les laïcs, autour de questions relatives à la justice et à la paix dans les diocèses catholiques de Terre sainte. Elle cherche également à sensibiliser l'Église universelle aux problématiques qui touchent l'Église de Terre sainte. Le mandat de la Commission couvre deux domaines principaux.

- a. Le suivi de la situation politique, sociale et économique en Terre sainte et au Moyen-Orient, en mettant l'accent sur les droits de l'homme et les questions liées à l'occupation, à la discrimination et aux inégalités.
- b. Le suivi de la situation des Chrétiens en Terre sainte, en mettant l'accent sur les défis sociaux, politiques, économiques et culturels auxquels sont confrontés les Chrétiens en Terre sainte et dans toute la région. Les relations entre Chrétiens et Musulmans, entre Chrétiens et Juifs et entre Chrétiens et autres minorités religieuses en Terre sainte et dans tout le Moyen-Orient font l'objet d'une attention toute particulière.